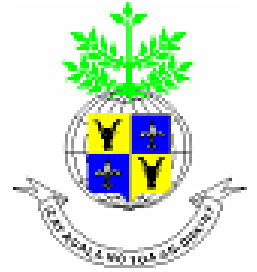




UNIVERSITE D'ANTANANARIVO

FACULTE de DROIT, d'ECONOMIE, de GESTION et de SOCIOLOGIE

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE



Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)



Soutenu le 18 janvier 2013,

par M^{lle} ANDRIANJAFINDRAINIBE Veloniaina Miora

Le Président : Mr François RAJAOSON, Professeur titulaire

Le Juge : Mr Stefano Raherimalala ETIENNE, Maître de Conférences

Le Rapporteur : Mr Gil Dany RANDRIAMASITIANA, Professeur

Année Universitaire: 2011-2012

**IMPACTS SOCIAUX DE LA CRISE SOCIOPOLITIQUE DE 2009 SUR LES
MENAGES MALGACHES**

Remerciements

Nous adressons nos vifs et sincères remerciements aux personnes qui nous ont apportées leurs aides et leurs conseils car sans elles, ce travail n'aurait pas pu être achevé.

Nous remercions tout spécialement :

- Monsieur François RAJAOSON de nous faire l'honneur d'accepter la présidence ; vous avez fait preuve de confiance, de patience et de tolérance à notre égard ; vos qualités nous ont séduit et resteront pour nous des exemples difficiles à suivre ; nous voudrions exprimer ici la grande estime que nous avons pour vous et notre profonde et respectueuse gratitude ;
- Monsieur Gil Dany RANDRIAMASITIANA, pour la grande disponibilité et les accueils bienveillants que vous nous avez toujours réservés malgré vos nombreuses occupations. Pour l'honneur que vous nous faites en acceptant sans hésitation d'être le rapporteur de ce mémoire. Que ce modeste travail soit un humble témoignage de notre profonde reconnaissance et de nos remerciements les plus sincères ;
- Monsieur Stefano Raherimalala ETIENNE qui nous a témoigné de son amabilité en acceptant de juger ce mémoire. En remerciement de son aimable sollicitude à notre égard, qu'il trouve ici l'expression de notre profonde gratitude et de nos très sincères reconnaissances ;
- Les enseignants du département de Sociologie de l'Université d'Antananarivo. Qu'ils reçoivent ici l'expression de notre reconnaissance pour l'aide si précieuse et les conseils qu'ils nous ont prodigué tout au long de nos études ;
- La famille et les ami (e) s. Vous avez beaucoup fait pour nous ; que ce travail soit un modeste témoignage de notre reconnaissance infinie et de nos remerciements les plus sincères ; Enfin, je suis très heureuse d'associer à ces remerciements, toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce travail.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GENERALE

PARTIE I : Généralités et évaluation globale du contexte d'étude

- CHAPITRE I : Présentation du cadre d'étude
- CHAPITRE II: Contexte socio-économique et politique à Madagascar
- CHAPITRE III : Méthodologie: techniques et outils
- CHAPITRE IV : Cadrage théorique

PARTIE II : Dynamique sociopolitique et retombées plurielles dans la vie des ménages.

- CHAPITRE I: Tableaux et interprétations
- CHAPITRE II: Les solutions proposées par les enquêtés contre l'inflation :

PARTIE III : Réflexions prospectives

- CHAPITRE I: Les responsabilités de chaque individu face à la perpétuation de la crise sociopolitique
- CHAPITRE II: Réflexions sur la réalité sociale à Antananarivo après 2009
- CHAPITRE III: Réflexions sur les pratiques politiques à Madagascar

CONCLUSION GENERALE

BIBLIOGRAPHIE

TABLES DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES PHOTOS

LISTE DES FIGURES

LISTES DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ANNEXES

INTRODUCTION GENERALE

Contexte:

Bien souvent le terme "crise" est employé pour parler des problèmes de l'Afrique : crise du Darfour, crise alimentaire en Somalie, crise identitaire, agriculture en crise, etc. De ce fait, l'Afrique connaît un essor du nombre de crises depuis le début des années 1990, de toute nature que ce soit : regain des conflits armés en Afrique centrale, élections présidentielles ensanglantées au Kenya, famines régulières dans la bande sahélienne, radicalisation des Etats musulmans comme la Somalie ou le Soudan, etc. Les impacts des crises actuelles sur le continent africain sont multiformes, préjudiciables à plus ou moins long terme et à des échelles géographiques variables en fonction du type de crises.

Depuis son indépendance Madagascar a connu diverses crises sociopolitiques comme en 1972, en 1992, en 2002 et en 2009. Dans cette étude nous retiendrons la dernière c'est-à-dire la crise sociopolitique de 2009 caractérisée par un besoin de changement chez la population et aussi par un abus de pouvoir de la part des dirigeants. Ce contexte a entraîné des troubles et des manifestations dans les rues d'Antananarivo.

Depuis le 17 mars 2009, date à laquelle l'ancien Président Marc Ravalomanana fut contraint de laisser le pouvoir et de quitter le pays, Madagascar se trouve dans un contexte politique de crise qui perdure. Le gouvernement de transition sous la présidence de Mr. Andry Rajoelina n'est pas reconnu par la Communauté internationale et les solutions de sortie de crise initiées depuis 2009 n'ont pas encore abouti.

La capacité d'adaptation aux chocs exogènes est gravement compromise: les risques actuels liés au contexte économique mondial, en particulier en Europe, augmentent la vulnérabilité de l'économie malgache, compte tenu de sa dépendance aux exportations et au tourisme. Le pays est aussi très vulnérable aux catastrophes naturelles — y compris les Cyclones comme en 2008 et 2012. La crise politique est devenue un obstacle majeur qui empêche de faire face à ces chocs et de réduire leur impact.

L'Indice de développement humain (IDH) de Madagascar est de 0,480 pour l'année 2011. Ce qui est faible, selon le PNUD et qui montre un appauvrissement, par rapport aux années 2009 et 2010. Sur 187 pays, la Grande Ile est placée au 151^e rang, en matière de développement Humain, pour 2011. Depuis le début de la crise en 2009, Madagascar est en recul,

en termes de Développement humain. Selon le Rapport sur le développement humain du PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), 150 pays ont un indice de Développement humain plus élevé que celui de la Grande Ile. En effet, avec un IDH de 0,480, le pays se trouve à la 151e place sur 187, alors qu'il était à la 149e place sur 169 en 2010, avec un IDH de 0,481. En 2009, cet indice était encore à 0,483 dans la liste publiée par le PNUD.

Choix du thème et du terrain:

Notre thème se situe comme la suite de notre précédente étude sur les impacts sociaux de la crise sociopolitique de 2009 sur le secteur hôtelier à Antananarivo mais cette fois-ci, elle est recentrée au niveau même des ménages de la capitale (conditions de vies) suites aux manifestations et troubles politiques de 2009. Le thème de l'étude porte sur les impacts sociaux la crise sociopolitique de 2009 sur les ménages malgaches. Les manifestations en 2009 ont toujours eu lieu en plein centre-ville. C'est dans cet ordre des choses que nous avons choisi Antananarivo comme zone d'étude.

Problématique:

Madagascar est classé parmi les pays les plus pauvres du monde; la situation de crise sociopolitique depuis 2009 accentue cette situation de pauvreté touchant directement la vie de la population. Y a-t-il parmi notre échantillon des ménages (aisés, moyens, les plus démunis) épargnés par cette crise ?

Hypothèses:

Nous avançons donc comme hypothèse le fait que:

- ❖ La crise favorise le chômage déguisé.
- ❖ Tous les ménages quelque soit leurs activités économiques sont touchés par la crise.

Objectifs de l'étude:

Cette étude a pour objectifs de comprendre et d'analyser les situations et conditions de vie réelles des ménages tananariviens suite à la crise sociopolitique de 2009.

Nos objectifs spécifiques s'orientent vers la connaissance des réels besoins des ménages devant la situation économique et politique à Madagascar depuis 2009, la connaissance des

impacts de la crise au niveau des ménages ainsi que leurs richesses matérielles et intellectuelles, et l'obtention d'un pourcentage de population en situation de pauvreté.

Résultats attendus:

Ainsi dans cette étude nous voudrions connaître les répercussions de la crise sociopolitique de 2009 sur les ménages tananariviens (les diverses actions menées par les ménages, le degré d'impact de la crise sur le ménage...).

Quelques axes majeurs de la méthodologie:

Nous avons effectué notre étude auprès de 3 catégories de population à savoir les ménages classiques, les étudiants et les vendeurs ambulants. Au total, notre échantillon d'étude compte 64 ménages (enquêtes confondues).

La technique de collecte de données s'est faite en situation naturelle puisque les individus enquêtés se trouvaient à leur domicile (enquête ménage) et sur leurs lieux de travail (enquête étudiant et enquête commerçant ambulant).

Les données quantitatives et les données qualitatives ont été recueillies à base de questionnaire, assurant ainsi un traitement standardisé sur le Logiciel SPHYNX Plus².

L'analyse multi variée consistant en des croisements de deux variables, a été également employée dans cette étude.

Plan du travail:

Ainsi pour procéder à notre analyse, notre étude se subdivisera en trois grandes parties : - dans la première partie nous présenterons les généralités et évaluation globale du contexte d'étude ;

-ensuite dans la deuxième partie, nous enchaînerons avec l'analyse du terrain dans son ensemble avec indexation des échantillons ;

-et enfin dans la dernière partie, nous avancerons nos réflexions prospectives et celles des enquêtés.

Partie I: GENERALITES ET EVALUATION GLOBALE DU CONTEXTE D'ETUDE :

Comme dans toute étude, il est nécessaire de cerner son cadre de recherche. Ainsi dans cette première partie, nous allons présenter notre terrain, le contexte socio-économique et politique à Madagascar, la méthodologie et le cadre théorique.

Chapitre I: Présentation du terrain

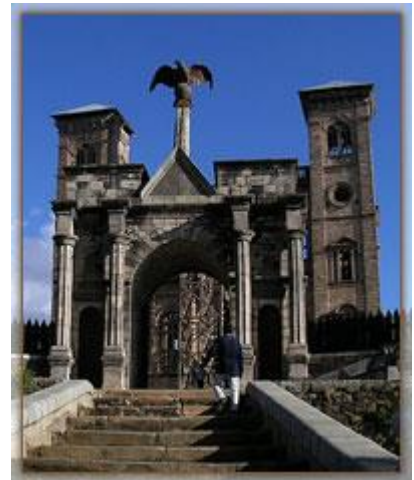
I. Historique

Antananarivo (Tananarive) est aussi appelée **Vohitsara**, « cité de beauté ». Edifiée sur l'une des **douze collines historiques** de l'Imerina, la capitale malgache domine la plaine du Betsimitatatra, un paysage de rizières irriguées par le Laniera et l'Ikopa.

Ses différents quartiers s'étagent à flanc de couteau dans un dédale d'escaliers, de ruelles, de ponts et de passerelles, composant un vaste ensemble où le rouge et le vert dominant. Sur la colline la plus élevée, **Anatirova**, (1.431m) se dressent les palais royaux.

Avec ses cieux d'un bleu intense, Antananarivo symbolise bien l'**Imerin'Ambaniandro**, les « hautes terres sous le ciel ». C'est une capitale verdoyante, ombragée de jacarandas et de frangipaniers, une ville où il fait bon se promener le jour. Seules ombres au tableau : la pollution urbaine, qui prend des proportions inquiétantes, et les embouteillages que connaissent certains quartiers. En un siècle, sa population est passée de **50 000 à plus de 2 millions** d'habitants.

Après avoir chassé les **Vazimba** de la colline d'**Analamanga** («forêt bleue»), le roi merina **Andrianjaka** y établit son *Rova* («palais-citadelle») en 1610 puis, il y installa une garnison de mille hommes pour garder le site dont il fit sa capitale. C'est ainsi que naquit Antananarivo «**la Cite des Mille**», serrée autour du *Rova* et protégée par des fossés et de vertigineuses falaises.



Quand il entreprit de réunifier l'Imerina, en 1794, **Andrianampoinimerina** commença par conquérir Antananarivo, s'empressant d'endiguer *l'Ikopa* et d'aménager des rizières dans les plaines du *Betsimitatara*.

Au début du XIX^e siècle, la ville profita de son nouveau statut de capitale malgache et de la politique internationale active menée par **Radama I^{er}** pour devenir d'un des principaux pôles du négoce de l'océan Indien. Elle commença à s'étendre en direction de la plaine, les habitations en bois et en jonc massés dans l'ancienne enceinte furent peu à peu cernées par des maisons à étage en brique séchée d'inspiration européenne.

En septembre 1895, les troupes du **Général Duchesne** assiégèrent la cite des Mille, bombardant le Rova. En janvier 1896, le résident **Laroche** s'installait à «Tananarive» et l'actuel quartier d'Antaninarenina devint bientôt le nouveau centre administratif de la capitale. Au début du XX^e siècle, les Français dotèrent la ville de voies carrossables, d'une gare, d'un réseau d'égouts et de l'éclairage public. Ces travaux d'aménagement et d'assainissement se poursuivirent dans les années 1920 et 1930, notamment avec la modernisation du **Zoma** ("grand marché du vendrEd.i") et l'élargissement de nombreuses artères.



A la proclamation de l'indépendance, en 1960, Antananarivo devint naturellement la capitale de la République Malgache. Depuis, elle s'est encore étendue gagnant sur les rizières qui l'entourent.

Tandis que le quartier commerçant *d'Analakely* conservait son architecture coloniale, deux grands ensembles de bâtiments administratifs ont été édifiés près du lac *Anosy* et à *Antaninarenina*, et une tentative d'aménagement harmonieux a pris corps avec les logements populaire des **67-Hectares**. A l'aube du XXI^e siècle, Antananarivo est une ville en pleine mutation. Certes, l'urbanisation ne semble plus correspondre au plan initial d'occupation des sols. La pénurie de logements sociaux explique que des taudis voisinent avec des quartiers résidentiels. Toutefois en 1997, le centre-ville d'**Ambohidahy à Analakely**, a été entièrement rénové avec le concours du Japon, et un palais national des Sports et de la Culture à **Mahamasina**.

Antananarivo, construit avec celui de la République populaire de Chine pourrait devenir une très belle ville si cet effort de reconstruction se poursuit.

II. Géographie

La ville d'Antananarivo, située dans les hautes terres centrales de Madagascar, culmine à 1 300 m d'altitude. Elle est localisée entre 18°55' de latitude Sud et 47°32' de longitude Est. Sa superficie est de 86,4 km². Elle dispose d'un climat tropical caractérisé par des 2 saisons : un hiver frais et très secs, un été doux et pluvieux. Administrativement, la ville est la capitale de Madagascar, chef-lieu de la région Analamanga, du district d'Antananarivo-Renivohitra et de la commune urbaine d'Antananarivo.

La commune urbaine d'Antananarivo (CUA) est subdivisée en 192 *fokontany* qui se répartissent dans les 6 arrondissements (Figure n°1). Chaque arrondissement a son bureau où sont enregistrés tous les actes officiels (naissances, mariages, décès...) :

- Le bureau du premier arrondissement est sis à *Soarano* ;
- le bureau du deuxième arrondissement est situé à *Ambanidia* ;
- le bureau du troisième arrondissement est à *Antaninandro* ;
- le bureau du quatrième arrondissement se trouve à *Anosy* ;
- le bureau du cinquième arrondissement est sis à *Ambatomainty* ;
- le bureau du sixième arrondissement est situé à *Anosisoa-Ambohimanarina*.

En 2009, la population était estimée à 1 500 000 habitants, et elle devait atteindre les 1 800 000 habitants en 2011. La cause principale de cet accroissement démographique semble être l'exode rural qui s'est accéléré du fait des difficultés économiques que connaissent les campagnes.



Source : MINISTERE DE LA CULTURE ET DU TOURISME, OFFICE REGIONAL DU TOURISME D'ANTANANARIVO (ORTANA) : Antananarivo, la ville et ses environs –les proches destinations- Guide Touristique (2005)

Figure n° 1 : Carte représentant les limites de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA)

III. Caractéristiques de la CUA

III.1. Gouvernance

Depuis une quinzaine d'années, le contexte politico-économique est marqué par des réformes en vue d'améliorer les conditions de vie des populations. La loi sur la décentralisation fait de la région et de la commune des collectivités décentralisées. Antananarivo est classée « commune urbaine ». Selon la loi N° 94-009 du 26 avril 1995 et le décret N° 96-168 du 6 mars 1996. La commune urbaine est administrée par le maire et son personnel. Elle est dotée d'outils et de services de planification assez diversifiés, mais leur efficacité demeure limitée. Le taux massif de population à la recherche d'une terre, d'un logement ou d'un lieu pour travailler, combiné à la faible connaissance des normes en termes d'aménagement urbain, sont autant de facteurs qui entravent la mise en œuvre efficace du Plan d'urbanisme directeur. Cette situation rend la gestion municipale de l'espace urbain difficile et entraîne la prolifération de constructions non autorisées ainsi que l'occupation anarchique des espaces publics. Ces problèmes sont souvent amplifiés par l'alternance rapide des dirigeants à la tête de la commune, conduisant parfois à la rupture d'efforts déjà entrepris.

III.2. Finances municipales

Les ressources financières d'Antananarivo sont très en deçà des besoins de la ville, surtout en matière d'investissements. Le budget communal comparé à la taille de sa population, révèle une situation financière assez problématique. La faiblesse des finances s'explique par :

- des frais de fonctionnement très élevés dus à la lourde charge du personnel ;
- des recettes non fiscales qui constituent encore la principale source financière pour la commune ;
- l'insuffisance de la fiscalité foncière.

III.3. Foncier

Dans la capitale malgache, le droit à la propriété pour tous les citoyens est garanti et protégé par la loi. Cependant, l'accès à la terre et à la sécurité foncière est de plus en plus difficile. La ville d'Antananarivo est surpeuplée et les demandes d'acquisition de terres demeurent bien trop nombreuses pour l'offre disponible. Pour cette raison, les zones non constructibles sont

occupées de façon spontanée et anarchique générant des bidonvilles. En réalité, la municipalité éprouve des difficultés à faciliter l'accès à la propriété foncière pour les raisons suivantes :

- Le Plan d'urbanisme directeur est inadapté ;
- Les données statistiques fiables dans le domaine foncier ne sont pas disponibles ;
- Les compétences techniques de la municipalité en matière d'octroi des terres restent limitées ;
- Aucune politique foncière explicite n'existe.

III.4. Bidonvilles

Malgré les actions entreprises par l'État, un type d'habitat non planifié et très souvent précaire prolifère dans les zones informelles. Il résulte de la conjugaison de plusieurs facteurs :

- La précarité financière des populations ;
- L'insuffisance de l'offre de logements ;
- L'inadéquation des cadres politiques et juridiques qui entrave la maîtrise de l'urbanisation à Antananarivo.

III.5. Genre et Développement

La ville ne dispose pas d'un cadre réglementaire spécifique dans le domaine de l'équité entre les sexes. Les décideurs et les acteurs travaillant dans ce domaine s'appuient principalement sur la Politique nationale de la promotion de la femme, élaborée en 2000. À Antananarivo, les discriminations sont courantes, les femmes subissent, en effet, toutes sortes de violences¹ : physique, psychologique, économique ou sexuelle. Contrairement aux hommes, elles ont moins accès au crédit. L'acquisition de la terre est conditionnée par leur capacité financière. Ceci rend les femmes plus vulnérables à la paupérisation. Par ailleurs, la présence de la femme aux postes de décisions reste très faible, même si leur niveau d'éducation leur permettrait.

III.6. Environnement

Dans la ville d'Antananarivo, la question de la protection de l'environnement urbain se pose de plus en plus. La forte pression exercée par une population toujours plus nombreuse, sur

¹ Si 65% des femmes ont subi au moins un type de violence, 46% d'entre elles sont victimes de violences psychologiques. Cette dimension se trouve quand même mal gérée, au niveau de toutes les instances de prise en charge des victimes. source: "http://www.newsmada.com/index.php/component/jcomments/feed/com_content/4069" consulté le 20/12/12.

les espaces urbains déjà saturés, préoccupe de plus en plus les autorités et les défenseurs de l'environnement. Les capacités humaines et techniques sont insuffisantes et ne permettent pas de surveiller efficacement les espaces à protéger. Egalement, elles contribuent indirectement à la dégradation de l'environnement de la commune. La quasi-absence d'espaces verts, les insuffisances dans la collecte des déchets solides (ménagers et industriels), le déversement non contrôlé des eaux usées en pleine nature et la pollution atmosphérique sont autant de problèmes qui s'imposent comme des défis à relever par les autorités pour un développement urbain durable.

III.7. Gestion des Risques de Catastrophes

Nombreux sont les habitants d'Antananarivo qui vivent sous la menace d'incendies, d'inondations et d'éboulements. La population des quartiers défavorisés est généralement la plus touchée par ces fléaux. Dans leurs tentatives de réduction des risques de catastrophes, les autorités se heurtent à l'insuffisance de moyens (financiers, matériels et humains) pour prendre des mesures appropriées afin de réduire les effets des catastrophes sur les populations et améliorer le cadre de vie des citoyens.

III.8. Développement économique local

Principal centre d'attraction des activités économiques de Madagascar, Antananarivo dispose d'un environnement propice à l'implantation de grandes entreprises. En 2010, 60 % des structures créées dans le pays l'ont été dans la capitale, la majorité exerçant dans le secteur tertiaire, et plus précisément dans le commerce. Bien que la ville possède de nombreux atouts, plusieurs facteurs conjoncturels et structurels ralentissent le développement économique :

- L'absence de main-d'œuvre qualifiée et le manque de professionnalisme ;
- L'augmentation du chômage ;
- L'absence d'une stratégie efficace en faveur d'un développement économique durable ;
- Le niveau élevé de la pauvreté.

III.9. Services urbains de base

L'accès aux services urbains de base demeure un problème tant pour la population urbaine que pour les autorités de la ville. La distribution spatiale en eau reste inégale entre les arrondissements et ne tient pas suffisamment en compte les densités de population. De même, la

production et la distribution de l'électricité nécessitent des efforts, non seulement pour développer le secteur industriel, mais aussi pour répondre aux besoins des populations défavorisées. Ces dernières ont très souvent recours aux branchements illicites (39, 21 % des ménages) pour satisfaire leurs besoins. Les secteurs tels que la gestion des déchets, l'assainissement et les transports urbains sont assurés de façon plus ou moins efficace par la municipalité, en partenariat avec d'autres institutions. Des mesures doivent être prises dans le sens d'une urbanisation durable.

III.10. Sécurité urbaine

À Antananarivo, les problèmes liés à l'insécurité en milieu urbain deviennent de plus en plus inquiétants, et ce, en dépit des efforts entrepris par l'État via le ministère de la Sécurité intérieure. Le taux de présence policière, dans certaines zones, est négligeable. Entre 1994 et 1998, il y avait entre 8 à 12 policiers pour 10 000 habitants, la moyenne devrait se situer autour de 15 policiers pour 10 000 habitants. En absence d'une véritable politique de lutte contre l'insécurité de la part de la municipalité, on assiste à la prolifération d'agences ou de sociétés privées dans le secteur de la sécurité à l'instar de ProTech Security ou encore de l' Assist Security.

La criminalité à Antananarivo a augmenté à cause de l'insuffisance des moyens de la police et du renforcement du phénomène d'exclusion.

III.11. Patrimoine culturel

Le patrimoine culturel matériel et immatériel de la capitale malgache est très riche du fait de la grande diversité culturelle de Madagascar. Il se compose principalement de sites, monuments et de traditions liés aux us et coutumes. Cependant, la ville aurait besoin, non seulement, d'une politique pour la valorisation de son patrimoine, mais aussi d'un appui pour le renforcement des capacités des groupements professionnels qui œuvrent pour sa protection et sa préservation.

Chapitre II- Contexte socio-économique et politique à Madagascar:

Ce chapitre contient surtout des informations, que nous avons jugées utiles de présenter, sur le contexte à la fois politique, économique et social.

I. Contexte économique

I.1. le PIB

L'Indicateur de croissance économique de Madagascar est représenté dans le tableau n°1.

Tableau n° 1 : Taux de croissance annuel du PIB de 2006 à 2011:

PIB	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux de croissance du PIB	5, 0	6, 2	7, 1	-4, 1	0, 5	1

Source: INSTAT. Tableau de l'économie de Madagascar, avril 2012

Le PIB de 2012 devrait se situer légèrement au-dessus du niveau de celui de 2008. Or, ce chiffre est inférieur de près de 18 pourcent à ce qu'il aurait été s'il avait suivi la progression moyenne de 5 pourcent par an. Pour la plus grande partie de la période depuis 2008, le PIB a été inférieur au niveau atteint cette année-là. Par conséquent, si le PIB actuel pour la période 2009-2012 était comparée à une alternative plausible de 5 pourcent de croissance annuelle, cela ferait ressortir une perte cumulée de revenus pour le pays d'environ US\$ 6, 3 milliards, ou environ 60 pourcent du PIB annuel rien que pour les quatre dernières années.

I.2. l'inflation

Selon les données de Madagascar Economic Update - Octobre 2012 (The World Bank Group - Antananarivo Country Office) l'inflation s'est ralentie depuis la fin de l'année 2011 et s'est établie en fin août 2012 à 6, 3 pourcent en glissement sur douze mois. Cette situation résulte en partie de l'effet concomitant (i) du ralentissement des prix des produits importés et du maintien du gel des prix des produits pétroliers imposé aux distributeurs, (ii) d'une atténuation des tensions sur le marché intérieur du riz qui avait été observées en 2011, et (iii) de l'appréciation nominale de l'Ariary (Ar) au premier semestre, inversée depuis, mais qui a

contribué à une transmission baissière, mais temporaire, L'inflation s'est ralentie depuis la fin de l'année 2011 et s'établit en fin août 2012 à 6.3 pourcent en glissement sur douze mois.

Récemment, les inflations les plus remarquées sont la hausse du tarif des transports publics urbains (de 300 Ar à 400Ar) et l'augmentation des prix des PPN surtout le prix des kilos de riz (pour y remédier: retour à l'opération *Vary tsena mora*" dans les *Fokontany* et auprès des vendeurs particuliers).

I.3. Accroissement de la situation de pauvreté:

Selon le document officiel "Madagascar Economic Update " (- Octobre 2012.The World Bank Group - Antananarivo Country Office. : la pauvreté a augmenté de façon alarmante: selon les premières estimations, de 2008 à 2012, le pourcentage de population vivant sous le seuil de pauvreté (qui était déjà élevé avant la crise) pourrait avoir augmenté de 10 points, avec les effets les plus importants sur la période 2011-12 avec la persistance de la crise. En conséquence, et en combinaison avec la croissance démographique, nous estimons qu'il y aurait aujourd'hui près de 4 millions de personnes de plus qu'en 2008 qui sont passées sous le seuil de la pauvreté, plaçant ainsi Madagascar parmi les pays ayant les taux de pauvreté les plus élevés dans le monde. Ceci est en contraste avec un pays performant, comme le Rwanda, qui a réduit son taux de pauvreté extrême de 9 points par année au cours de 2006-2011.

II. Contexte social

II.1. Education

En matière d'éducation, on peut dire que l'île n'est pas un modèle. Tandis que 37 % de la population n'ont jamais été scolarisés, le taux d'alphabétisation est de 71 %, (EPM 2010). D'après l'enquête auprès des ménages réalisée en 2010, le taux net de scolarisation au niveau primaire était de 73 % (EPM 2010). Si le taux d'abandon scolaire est évalué à 6%, celui de redoublement est de 15% au niveau primaire. Les ménages ruraux et à faible revenu sont les plus concernés par cette difficulté de progression scolaire. Ainsi, le taux d'achèvement de l'école primaire était évalué à 61% en 2010/11 (Ministère de l'Éducation, 2011). Le taux net de scolarisation, de 22, 7 % au niveau du collège, tombe à 6, 3 % au niveau du lycée (EPM 2010).

Le taux d'achèvement du cycle primaire est passé de 66 % pour l'année scolaire 2008/09 à 61 % pour l'année 2010/11. Ce qui signifie que le nombre total d'enfants en âge d'être

scolarisés n'allant pas à l'école est passé de 260 000 en 2008/09 à environ 400 000 en 2010/11 (Ministère de l'Éducation, 2011). La crise politique et économique de 2009 a entraîné une diminution des dépenses du gouvernement allouées à l'éducation, et les parents éprouvent de plus en plus de difficultés à couvrir les frais scolaires.

Le gouvernement, avec le support du Fonds Catalytique, a subventionné les salaires d'un grand nombre d'enseignants FRAM. A l'instar de l'année scolaire 2009/10, 70 % des salaires des enseignants FRAM ont été subventionnés à la hauteur de 46, 3 milliards Ar (soit 22, 9 millions \$US), dont 23, 2 milliards par le gouvernement et 18, 6 milliards par le Fonds Catalytique.

II.2. Emploi

En Janvier 2010, plus de 30 000 ouvriers ont été licenciés dans des entreprises de textile et de vêtements. En 2009, le gouvernement a adopté un décret fixant le salaire journalier minimum pour les programmes argent-contre-travail à 2 000 Ar (environ 1 \$US) pour cinq heures de travail. Bien que ce taux de rémunération soit supérieur au salaire journalier de 1 500 Ar payé aux ouvriers non qualifiés en milieu rural, il n'introduit pas de distorsions dans le marché local du travail.

Du côté des enfants, en 2010, environ un quart des enfants âgés de 5 à 17 ans sont économiquement actifs : 26 % chez les garçons et 23 % chez les filles. Un quart environ participent à des activités présentant des risques pour la santé (Organisation Internationale du Travail, 2007). La proportion des enfants économiquement actifs augmente avec l'âge : de 10 % pour les enfants de moins de 10 ans, elle passe à 26 % pour les 10-14 ans et à 59 % pour les 15-17 ans (Enquête Périodique auprès des Ménages, 2010). Le travail des enfants est passé de 29 % en 2007 à 24 % en 2010.

II.3. Santé

Selon l'EPM 2010, 12,4 % des individus interrogés ont dit avoir été malade au cours des deux semaines précédant l'enquête dont 22% pour sont des enfants de moins d'un an.

Façon de dire que la morbidité est très élevée à Madagascar. Elle a nettement augmenté, passant de 7,2% en 2005 à 12,4 % en 2010. Le taux d'incidence de la maladie atteignait 22%

chez les enfants de moins de un an et 21, 8 % dans la région la plus pauvre d'Androy, située dans le Sud. Mais seul un tiers des individus interrogés a consulté un professionnel de santé en 2010, contre 40 % en 2005. Les contraintes financières constituent le principal obstacle pour la moitié de ces malades et l'éloignement des établissements sanitaires concerne le quart des cas. « Environ un tiers de ceux qui n'ont pas consulté ont essayé l'automédication et ont dépensé en moyenne 3000 Ar en médicaments. La moitié de ceux qui ont consulté se sont rendus à un Centre de Santé de Base (CSB) tandis qu'un cinquième est allé dans un cabinet privé, deux tiers se sont rendus dans un CSB dans le quintile le plus bas tandis que 10 % seulement ont vu un médecin dans le privé. En 2010, ceux qui ont consulté ont dépensé en moyenne 17 800 Ar en médicaments contre 6 193 Ar en 2005 ».

Le faible niveau d'hygiène et le non accès à l'eau potable peuvent entraîner des infections diarrhéiques, cause principale de morbidité et de mortalité chez les nourrissons et les enfants qui retardent systématiquement la croissance (EPM 2010).

Bien que les campagnes de vaccinations se soient répandues au cours de la dernière décennie, seuls 62 % des enfants entre 12 et 23 mois sont complètement immunisés en 2008/9, tandis que 13 % n'avaient reçu aucune vaccination (DHS 2008/09). La détérioration de la vaccination depuis début 2009 augmente le risque de carence alimentaire. A l'heure actuelle, plus de la moitié des individus sont sous-alimentés. A cause de la malnutrition, les enfants malgaches sont les plus exposés au risque de retard de croissance parmi tous les pays d'Afrique subsaharienne. Le taux de malnutrition chez les enfants de moins de 3 ans était de 46 % en 2009 (DHS 2008/09), soit 1, 2 millions d'enfants de moins de 3 ans souffraient de malnutrition chronique. D'après les données des DHS, la malnutrition a peu évolué au cours des 20 dernières années : 50, 1 % des enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance en 2008/9 contre 56, 4 % en 1992.

.Taux d'accès de la population aux services sanitaires ces dernières années

A Madagascar, l'offre en services de santé reste très faible malgré une amélioration du nombre de médecin par habitant au cours des 10 dernières années. En 2000, si un médecin s'occupait de 10 000 habitants, ce ratio a connu une nette évolution, soit 1 pour 5288 habitants en

2005 et 1 pour 5281 habitants en 2007. Cette augmentation est liée à l'effort mené par les autorités depuis quelques années en matière de recrutement de nouveaux médecins. Ce chiffre a connu une augmentation sensible au niveau des dentistes, passant de 1 dentiste pour 200 000 personnes en 2000 à un dentiste pour 100 000 cinq ans plus tard.

Paradoxalement, pour le personnel paramédical, le ratio infirmier par habitants a stagné, voir régressé depuis quelques années (1 infirmier pour 6407 habitants en 2007 contre 1 infirmier pour 5086 habitants en 2005). Il en est de même, pour les sages-femmes, le ratio sage-femme pour femmes en âge de procréer étant de 1 sage-femme pour 2670 en 2007 contre 1 sage-femme pour 1346 en 2005.

II.4. Liens sociaux et familiaux des ménages dans la capitale

Entre Mai et Novembre 2010, la grande majorité des ménages d'Antananarivo, c'est-à-dire, 60% dépendent de leur famille, 15% de leur proche d'amis et 14% de leurs voisins. 8% dépendent de leurs collègues de travail seulement 1% des ménages font appel aux services des ONGs et 0, 6% aux églises.

II.5. Taux d'insécurité

Le contexte actuel de la crise politique exacerbe le niveau d'insécurité humaine et affecte négativement la situation des droits humains. La situation précaire des jeunes filles peu éduquées ou analphabètes vivant en milieu urbain fait d'elles une proie facile des agences de recrutement et des employeurs impliqués dans la traite des êtres humains.

Taux de chômage

Le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis 2001 (Tableau n°2).

Tableau n° 2 : Effectifs et taux de chômage 2001-2010

Année	2001	2002	2004	2006	2010
Nombre de chômeurs	25000	45000	34000	35000	55000
Taux de chômage	4, 4	7, 5	5, 2	5, 2	6, 8

Source: Enquêtes 1-2-3, phase 1 "Emploi" 2001-2010, INSTAT/DIAL pour le PIB. Nos propres calculs

Le taux de chômage en 2010 est relativement élevé juste en dessous de celui de 2002. A chaque crise sociopolitique (2002 et après 2009), le taux de chômage a augmenté.

Un des facteurs expliquant cet état des lieux est le non reconnaissance internationale, le non adhérence de Madagascar à l'AGOA (African Growth Opportunity and Act) et la classification de Madagascar comme zone rouge provoquant la fermeture de plusieurs établissements hôteliers et des zones franches.

III. Contexte politique du pays

III.1. Les régimes politiques à Madagascar depuis son indépendance

Comme la plupart des pays africains, Madagascar a obtenu son indépendance en 1960. Il nous est donc nécessaire de connaître les 8 points saillants de la vie politique malgache² :

- la 1^{ère} république de 1960 à 1972 est un régime semi-présidentiel sous le Président Philibert Tsiranana.
- de 1972 à 1975, on assiste une transition militaire avec Gabriel Ramanantsoa, Richard Ratsimandrava et la directoire militaire de Giles Andriamahazo.
- la 2^{ème} république sous le Président Ratsiraka Didier est un régime d'orientation socialiste, autoritaire et semi-présidentiel.
- Ensuite, il y a eu une transition démocratique avec Zafy Albert et Guy Willy Razanamasy de 1991 à 1993.
- la 3^{ème} république sous les gouvernements respectifs d'Albert Zafy et Ratsiraka Didier de 1993 à 1998, est un régime parlementaire, jusqu' à un referendum constitutionnel en 1995 autorisant le Président de la république à désigner le premier ministre.
- de 1998 à 2001, c'est encore la 3^{ème} république sous le Président Didier Ratsiraka.
- Le pays connaît, en 2002, une crise de succession. Année aussi qui marque l'arrivée du Président Ravalomanana au pouvoir (2002-2008), sous la 3^{ème} république.
- En 2009, on assiste à la chute du régime de Marc Ravalomanana et à la montée au pouvoir d'Andry Rajoelina (avec instauration de la 4^e république le 11 décembre 2010).

² Inspirée en partie de CHAIGNEAU, P. (1980). Rivalités politiques et socialisme à Madagascar, Paris, CHEAM.

III.2. Les origines et facteurs de la crise politique

Les facteurs structurels

Du point de vue historique, la crise de 2009 est le fruit des séquelles de la crise de 2002, dont les blessures ne sont pas guéries à cause d'un refus du régime Ravalomanana d'engager un processus de réconciliation nationale. Emprisonnements³ et exils forcés⁴ ont créé des rancœurs et une envie de vengeance chez certains, qui attendaient patiemment la première occasion pour renverser Ravalomanana. Sur un autre plan, deux événements historiques mondiaux peuvent avoir eu un impact à Madagascar. D'une part, l'élection d'Obama, qui a étrangement donné l'espoir à des millions de gens que tout était possible, et que les David pouvaient terrasser des Goliath. Le «Premier ministre de transition» Monja Roindefo ne s'est-il d'ailleurs pas singularisé en faisant clamer à la foule du 13 Mai le fameux « yes, we can ! » le jour de sa « nomination » ?

D'autre part, il y a un contexte mondial de crise financière qui a rendu d'autant plus inacceptables certains actes jugés abusifs, tels que l'achat de l'avion présidentiel Air Force One Number Two pour 60 millions de dollars américains⁵.

Du point de vue économique, Madagascar est en phase de croissance continue depuis 2003. Le Gouvernement, mais également les bailleurs de fonds s'en enorgueillissent. Malheureusement, cette croissance annoncée ne se ressent pas dans la vie des ménages, et le fait de la vanter ne fait qu'accroître le sentiment de frustration de la population, et la sensation dans l'opinion publique que cette performance économique n'est qu'un mirage qui ne profite pas à tous.

Sur le plan politique, et cela est en relation avec le plan historique, Marc Ravalomanana a mis en place une stratégie de rouleau compresseur face à l'opposition. Le Président s'est arrangé pour laminer l'opposition, et faire en sorte que le parti présidentiel T.I.M⁶ phagocyte l'Assemblée

³ à l'instar de Zakaely Boniface, Pety Rakotoniaina, Voninahitsy Jean Eugène, du général Andriafidison, Tantelyandrianarivo, Lahady Samuel...

⁴ exils forcés de l'ancien président Didier Ratsiraka et de son ancien vice-Premier ministre Pierrot Rajaoanavelo.

⁵ La H.A.T a vendu le Boeing 737-700 baptisé Air Force One II. Il a définitivement quitté l'aéroport d'Ivato, le 22 novembre 2012. Son acquéreur, la société américaine Las Vegas Sands Corporation, cotée en bourse, a payé 24,5 millions de dollars qui ont été transférés à la Banque centrale de Madagascar. Un prix réactualisé entrant dans les normes, vu l'âge et les diverses réparations effectuées sur ce jet longtemps entreposé dans un hangar de l'aéroport d'Ivato.

⁶ T.I.M : Tiako i Madagasikara

nationale⁷, dans lequel il a 105 députés sur 127. Même rapport de force au Sénat⁸. Résultat : le Parlement est incapable de jouer son rôle normal dans une démocratie : canaliser la tension politique, et servir de plate-forme institutionnelle de débat entre pouvoir et opposition. Il est donc normal que cette tension et ce débat se transposent dans la rue.

Les catalyseurs et le déclencheur

Sans doute aveuglé par les chiffres qui semblaient donner l'apparence d'une suprématie du TIM, Marc Ravalomanana a senti monter en lui un sentiment d'omnipotence et d'impunité, et a commencé à accumuler les erreurs de gouvernance, aussi bien sur le plan politique qu'économique.

Marc Ravalomanana a fait le vide dans le rang de ses fidèles et de ses premiers « *supporters* » (ceux qui l'avaient porté au pouvoir) ; il a géré l'armée sans aucun souci du respect des normes propres à cette communauté⁹ (respect de la hiérarchie etc.) ; et il s'est attaqué à des libertés fondamentales comme celle d'expression en faisant fermer des émissions et des stations audiovisuelles. Sur le plan économique, une imperméabilité au concept de conflit d'intérêt a créé des interférences entre Marc Ravalomanana, le Chef de l'Etat, et Marc Ravalomanana, le fondateur de l'empire « Tiko ». Son groupe a bénéficié d'exonérations fiscales, et a « oublié » de payer ses impôts. De plus, l'Etat a décidé de se faire importateur direct de carburant, ce qui allait à l'encontre des accords passés avec les compagnies pétrolières dans le cadre de la libéralisation du secteur. Enfin, l'achat du fameux avion présidentiel n'a suivi aucune procédure budgétaire.

Face à ces cas manifestes de gouvernance assez floue, le FMI et la Banque mondiale ont donc envoyé en Décembre 2008, une demande d'explication sur ces points (financement d'Air Force One, exonérations de « Tiko », importation de carburant), mais n'ont pas obtenu de réponse satisfaisante. L'ensemble des bailleurs de fonds (BAD, Union Européenne, FMI, Banque mondiale et quelques bilatéraux) s'est donc aligné pour suspendre l'aide budgétaire, jusqu'à ce que des réponses satisfaisantes soient apportées. Résultat : 35 millions de dollars qui devaient être

⁷ le président de l'Assemblée nationale de cette époque était Mr Jacques Sylla.

⁸le Sénat à cette période était sous la présidence de Mr Yvon Randrianasandratriniony.

⁹ nomination et promotion des colonels à la place des généraux

décaissés en Décembre et Janvier ont été bloqués. Il faut savoir qu'environ 45% du budget de l'Etat malgache est supporté par les bailleurs de fonds, ce qui les autorise à être vigilants.

C'est donc dans un contexte de grogne sourde mais latente que Andry Rajoelina est élu maire d'Antananarivo le 12 décembre 2007, jour anniversaire de Marc Ravalomanana. L'ancien DJ remporte très largement l'élection, mais le régime Ravalomanana a été incapable de percevoir dans ce résultat le vote-sanction évident que cela était. Au contraire, il se complait à accumuler les représailles et les coups bas contre la Mairie, jusqu'à ce fameux jour de Décembre 2008 où le Ministre des télécommunications, des postes et de la communication ordonne la fermeture de Viva TV.

Les acteurs

Deux protagonistes sont aux prises, et leur parcours présentent beaucoup de similarités. Pas d'études supérieures, mais un réel talent pour les affaires, ce qui leur a permis de monter chacun des entreprises-phares dans leur domaine. Une très haute opinion de leur personne, et une personnalité autoritaire. Une élection à la tête de la Mairie d'Antananarivo face au candidat présenté par l'Etat : si Andry Rajoelina avait vaincu Hery Rafalimanana, Marc Ravalomanana avait défait un certain Ny Hasina Andriamanjato, à présent son compère sur la Place du 13 Mai.

En s'acharnant contre Andry Rajoelina pour se venger de la défaite du TIM aux élections municipales, le régime Ravalomanana a fabriqué un martyr, ce qui est important à Antananarivo, dont la population est toujours encline à accorder sa sympathie aux souffre-douleur du pouvoir. Là encore, Marc Ravalomanana est aveuglé par son sentiment de toute-puissance, et ne s'est pas rendu compte du danger que pouvait représenter quelqu'un qui avait le soutien de la population de la Capitale. Il était pourtant bien placé pour savoir la force que cela représentait en 2002.

Andry Rajoelina a un mérite : il a été le seul à avoir osé et avoir su faire entendre sa voix face à un environnement fataliste et complaisant, qui avait accepté dans le silence toutes les bévues de Marc Ravalomanana et de son équipe. On doit cela au courage de la jeunesse. Mais on doit à cette même jeunesse une mentalité de rebelle, qui n'a pas su s'arrêter à temps pour respecter les limites dans les actes et les paroles. A force de pérorer sur la Place du 13 mai, il était

de plus en plus prisonnier de sa foule, et était obligé de s'arc-bouter dans une posture jusqu'au-boutiste. Cela n'a pas été de bon augure pour la sortie de la crise...

Bref, on dénonce alors un abus du pouvoir de la part du dirigeant qui se résume par le fait que :

- Les profits et les intérêts reviennent à une poignée de gens seulement c'est-à-dire à l'élite au pouvoir et à ses composants¹⁰.
- Le soit disant « développement » tant crié n'est pas ressentie¹¹ par la population ;
- Le secteur économique est monopolisé par l'élite au pouvoir ;
- Une licence d'exploitation de 1, 3 million d'hectares de terres a été cédée par le président Marc Ravalomanana- la moitié des terres arables malgaches pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans à une multinationale sud-coréenne : Daewoo Logistics, dans le but d'approvisionner la Corée du Sud notamment en maïs (l'information est dévoilée en novembre 2008 suite à la publication dans le Financial Times, relayée par d'autres médias du monde).
- Le principe de démocratie n'a pas été respecté comme le droit d'expression par exemple...
- Il y eut l'achat de l'avion présidentiel Air Force One number two pour 60 millions de dollars américains...

Un contexte qui a nourri chez la population un certain besoin de changement. Le président Marc Ravalomanana pas pu résoudre l'équation économique et la paupérisation sociale. Rattrapé

¹⁰ : personnel politique, monde des affaires, hautes fonctions publiques

¹¹ Madagascar a connu une croissance économique soutenue de 5, 7% pour la période de 2005 à 2008 ; s'il n'y avait pas la crise, la Grande île aurait connu une croissance économique de 7, 5% en 2009, de 6, 5% en 2010 et aussi en 2011 et une croissance de 4, 2% pour cette année, selon les études menées par la Vice-Présidence en Charge de l'Economie et de l'Industrie. La croissance économique demande donc une stabilité politique et une reprise des aides financières internationales. Suite à la crise sociopolitique qui mine le pays depuis 2009, la Grande île a connu une croissance négative de 1 % par an entre 2009 et 2012, même si l'on constate une légère reprise des activités en 2010. En contraste avec la croissance économique soutenue, durant la période 2005 à 2008, l'inflation a été de deux chiffres et a atteint 11, 6% alors que depuis la crise l'inflation a diminué à 9, 1% de 2009 à 2012. Suite au fléchissement du commerce extérieur et la baisse générale des activités internes, le taux de pression fiscale a connu une baisse de 0, 3 point par rapport au Produit intérieur brut. La moyenne annuelle du taux de pression fiscale était de 11, 2% entre 2005 et 2008 tandis que ce taux a diminué de 10, 9% de 2009 à 2012. Force est de constater que la diminution de la pression fiscale n'est pas proportionnelle à la réduction du taux de croissance.

donc par ces réalités, il fut incapable de satisfaire les attentes de ses compatriotes, et prit certaines décisions impopulaires.

Le peuple ressentait alors de la colère et de la déception, qui n'attendaient qu'une petite étincelle pour jaillir de sa flamme. Mais, comme on dit qu'avec le peuple il faut une bonne raison pour qu'il sorte dans la rue, celle-ci vint de la fermeture de la Viva TV, qui, après une interview de Didier Ratsiraka depuis son exil en France, subit les foudres du pouvoir en place. Le casus belli était donc tout trouvé pour le peuple, qui vit en son bourgmestre le héraut et le héros d'un nouvel ordre malgache. Ainsi naquit Andry Rajoelina avec son parti, les jeunes Malgaches disposés (*tanoragasyvonona*), "TGV", qui, avec des milliers de partisans, secoua la République sans pour autant pouvoir chasser l'occupant du fauteuil présidentiel.

Chapitre III- Méthodologie: techniques et outils

Concernant la méthodologie, les démarches suivantes ont été suivies pour la réalisation de cette imprégnation:

- Les travaux préliminaires de documentation

La phase de documentation sur le thème étudié a été basée sur l'exploitation des données écrites et non écrites relatives à diverses informations concernant notre thème d'étude. En fait, la documentation et les recherches bibliographiques ont été effectuées dans les différents centres de documentation et dans les assises territoriales.

- la descente sur le terrain:

Les descentes sur terrain consistent à un triple aspect : (1) le premier aspect consistait en des entretiens menés auprès des ménages des étudiants (les enquêtés sont des étudiants), (2) le second aspect portait sur des interviews auprès des ménages des commerçants ambulants (les enquêtés sont composés de commerçants ambulants), (3) le troisième aspect comprenait des enquêtes menées auprès des ménages classiques (les enquêtés sont un des membres du ménage).

Ces trois populations cibles ont été soumises à un même questionnaire administré lors d'un face à face avec l'enquêté. Comme type d'échantillonnage, nous avons recouru à l'échantillonnage aléatoire stratifié (stratified random sample): dans ce type d'échantillon, chaque élément peut seulement appartenir à un stratus. Dans chacun des stratus, chaque individu a la même probabilité de figurer dans l'échantillon. Nous avons réalisé notre étude auprès de 64 ménages, le tableau n° 3 suivant représente l'échantillon de cette étude:

Tableau n° 3 : Effectifs et caractéristiques des populations ciblées par l'étude

Typologie des ménages	étudiant	Vendeur ambulant	Ménage classique	TOTAL
Effectifs	18	12	34	64
pourcentage	28	19	53	100

Source: Enquête personnelle août-septembre 2012

Enfin, il convient de mettre en exergue la méthode globale utilisée pour la conduite de ces travaux d'enquête.

Cette méthode est caractérisée par une approche holistique, en égard au caractère scientifique des études des phénomènes sociaux tout en considérant les relations interpersonnelles entre les différents acteurs qui ont fait l'objet d'enquête.

L'approche a fait appel à la quantification, à des analyses statistiques utilisées dans le processus d'analyse et d'interprétation des données recueillis sur terrain. Cette approche a permis de disposer d'informations fiables et à jour et de parvenir à des résultats concluants sur l'étude.

Chapitre IV- Concepts et cadre théorique

Pour guider nos réflexions dans cette étude nous avons eu recours à diverses théories jugées comme utile dans la lecture des impacts sociaux de la crise sociopolitique de 2009 sur les ménages malgaches.

I. Les théories de la pauvreté:

Nous avons tiré les théories suivantes sur la pauvreté, qui se trouvent avoir une ressemblance avec le contexte malgache, sur le site "<http://www.memoireonline.com/stylee-ng.css>". Problématique de la pauvreté et bidonvillisation en Haiti, le cas de Shada au Cap-Haitien par Banet JEAN. Université d'Etat Haiti. Licence sciences économiques 1999. Dans la catégorie Economie et Finance.

C'est quoi la pauvreté ? Offrir une réponse consensuelle est un véritable problème pour l'économiste. Concept aux formes multiples, la pauvreté est un phénomène tant sociologique, qu'économique ou encore anthropologique. Mais les objectifs assignés à chaque corps scientifique sont bien différents. Ainsi, ceux de l'économiste consistent à identifier puis à quantifier le phénomène dans un contexte donné. Cependant, les approches sont diverses, d'une école de pensée à une autre. Cette partie nous permettra de voir la conception de certain courant comme ceux des classiques, marxistes, néoclassiques, structuralistes et celle des contemporains.

I.1. Selon les Classiques :

David Ricardo

Dans son analyse purement capitaliste, **Ricardo** affirme que « tout ce qui augmente les salaires diminue nécessairement les profits », et que « rien ne peut affecter les profits en dehors des salaires ». « L'analyse classique du salaire part de l'idée que le travail est une marchandise ayant, comme toute marchandise, un prix naturel et un prix de marché »¹⁹. Le salaire naturel est celui pouvant faciliter les travailleurs à subsister, c'est-à-dire, leur permettant d'acquérir un panier de biens de consommation stricte à entretenir le travailleur et sa famille. Cette situation, aux yeux de David **Ricardo**, ne représente pas un minimum physiologique car, il dépend des mœurs et coutumes de la population ». Elle varie d'un pays à l'autre ou évolue d'une époque à une autre.

Ricardo, croit que « quand le prix du travail est au-dessous de son prix naturel, la condition des travailleurs est tout à fait misérable; dans ce cas la pauvreté les prive de ces éléments de confort que l'habitude rend absolument nécessaires »²⁰. Pour lui, dans la mesure où « les besoins humains ne sont pas satisfaits, on est en état de pauvreté. Pour que les pauvres connaissent des jours meilleurs, selon **Ricardo**, « c'est seulement après que les privations aient réduit leur nombre, ou que la demande de travail ait augmenté, que le prix de marché de travail s'élèvera sur son prix naturel, et que le travailleur jouira du confort modeste que le taux des salaires ne lui offre pas »²¹. C'est ainsi que l'on détermine le seuil de la pauvreté repose sur cette base théorique.

Dans ce sens, selon Simon **Langlois**, le seuil de pauvreté est une « mesure normative qui détermine ce qu'il en coûte pour survivre à un moment donné ; le seuil normatif de pauvreté est établi à partir des dépenses encourues par l'achat d'un panier de bien sans lequel la survie serait difficile sinon impossible. L'approche normative de la pauvreté cherche à identifier les besoins fondamentaux des êtres humains définis selon deux perspectives: la subsistance et l'universalité. Dans l'approche définissant les besoins en termes de subsistance, le seuil de pauvreté correspond au coût minimum des dépenses requises pour les biens et services de base: logement, alimentation, habillement »²². On voit que ce seuil détermine préalablement les revenus qui sont nécessaires pour acheter un ensemble de biens et services assurant la survie physique. C'est pour cela qu'on qualifie de normatif à cause de la manière qu'on procède

En fait, en dehors des causes de la pauvreté que nous venons d'identifier, il y a d'autres idées qui planent encore au sein même du courant classique, comme par exemple celles de Thomas **Malthus**.

Thomas Malthus

Malthus, de son côté, dans l'énoncé de la loi de la population, voit cette dernière « s'accroître de façon spontanée selon une progression géométrique, alors que les moyens de subsistance ne croissant au mieux que selon une progression arithmétique. La croissance de la population finira donc par buter sur une contrainte de moyens de subsistances disponibles »²³. D'où, une source d'inquiétude, car selon lui, lorsque la population s'accroît, la quantité de subsistances par tête d'habitant décroît, « l'offre de main-d'œuvre étant en excédent par rapport à sa demande, le salaire nominal baisse. Alors que, la relative raréfaction de subsistance accroît

leur prix. L'appauvrissement de la population est alors tel qu'elle se réduit par élimination physique»²⁴. Malthus est contre toute forme d'aide aux pauvres, parce qu'il croit que l'effet immédiat de cette dernière est d'accroître la consommation des pauvres et de favoriser la croissance de la population. Par ailleurs, l'assistance donnée aux pauvres est perçue comme un détournement de la part du revenu qui revient à la population en activité, «opposé à toute pratique contraceptive, le Pasteur **Malthus** préconise le mariage tardif et l'abstinence des célibataires. Ces vertueuses recommandations sont adressées essentiellement aux pauvres, qui selon Malthus procréant et sont de fait les artisans de leur propres malheur»²⁵. Ainsi, les pauvres sont perçus comme les causes mêmes de la pauvreté. C'est à eux de chercher la solution. S'ils veulent trouver une solution, ils doivent cesser de croître, afin de conserver les moyens de subsistance disponible.

En somme, nous pouvons voir que les classiques dégagent une vision sur la pauvreté comme un manque de ressources monétaires autrement dit, comme expression des privations.

Ainsi, des économistes néoclassiques entendent reformuler certaines des approches, déjà vues, avec les classiques comme le principe d'utilité, pour expliquer la pauvreté.

I.2. Selon les Néoclassiques

A priori nous devons noter qu'une très grande partie des idées théoriques trouvées chez les néoclassiques ont été développées avec les classiques. Nous prenons le cas du principe d'utilité qui a été évoqué par J.B **Say**. Mais, nous considérons aussi que le philosophe Jérémie **Bentham** qui en 1789, formule le plus clairement ce qu'il appelle le *principe d'utilité* : « La nature a placé l'humanité sous le gouvernement de deux maîtres souverains, la peine et le plaisir. C'est à eux seuls de démontrer ce que nous devons faire et de déterminer ce que nous nous ferons »³². Toutefois, Léon **Walras** est considéré comme le plus grand représentant de cette école.

Pour les *utilitaristes*, la «chose» en question est le bien-être économique. Certains font parfois référence au bien-être économique sous le terme anglais *economic welfare*. Les *welfarists* ramènent le concept de bien-être soit directement au concept d'utilité commun en économie, soit indirectement via le terme bien-être économique compris.

Comme l'utilité générée par la consommation totale. L'utilité elle-même est conçue comme un état mental, tel que le bonheur, le plaisir ou la satisfaction du désir procuré à une

personne par la consommation (ou la possession) de biens et services. Le terme «niveau de vie» est un autre terme quelques fois utilisé pour référer au bien-être économique³³.

Selon cette tendance, un individu qui n'arrive pas à maximiser le nécessaire afin de combler ses besoins en termes de biens et services est en situation de pauvreté. Dans ce sens, on voit que le concept de pauvreté tire ses origines dans la théorie microéconomique moderne et découle de l'hypothèse de base que les individus maximisent leur bien-être.

II. Les théories du développement

II.1. La théorie de la structuro-fonctionnalisme de PARSONS

« Lorsqu'un individu entreprend une action sociale (qui se décompose en trois sous-système sociaux : système sociale, système culturel, système psychologique et système biologique, le système social comprend le système politique, système économique et intégratif et système de model de culture institutionnalisé ajouté par nous, celles –ci s'inscrivent dans le cadre de l'un des systèmes ou de sous-système) **BEITONE** et al (2002) Sciences sociales, 3è édition, Paris, Edition Sirey, p.102-103. Chacun d'entre eux remplit un certain nombre de fonction ce qui permet au système social global de s'ordonner et d'assurer sa pérennité. Ces fonctions sont au nombre de quatre et constituent le schéma A.G.I.L. :

- Fonction d'adaptation (A) au milieu extérieur (structure économique)
- Fonction de réalisation des fins (G) goal attainment (structure politique)
- Fonction d'intégration (I) (structure judiciaire et communautaire)
- Fonction de maintien des modèles latents (L) latent pattern maintenance (structure de socialisation).

II.2. La théorie de la satisfaction des besoins essentiels

La théorie s'intéresse à assurer en priorité la satisfaction des besoins essentiels que sont : - la santé - l'éducation - l'alimentation - l'assainissement - l'accès à l'eau. La pauvreté doit se mesurer en prenant en compte les calculs de parité de pouvoir d'achat. Dans les années 90 le PNUD crée l'IDH (Indice de Développement Humain). L'IDH est un indicateur composite permettant d'avoir une mesure de la pauvreté en tenant compte des parités de pouvoir d'achat et

des inégalités. La satisfaction de ces "basic needs" répond à deux objectifs des pays du Nord : - La sécurité par la stabilisation des pays du Sud - La réduction de la pauvreté est rentable pour les pays du Nord

Dans les années 70 commencent à naître les ONG. Ces organisations commencent à poser des questions aux états : - le développement ne peut pas être réduit à des problèmes de macro-économie - l'état ne peut pas être le seul acteur du développement - les populations doivent être associées au développement - l'industrie n'est pas la voie royale du développement.

II.3. La théorie des besoins de l'homme selon Maslow

Abraham **Maslow**, psychologue américain, définit l'homme comme un tout présentant des aspect physiologiques (organisation du corps physiologique et biologique), psychologiques et sociologiques (sécurité, appartenance, reconnaissance) et spirituels (dépassement). **Maslow** détermine aussi une hiérarchie des besoins (Figure n°2) : la satisfaction des besoins physiologiques doit précéder toute tentative de satisfaction des besoins de protection (sécurité) ; lesquels doivent être satisfaits avant les besoins d'amour (appartenance), qui précèdent les besoins d'estime de soi (reconnaissance) ; au sommet de la pyramide se trouvent les besoins spirituels (dépassement).

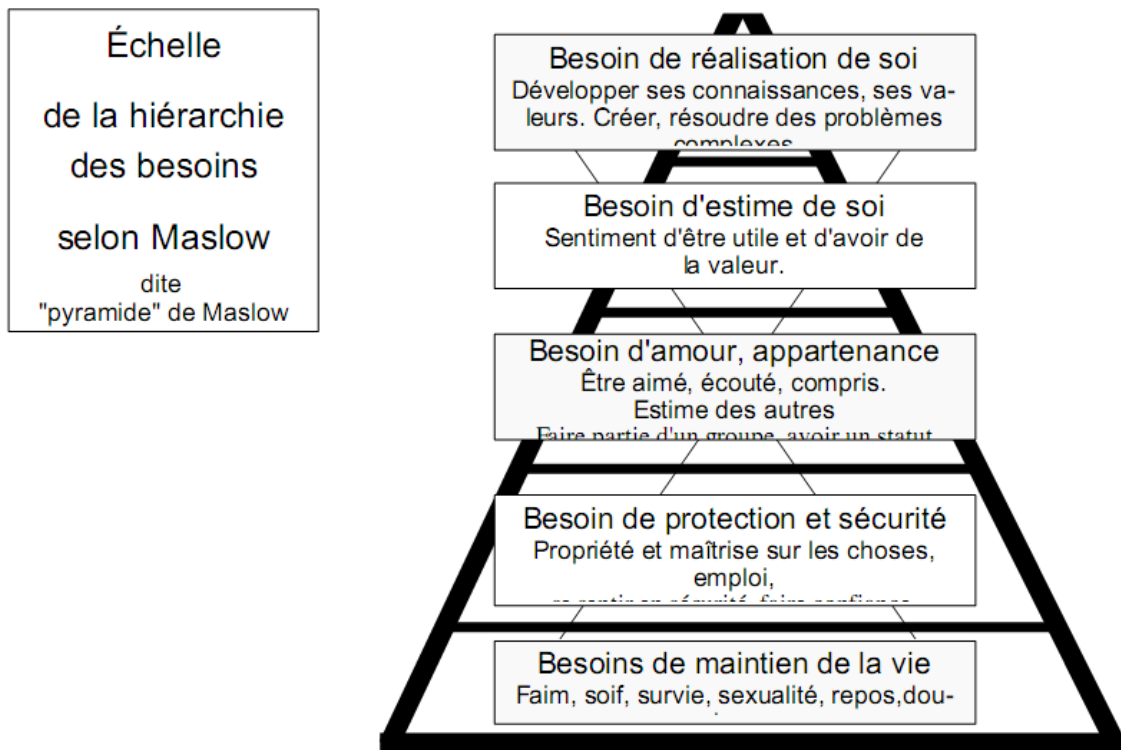


Figure n° 2 : Pyramide de Maslow

Dans une conférence donnée en 1979, **R. Poletti** précisait le contenu des besoins :

- Besoins physiologiques de base : (par ordre de priorité) Oxygénation - Équilibre hydrique et sodé - Équilibre alimentaire - Équilibre acide-base - Élimination des déchets - Température normale - Sommeil - Repos - Relaxation - Activité - Mobilisation - Énergie - Confort - Stimulation - Propreté - Sexualité.
- Besoins de sécurité : (par ordre de priorité) Protection du danger physique - Protection des menaces psychologiques - Délivrance de la douleur - Stabilité - Dépendance - Prédicibilité - Ordre.
- Besoins de propriété : Besoin de maîtrise sur les choses, sur les événements - Besoin d'impact, de pouvoir sur l'extérieur et donc besoin important de connaissances pour y arriver.
- Besoins d'appartenance : (par ordre de priorité) Amour et affection - Acceptation - Relations et communications chaleureuses - Approbation venant des autres - Être avec ceux qu'on aime - Être avec des compagnons.
- Besoins d'estime de la part des autres : (par ordre de priorité) Reconnaissance - Dignité - Appréciation venant des autres - Importance, influence - Bonne réputation - Attention - Statut - Possibilité de dominer.

• Besoins d'estime de soi : (par ordre de priorité) Sentiment d'être utile, valorisé - Haute évaluation de soi-même - Se sentir adéquat, autonome - Atteindre ses buts - Compétence et maîtrise - Indépendance. • Besoins de se réaliser : (par ordre de priorité) Croissance personnelle et maturation - Prise de conscience de son potentiel - Augmentation de l'acquisition des connaissances - Développement de son potentiel - Amélioration des valeurs - Satisfaction sur le plan religieux et/ou philosophique - Créativité augmentée - Capacité de percevoir la réalité et de résoudre les problèmes, augmentée - Diminution de la rigidité - Mouvement vers ce qui est nouveau - Satisfaction toujours plus grande face à la beauté - Moins de ce qui est simple, plus de ce qui est complexe.

II.4. SAMIR AMIN et la théorie du développement inégal, loi universelle du développement

Elaborée à partir d'une interprétation de l'histoire moderne, la "loi du développement inégale" est extrapolée par S.A. sur l'histoire toute entière. Celle-ci se divise en deux grandes étapes: précapitaliste et capitaliste. La phase précapitaliste se subdivise en deux étapes partielles caractérisées par deux modes de production successifs qui, à leur tour, engendrent deux formations socio-économiques: la "formation du communisme primitif", une société sans division du travail; la "formation tributaire" qui connaît la division du travail entre la classe des paysans organisés dans des collectivités et les seigneurs propriétaires prélevant un tribut en espèces "non-marchand". La formation tributaire est à sa perfection dans les grandes cultures de l'Extrême Orient et du Proche-Orient anciens; le système féodal de l'Occident médiéval en est la forme imparfaite. Voilà le schéma CENTRE/PERIPHERIE projeté dans le passé. A l'instar du socialisme émergé dans les périphéries du système capitaliste mondial, le mode de production capitaliste a émergé dans la périphérie du "système tributaire". Ainsi la "loi du développement inégale" rend-elle compte de l'histoire humaine toute entière.

III. Théorie de la dépendance

La théorie de la dépendance, qui se développe toujours principalement en Amérique latine (Sergio Bagu, Fernando H. Cardoso), et à laquelle appartiennent aussi des auteurs comme **Samir Amin** et Emmanuel **Arghiri**, élabore une critique de gauche du *desarrollismo*...on soulignera donc ici l'un de ses apports fondamentaux : le « sous-développement » du tiers-monde n'est pas

le résultat d'une arriération de cette partie de l'humanité, mais le produit moderne de l'expansion capitaliste mondiale depuis le XV^e siècle. Cette école de pensée se prolongera et sera raffinée dans les années 1970 par l'école théorique du « Système-monde » (Immanuel **Wallerstein**, André Gunder **Frank**) : l'économie mondiale se structure en pôles autour desquelles gravitent des périphéries dominées qui participent à l'enrichissement des pôles.

IV. La théorie sur la transformation et le changement social:

IV.1. Les élites.

Les élites désignent les membres supérieurs d'une société (W. **PA R E T O**). C'est-à-dire ceux qui représentent des qualités remarquables dans un domaine particulier. Il s'agit d'un groupe d'individus qui ont un pouvoir et un prestige, donc une influence sur les choix de société. La notion d'élite est empreinte d'autorité et de pouvoir. Ainsi les élites participent aux changements soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées qu'ils en retiennent. Ces élites vont peser dans l'ensemble du processus de décision d'une société.

IV.2. Les mouvements sociaux.

C'est une association de personnes organisées de façon structurée autour d'objectifs communs à caractères revendicatifs. (F. **CHASEL**). Ces mouvements poursuivent des objectifs de renversement de l'ordre social, ou bien le sens d'un refus du changement. Cela pour modifier les règles, les institutions. Ces mouvements traduisent l'existence de conflits sociaux et n'ont pas de limite dans le temps et dans l'espace. Il est ainsi difficile d'appréhender ces mouvements sociaux. A. **TOURAINE** propose que trois principes soient respectés pour décrire un mouvement social : principe d'identité; d'opposition; de totalité. C'est-à-dire :

- la reconnaissance d'une spécificité marqué par le type de mouvement, les participants et les enjeux, les mouvements doivent s'affirmer et défendre ces intérêts et droits;
- l'existence d'un adversaire définit un mouvement social qui se construit de façon conflictuelle, grâce à des intérêts divergents.
- le mouvement s'inscrit dans un contexte qui se veut universalisant, "au nom" de règles, des mœurs.

Ce processus de mouvement social vise à atteindre un nouvel ordre social. Ces changements s'impulsent par le biais de moyen non institutionnels; le mouvement social crée de l'imprévisible.

V. La reproduction sociale

V.1. Définition de la reproduction sociale

La reproduction sociale est « *la tendance du système social à se perpétuer, à se reproduire dans le temps : maintien des inégalités, des rapports sociaux, conservation de la structure sociale, pérennisation des formes socioculturelles.* »

Les mécanismes de la reproduction sociale sont multiples : socialisation différenciée et hérédité sociale, pouvoir d'imposition et fonction discriminante des institutions, rôle intégrateur des idéologies (intérieurisation de l'ordre social). La reproduction sociale ne se fait jamais à l'identique. Il peut y avoir à la fois reproduction sociale et changement social. Par exemple, le fils ou le petit fils de patron sont aujourd'hui, le plus souvent, des cadres supérieurs.¹²

V.2. La reproduction sociale chez Bourdieu

Les travaux sociologiques de **Bourdieu** (1930-2002) ont été centrés sur l'analyse des mécanismes de reproduction des hiérarchies sociales. Il souligne dans cette reproduction les rôles importants joués par les facteurs culturels et symboliques. Par cela, il met en exergue la possibilité des individus en situation de domination à imposer leurs productions culturelles et symboliques entretenant ainsi la reproduction des rapports sociaux de domination.

Bourdieu et **Passeron** fondent alors leur théorie de la reproduction sur un « *axiome qui énonce simultanément l'autonomie et la dépendance relatives des rapports symboliques à l'égard des rapports de force* »¹³. Les rapports symboliques tentent alors d'être violents en ignorant l'action aléatoire qu'exercent ces productions symboliques pour les faire admettre comme légitimes. Cette violence symbolique est très importante dans son analyse sociologique. Quant aux rapports de force, ils s'observent dans la société moderne auprès de ce qu'il appelle

¹² ECHAUDÉMAISONC.-D., *Dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, Nathan, 1996, 447 pages, page 351.

¹³ BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude, *La reproduction : Éléments pour une théorie du système d'enseignement*, Editions de Minuit, 2005, 280 pages, page 18.

« *champs* ». En effet, la diversification des activités au sein de la société a engendré la création de sous espaces sociaux. Par exemple, on peut distinguer le champ artistique, le champ politique qui réalisent chacun une activité sociale donnée. Munis d'une indépendance relative en rapport à la société globale, ces champs disposent d'une hiérarchie et leur dynamique tire leur source des luttes de rivalité menées par les acteurs sociaux pour y assurer des positions dominantes. Dans le fonctionnement d'une société, la lutte et les conflits sont très importants pour **Bourdieu**. Ces conflits s'opèrent avant tout au sein des différents champs sociaux. Leur origine réside dans leurs hiérarchies respectives et est fondée sur l'opposition entre agents dominants et agents dominés.

Par ailleurs, il a également dénoncé la tendance à la reproduction des catégories sociales en insistant sur les inégalités des chances et de réussite sociale chez les individus. Afin d'expliquer cette tendance, il énonce la différence de dotation de capital entre les individus dominants et les individus dominés. En effet, les agents en position de domination sont dotés d'un fort capital culturel qui se traduit par exemple par l'accession à des livres, les diplômes des parents... ; d'un capital économique tel que la possession d'entreprise ou d'un capital social comme les relations.... Ces dotations peuvent constituer une aide dans le système scolaire ou directement dans la recherche d'un emploi. Quant aux agents en position de dominés, ils disposent faiblement de ces capitaux réduisant ainsi toute possibilité de dépasser leur situation.

Au centre de cette reproduction sociale, l'école s'est vue dotée d'un rôle déterminant. Cette dernière encourage et entretient la reproduction des inégalités. En tant qu'entité qui véhicule les éléments de culture, l'école véhicule celle qui est dominante. Les enfants issus de la position dominante arrivent à s'intégrer et à s'adapter facilement au système scolaire tandis que ceux des dominés rencontrent des difficultés dans l'assimilation de cette culture. La manière égalitaire perpétuée par l'école dans le traitement des enfants qui disposent de capital différents ne fait alors que reproduire les inégalités sociales.

VI. Théorie des crises et de l'effondrement révolutionnaire du capitalisme

Eugène **VARGA** dans son livre intitulé «crise économique sociale politique», 1976, éditions sociales, Paris, p 229-247, inspiré de la théorie marxiste (théorie des crises et de l'effondrement révolutionnaire du capitalisme), qui a dit que pendant une période de crise il y a une paupérisation du prolétariat qui se manifeste par :

- L'augmentation du nombre de chômeurs (plus les chômeurs partiels) ;
- La diminution du salaire réel des ouvriers occupés ;
- L'élévation de l'intensité du travail ;
- Et la suppression de la prévoyance sociale.

VII. La conquête difficile de la démocratie

Nous abondons dans le sens de BIAYA, T. K (1998) lorsqu'il a écrit 14 ans passé qu'il y a des défis de l'africanisation de la démocratie:

"... conflits politiques et ethniques, avec conflits religieux et économiques ainsi qu'à leur gestion... Ceux-ci tout en remettant en cause la démocratie lèvent le voile sur un ensemble de pratiques antidémocratiques et d'autres formes de totalitarisme qui sont encore très actifs dans nos sociétés: les ambitions personnelles, les questions culturelles, l'influence du contexte international, celles liées aux rapports de genres, l'aliénation des élites, le refus de s'inspirer de l'expérience des autres, etc."

- Un ménage:

Le ménage se définit comme l'ensemble d'individus vivant sous le même toit, prenant habituellement leur repas en commun, et unis pour la plupart par des liens de parenté...elle inclut aussi bien la famille élargie que le couple sans enfants ou l'individu célibataire vivant seul.

- Niveau de vie (N.I):

Le niveau de vie diminue rapidement quand l'effectif du ménage augmente, car les ressources salariales et sociales n'augmentent pas dans la même proportion.

Conclusion partielle:

La première partie de ce document nous a fourni des connaissances sur des généralités relatives à notre étude. Contenant quatre chapitres, le premier a décrit notre cadre d'étude tout en nous fournissant de précieux informations sur l'histoire et la géographie d'Antananarivo, ainsi que sur les caractéristiques de la CUA. Le deuxième chapitre consistait à présenter la réalité sociale

malgache à travers trois grands domaines (politique, social et économique). Le troisième chapitre, quant à lui, a exposé la méthodologie adoptée pour la réalisation de cette étude. Et le dernier chapitre reflète les théories sur lesquelles nous avons basé notre étude comme la théorie de la pauvreté, la théorie des besoins de l'homme etc.

Cependant, cette première partie n'offre qu'un aperçu global de la réalité sociale malgache. Comment donc se traduit cette réalité sociale au quotidien des ménages tananariviens? C'est ce dont nous allons voir dans la partie suivante.

Partie II : DYNAMIQUE SOCIOPOLITIQUE ET RETOMBEES PLURIELLES DANS LA VIE DES MENAGES MALGACHES

La crise sociopolitique perdure depuis 4 ans déjà, cette partie se consacrera surtout à la présentation des informations recueillies sur le terrain auprès des 64 ménages enquêtés, et elle illustrera les répercussions de cette crise sur le quotidien de ces ménages. Dans le premier chapitre, nous verrons les informations sur les ménages recueillies sur le terrain comme la taille moyenne, le sexe des Chefs de Ménage (CM), la provenance de la population enquêtée, les activités économiques des ménages et leurs revenus. les biens et possessions immobiliers et fonciers, la participation aux travaux communautaires, l'évolution des liens familiaux et collectives, le mode de soins des ménages, leurs pratiques religieuses, l'évolution des emplois ces 4 dernières années, la perception du coût de la vie, leur perception du niveau de vie depuis 2009, les structures des dépenses, l'accès aux crédits et la possibilité d'épargne, les opinions sur les compétences idéales de l'homme politique. Et dans le second chapitre nous présenterons les solutions proposées par les enquêtés contre l'inflation des prix des produits et services et la pauvreté.

CHAPITRE I: Tableaux et interprétations

Lors des descentes sur terrain, nous avons recueilli diverses informations sur les ménages. Ce chapitre est surtout consacré à la présentation de ces données.

I. Provenance de la population enquêtée

Comme dans chaque localité, il y a des originaires et des migrants, le tableau n°4 montre le pourcentage des originaires et non-originares d'Antananarivo.

Tableau n° 4 : Originaires et migrants d'Antananarivo

Localité d'origine	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	1, 6%
Oui	36	56, 2%
non.	27	42, 2%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité de la population étudiée vient d'Antananarivo or le pourcentage de migrants chiffré à 42, 2% ne peut ne pas être considéré. Ce chiffre montre un fort taux de l'exode rural et de la ruée des ménages vers la capitale.

II. Taille moyenne des ménages

La taille moyenne des ménages est de 4, 5 alors nous pouvons dire que la taille moyenne est 4 (Tableau n°5).

III. Tranche d'âge des individus enquêtés

D'après les données du tableau n°6, on peut constater que la population tananarivienne est relativement jeune.

IV. Sexe des Chefs de Ménage

La majorité des chefs de ménages sont des hommes parmi notre échantillonnage, Cependant l'on distingue aussi des femmes à la tête de leur ménage dont la majorité sont veuves (Tableau n° 7).

Tableau n° 5 : Taille des ménages

Taille du ménage	Nb. cit.	Fréq.
1	2	3, 1%
2	7	10, 9%
3	10	15, 6%
4	13	20, 3%
5	14	21, 9%
6	13	20, 3%
7	2	3, 1%
8	0	0, 0%
9	1	1, 6%
10	0	0, 0%
11	2	3, 1%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre
2012

Tableau n° 6 : Tranche d'âge

Tranche d'âge	Effectif	pourcentage
-19	6	9,5
20-29	34	53
30-39	8	12, 5
40-49	7	11
50-59	7	11
60et+.	2	3
TOTAL	64	100

Source: enquête personnelle août-septembre
2012

Tableau n° 7 : Approche genre des chefs de Ménage

Sexe chef de ménage	Masc	Fém	TOTAL OBS.
Effectifs	56	8	64
pourcentage	87, 5	12, 5	100

Source: enquête personnelle août-septembre
2012

V. Activité économique des ménages

Dans cette sous-section, nous avons dressé 3 tableaux (n°8, n°9 et n°10) sur les 3 types d'enquêtés afin de mieux appréhender l'activité économique des chefs du ménages (CM) et des conjointes du chef de ménage et le revenu mensuel des ménages. Nous y avons également inséré le niveau d'instruction (NI) des enquêtés.

V.1. Ménages classiques

Les caractéristiques des ménages sont représentées dans le tableau n°8. Les activités économiques des individus membres des ménages classiques sont très variées. L'exercice des professions dans l'enseignement et le commerce est cependant très dominant. Les revenus des ménages varient entre moins de 200 000 Ar et 25 000 000 Ar (tableau n°8). C'est parmi ces

ménages aussi que l'on distingue les plus riches. Ceux qui sont les plus pauvres sont ceux qui touchent moins de 200 000 Ar par mois.

Tableau n° 8 : Enquêtés dans ménages classiques

°N°	Statut de l'individu enquêté	NI indiv enquêté	Activité indiv enquêté	Activité CM	Activité conjointe CM	Revenu mensuel (en Ariary)
1	Conjointe	premier cycle	infirmière	transporteur	infirmière	700 000-800 000
2	Conjointe	Troisième cycle	vendeuse	minier	vendeuse	300 000-400 000
3	CM	Troisième cycle	avocat	avocat	avocate	300 000-400 000
4	CM	Troisième cycle	ingénieur	Ingénieur (célibataire)		300 000-400 000
5	CM	Troisième cycle	greffier	greffier	Femme au foyer	300 000-400 000
6	CM	premier cycle	commerçante	Commerçante (célibataire)		200 000-300 000
7	CM	Secondaire II	retraîtée	retraité	retraîtée	500 000-600 000
8	Conjointe	Secondaire II	Fournisseur et déchargeur	Fournisseur et déchargeur	Fournisseur et déchargeur	600 000-700 000
9	CM	Troisième cycle	Ingénieur	Ingénieur	Chef d'entreprise de construction	2 000 000
10	Conjointe	Second cycle	enseignante	Assistant technique	enseignante	200 000-300 000
11	CM	Troisième cycle	Chef d'entreprise	Chef d'entreprise	Femme au foyer	25 000 000
12	Conjointe	premier cycle	enseignante	Enseignant	enseignante	400 000-500 000
13	Conjointe	Secondaire II	Femme de ménage	gardien	Femme de ménage	Moins 200 0000
14	CM	Troisième cycle	Chargé d'étude	Chargé d'étude	Sage femme	700 000-800 000
15	CM	Secondaire I	maçon	maçon	Femme au foyer	400 000-500 000
16	CM	Troisième cycle	Employé à la banque	Employé à la banque	Femme au foyer	300 000-400 000

17	Conjointe	primaire	docker	docker	docker	Moins 200 000
18	CM	Second cycle	Enseignante	feu	enseignante	400 000-500 000
19	CM	Secondaire II	Secrétaire	secrétaire (célibataire)		Moins 200 000
20	Conjointe	premier cycle	enseignante	électricien	enseignante	300 000-400 000
21	Conjointe	primaire	commerçante	électricien	commerçante	600 000-700 000
22	Conjointe	Troisième cycle	fonctionnaire	fonctionnaire	Fonctionnaire	600 000-700 000
23	Conjointe	Secondaire II	Femme au foyer	militaire	Femme au foyer	Moins 200 000
24	Conjointe	Second cycle	enseignante	enseignant	enseignante	300 000-400 000
25	Conjointe	Troisième cycle	pasteur	pasteur	pasteur	400 000-500 000
26	CM	premier cycle	enseignant	enseignant	étudiante	200 000-300 000
27	Fils aîné	Troisième cycle	étudiant	agriculteur	agriculteur	Moins 200 000
28	CM	primaire	garagiste	garagiste	Femme de ménage	200 000-300 000
29	Conjointe	Secondaire I	Vendeuse ambulante	Vendeur ambulant	Vendeuse ambulante	200 000-300 000
30	CM	Second cycle	Enseignante	feu		300 000-400 000
31	Conjointe	premier cycle	enseignante	retraité	enseignante	Moins 200 000
32	Conjointe	Secondaire II	couturière	Epicier-bar	couturière	400 000-500 000
33	Conjointe	premier cycle	Sage femme	marin	Sage femme	1 200 000
34	Fils cadet	Secondaire II	étudiant	Agriculteur-éleveur	commerçante	200 000-300 000

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

V.2. Ménages des commerçants ambulants

Tableau n° 9 : Enquêtés commerçants/vendeurs ambulants

N°	Statut de l'individu enquêté	NI indiv enquêté	Activité indiv enquêté	Activité CM	Activité conjointe CM	Revenu mensuel (en Ariary)
1	CM	Secondaire I	Vendeur de chargeurs	Vendeur de chargeur	Vendeuse "kojakoja"	200 000-300 000
2	CM	Secondaire II	Réparateur téléphones mobiles	Réparateur de téléphones mobiles	enseignante	400 000-500 000
3	CM	Secondaire II	Vendeur "kojakoja"	Vendeur "kojakoja"	Vendeuse "kojakoja"	400 000-500 000
4	CM	Secondaire II	Vendeuse ambulante	Vendeuse ambulante		400 000-500 000
5	CM	Secondaire I	Vendeur "kojakoja"	Vendeur "kojakoja"		300 000-400 000
6	Fils cadet	Premier cycle	Vendeur de puces électroniques	commerçant	Enseignante	300 000-400 000
7	CM	Secondaire II	Vendeur de boisson gazeuse	Vendeur de boisson gazeuse	Vendeur "kojakoja"	300 000-400 000
8	CM	Secondaire I	Vendeur de montre	Vendeur de montre	Femme au foyer	Moins 200 000
9	CM	Primaire	Vendeur d'antenne	Vendeur d'antenne	Vendeur "kojakoja"	Moins 200 000
10	CM	Secondaire I	Vendeur "kojakoja"	Vendeur "kojakoja"		Moins 200 000
11	Conjointe	Secondaire I	Vendeuse de fripperie	Gardien	Vendeuse de fripperie	600 000-700 000
12	CM	Secondaire II	Taxi-phoniste	Taxi-phoniste	Eleveuse de poule	600 000-700 000

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Suivant le parcours scolaire des vendeurs, seulement un sur les 12 vendeurs est arrivé en premier cycle universitaire. Leurs revenus mensuels varient entre moins de 200 000Ar à 700 000 Ar. Les 25% des vendeurs gagnent moins de 200 000Ar.

Les "kojakoja" sont les produits de vente qui sont utiles au quotidien de la population. Ils sont étalés par terre ou entremis dans un grand panier ou dans un gros carton. Cette tactique les aide à mieux les emballer pour mieux fuir les agents de la Commune. Les photos 1 à 5 illustrent ces divers types de matériels de ventes.

Photo n° 1 : Etalage de chargeurs de téléphones, écouteurs...



Photo n°2 : Vendeuse de produits de beauté



Photo n°3 : Etalage de chaussettes, d'objets de coiffe...



Photo n°4 : Etalages de portefeuilles et de sandales.



Photo n°5 : Vendeur de clé USB



Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Il y a deux types de commerçants ambulants (voir sur les photos 1, 2, 3 et 4: ceux s'approprient une place à un endroit donné" et ceux qui déambulent dans les rues (voir photo 5).

V.3. Ménages étudiants

Tableau n°10: Enquêtés étudiants

N°	Statut de l'individu enquêté	NI indiv enquêté	Activité CM	Activité conjointe CM	Revenu mensuel (en Ariary)
1	Fils	Premier cycle	Directeur entreprise	Femme au foyer	400 000-500 000
2	Fils	Second cycle	menuisier	Couturière	200 000-300 000
3	Fils	Premier cycle	Vendeur de meuble	Vendeuse de meuble	200 000-300 000
4	Fille	Second cycle	Fonctionnaire	Fonctionnaire	300 000-400 000
5	Fils	Second cycle	Vendeuse de poissons	Feu	600 000-700 000
6	Fils	Troisième cycle	Comptable	Enseignante	1 500 000
7	Fils	Premier cycle	Entrepreneur	Femme au foyer	300 000-400 000
8	Fils	Premier cycle	Vétérinaire	Femme au foyer	300 000-400 000
9	Fils	Second cycle	Vendeuse de poisson	Feu	400 000-500 000
10	Fils	Troisième cycle	Commerçant	enseignante	600 000-700 000
11	Fils	Second cycle	Usurier	Femme au foyer	200 000-300 000
12	Fille	Premier cycle	Feu	Couturière	200 000-300 000
13	Fille	Premier cycle	Retraité	Couturière	2 000 000
14	Fille	Troisième cycle	Docteur	Femme au foyer	400 000-500 000
15	Fille	Second cycle	Chauffeur	Commerçante	200 000-300 000
16	Conjointe	Troisième cycle	Militaire	Etudiante	400 000-500 000
17	Fils	Premier cycle	Conseillé technique	Femme au foyer	600 000-700 000
18	Fille	Second cycle	Vendeur de batterie	Couturière	700 000-800 000

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Selon un président d'un *Fokontany* de la capitale: " les jeunes poussent et poursuivent leurs études de plus en plus loin" ceci à cause du bas taux de l'offre d'emploi par rapport à la

demande, des exigences des employeurs dans le monde du travail concernant les diplômes et les expériences requis... L'on remarque par contre qu'aucun ménage étudiant ne touche un revenu inférieur à 200 000Ar.

En somme sur les trois enquêtes confondues, la majorité des actifs n'exercent qu'une seule activité économique. C'est le temps qui manque pour réaliser d'autres activités économiques pouvant arrondir les fins du mois. Les individus sont trop pris par leur travail qu'il n'ont pas de temps d'exercer une activité économique secondaire.

Cependant nous notons aussi que la majorité des conjointes ont tout un travail.

VI. Biens immobiliers et fonciers:

VI.1. Propriété immobilière:

Propriétaire et locataire:

Tableau n°11: Taux de propriété et de location immobilière

propriétaire et locataire	Nb. cit.	Fréq.
Propriétaire	43	67, 2%
Locataire	21	32, 8%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les 43% des enquêtés sont propriétaires. Certains d'entre eux habitent et sous louent une partie de leur propriété afin d'arrondir leur fin de mois.

Hausse récente du loyer:

Sur ces 21 locataires, 33.4% d'entre eux ont connu une hausse du loyer cette année.

Tableau n°12: Pourcentage de locataires ayant perçu une hausse du loyer

Hausse loyer1	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	43	67, 2%
Oui	7	10, 9%
Non	14	21, 9%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Hausse récente estimée du loyer:

Tableau n°13: Taux de hausse estimée du loyer.

Hausse estimée	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	57	89, 1%
moins 10	0	0, 0%
10	6	9, 4%
20	1	1, 6%
30	0	0, 0%
40	0	0, 0%
50 et plus	0	0, 0%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité parmi les 10, 9% ayant répondu "oui" à une hausse récente du loyer ont déclaré une hausse de 10%.

VI.2. biens immobiliers

Tableau n°14: Taux de possession immobilière

biens immobiliers	Nb. cit.	Fréq.
Oui	50	78, 1%
non.	14	21, 8%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Nombreux sont ceux qui possèdent des biens immobiliers. Si l'on regarde le paysage d'Antananarivo: on peut constater que chaque moindre recoin est occupé par des habitats de toutes les tailles et de tous les styles dépendant des moyens de chacun.

Localisation des biens immobiliers :

Tableau n°15: Répartition spatiale des biens immobiliers

localisation bien immobilier	Nb. cit.	Fréq.
En ville	36	72%
A la campagne	10	20%
En ville et à la campagne	4	8%
TOTAL OBS.	50	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (2 au maximum).

La majorité des ménages enquêtés possèdent une maison en ville: 8% ont à la fois une maison à la campagne et en ville; 72% possèdent seulement une maison en ville et 20 % possèdent une maison à la campagne. On constate par ces résultats que le nombre de ménage possédant des maisons sont très nombreux à Antananarivo mais qu'en est-il des titres de propriétés, à quels noms sont ces biens immobiliers?

Titre des biens immobiliers :

Tableau n°16: Pourcentage des titres immobiliers

Titre	Nb. cit.	Fréq.
Individu enquêté	1	2%
Chef du Ménage	22	44%
Conjointe du CM	5	10%
Parents du CM ou de la conjointe	16	32%
Autres.	6	12%
TOTAL OBS.	50	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité c'est-à dire les 44% sont au nom du Chef de Ménage. Par contre beaucoup de maisons (32%) sont encore enregistrés sous le nom des parents du CM ou de la conjointe.

Parmi les catégories "autres", les 83, 3% des biens immobiliers sont titrés à la fois au CM et à la conjointe. Les 16, 7% des biens immobiliers parmi les 50 ménages possédant un bien immobilier est titré au nom de l'oncle.

Occupation des biens immobiliers :

Tableau n°17: Mode d'occupation des biens immobiliers

Location	Nb. cit.	Fréq.
En location	7	14%
en occupation personnelle.	43	86%
TOTAL OBS.	50	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité des maisons (86%) sont en occupation personnelle. Certains occupent à la fois les maisons et les sous louent.

VI.3. Propriété foncière:

Possession foncière:

Tableau n°18:Taux de possession foncière:

Propriété foncière	Nb. cit.	Fréq.
Oui	53	82, 8%
non.	11	17, 2%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Plusieurs ménages (82%) possèdent aussi des terrains. C'est à partir de cet effectif (53 ménages) que nous baserons cette sous-section.

Localisation du terrain:

Tableau n°19: Répartition spatiale des biens fonciers

localisation du terrain	Nb. cit.	Fréq.
En ville	23	43, 4%
A la campagne	20	37, 8%
En ville et à la campagne	10	18, 8%
TOTAL OBS.	53	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (2 au maximum).

Les 43, 4% des ménages ont un terrain en ville; les 37, 8 % à la campagne tandis que les 18, 8% en ville et à la campagne.

Titre foncier:

Tableau n°20: Pourcentage des titres fonciers

titre terrain	Nb. cit.	Fréq.
individu enquêté	1	1, 8%
Chef du Ménage	12	22, 6%
conjointe du CM	7	13, 2%
parents du CM ou de la conjointe	25	47, 2%
Autres	8	15, 1%
TOTAL OBS.	53	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La plupart des propriétés foncières (47, 2%) sont encore titrées au nom des parents du CM ou de la conjointe.

Occupation foncière:

Tableau n°21: Mode d'occupation foncière

Location de terrain	Nb. cit.	Fréq.
en location	4	7, 5%
en occupation personnelle.	49	92, 5%
TOTAL OBS.	53	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Il existe des systèmes où le propriétaire d'un terrain met en location son terrain. Ici on n'observe que 7, 5% des ménages propriétaires fonciers qui ont recours à ce système. Ceci est dans l'intérêt de rendre la terre plus productive ou d'empêcher que la terre ne soit occupée par des étrangers ou des "squatteurs" si l'on peut dire ou encore qu'elle ne reste inoccupée.

VII. Sécurité et infraction

Tableau n°22: Perception de la sécurité et des infractions

sécurité et infraction	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	1, 6%
assez calme	36	56, 3%
Malfamés	5	7, 8%
Cambriolage	11	17, 2%
vol à l'étalage	23	35, 9%
pickpocket	11	17, 2%
Agressions	4	6, 3%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Malgré que bon nombre de ménages aient répondu que la sécurité et les infractions dans leurs quartiers étaient assez calmes. Les enquêtés ajoutent à leur réponse d'autres variables (vol à l'étalage/cambriolage, pickpocket..).Cependant, les vols à l'étalage (35, 9%) sont au haut de la liste des infractions commises. Puis ce sont les pickpockets et les cambriolages qui viennent en second. Les actes des pickpockets sont aussi accompagnés d'agressions. Certains ont même déclarés leur quartier malfamé (cas d'Isotry et de 67 ha).

VIII. Participation aux travaux communautaires:

Tableau n°23:Taux de participation aux travaux communautaires

Participation	Nb. cit.	Fréq.
Oui	63	98, 4%
non.	1	1, 6%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les travaux communautaires sont obligatoires dans chaque *Fokontany*, cependant le mode d'y participer est soit direct (physique) ou indirect (paiement d'argent).

VIII.1. .Forme de participation aux travaux communautaires:

Tableau n°24:Mode de participation aux travaux communautaires

Forme de participation	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	1, 6%
Monétaire	41	64, 1%
Physique	31	48, 4%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (2 au maximum). la participation monétaire est beaucoup privilégiée pour diverses raisons: manque de temps, complexe, rang social...

IX. Liens familiaux et collectifs:

IX.1. Relations avec la famille étendue:

Tableau n°25:Evolution des relations avec la famille étendue depuis 2009

Relation familiale	Nb. cit.	Fréq.
aucun changement	46	71, 8%
plus rapprochées	5	7, 8%
chacun pour soi	13	20, 3%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les 71, 8 % des enquêtés déclarent que leurs relations avec la famille étendue restent inchangées, 20, 8% par contre ont développé la culture du chacun pour soi et seulement 7, 8%

définissent une relation plus rapprochée avec cette dernière. Il est caractéristique et typique des familles malgaches de s'entraider dans des situations de besoins. Mais dans le cas où cette demande en aide se perpétue, les autres membres de la famille étendue ont parfois tendance à être contrariés, à se lasser et à même à se désintéresser des problèmes des autres. Ce qui est souvent à l'origine de l'indifférence.

IX.2. Entraides familiaux:

Tableau n°26:Existence d'entraide familiale:

entre-aide	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	2	3, 1%
Oui	52	81, 3%
Non	10	15, 6%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Malgré les temps de crise les entraides familiaux subsistent avec 81, 3% des enquêtés qui affirment l'existence de ce type de relation avec la famille étendue.

IX.3. Forme d'entraide familiale:

Tableau n°27:Caractéristiques de l'entraide familiale

forme d'entre-aide	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	11	17, 2%
Financier	39	60, 9%
Matériel	15	23, 4%
Moral	14	21, 9%
Services	29	45, 3%
Autres	4	6, 3%
TOTAL OBS.	64	

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les entraides familiales se manifestent surtout en grand nombres sous des aides financiers (60,9%) et services (45,3%). Les soutiens matériels (23,4%) et moraux (21,9%) sont à peu près équivalent en pourcentage.

Ces entraides symbolisent le FIHAVANANA entre les familles. Prenons le cas d'un ménage composé de 11 individus, comme la plupart des familles actuelles, malgré que le fils aîné soit marié et qu'il ait des enfants, ce dernier habite encore chez ses parents. Ce fait illustre à la fois les différents types d'aides cités précédemment.

Les autres formes d'entraide consistent surtout à l'amour familial porté aux membres de la famille étendue; à l'appui alimentaire et non financier; et aux "*adidy*" (aide ou soutien obligatoire sur le plan financier ou moral ou service au sein d'une communauté des cotisations lors des évènements familiaux tels que la mort, les mariages, les naissances, etc.)

IX.4. Relations avec le voisinage:

Existence d'entraide avec le voisinage:

Tableau n°28:Entraide entre voisinage

Relation voisinage	Nb. cit.	Fréq.
Oui	38	59, 4%
Non	26	40, 6%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les relations avec le voisinage existent encore aussi. Mais les 40, 6% ne peuvent être niés. Ces 40, 6% symbolisent le développement de l'individualisme dans la vie quotidienne des ménages tananariviens, pour simplifier c'est ce que l'on appelle le "chacun pour soi" ou "samy maka ho azy".

Types d'entraide avec le voisinage:

Tableau n°29: caractéristiques des entre-aides avec le voisinage

précision forme entraide	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	26	40, 6%
Financier	15	23, 4%
Matériel	14	21, 9%
Moral	3	4, 7%
Services	19	29, 7%
Autres	5	7, 8%
TOTAL OBS.	64	

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les entraides sur le plan matériel (21, 9%), financier (23, 4%) et service (29, 7%) sont à peu près égaux mais le plan service est le plus privilégié. Les autres types d'entraide avec le voisinage concernent les travaux communautaires et les "adidy".

X. Mode de soins médicaux:

X.1. Types de soins recourus en cas de maladie:

Tableau n°30: Types de soins recourus

Santé	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	1	1, 6%
Automédication	31	48, 4%
plante médicinale	0	0, 0%
dispensaire et hôpital.	32	50, 0%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (2 au maximum).

La différence entre le taux de recours à l'automédication et le taux de recours aux hôpitaux et dispensaires (c'est-à-dire la consultation d'un médecin) est infiniment minime: 48,4%

ont recours à l'automédication tandis que 50% fréquentent des hôpitaux et des dispensaires. D'après les informations, les 75% de la population malgache n'ont pas les moyens d'aller aux hôpitaux publiques ni même privés (source journal télévisé de tv plus Madagascar du 06-10-12). Comme le dit le proverbe suivant "la santé n'a pas de prix mais elle a un coût". Tout se paye de nos jours; et par le phénomène de la mondialisation, la participation des individus est sollicitée et recommandée même.

Bref ces 48, 4% déclarent ne consulter un médecin qu'en cas de maladies graves. Les 50% par contre déclarent qu'il ne faut pas jouer avec la santé de plus par ces temps de crise être en bonne santé pour pouvoir subvenir aux besoins du quotidien du ménage est de mise.

XI. Pratique religieuse du ménage:

XI.1. Appartenance religieuse:

Tableau n°31: Effectifs des ménages par religion

Religion	Nb. cit.	Fréq.
FJKM	26	40, 6%
Catholique	30	46, 9%
FLM	2	3, 1%
Anglican	0	0, 0%
Autres	6	9, 4%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La religion catholique est la plus dominante. Les ménages d'obédience catholiques sont les plus nombreux avec 46,9%, puis viennent en second les protestants FJKM avec 40,6 %; les protestants FLM et les anglicans sont à faible effectif.

Parmi les autres religions auxquelles les ménages appartiennent, il y a les Témoins de Jéhovah, les adventistes, les FPVM (Fiangonana Protestanta Vaovao eto Madagascar), Shine, et Fifohazana.

XI.2. Fréquence de la fréquentation du lieu de culte:

Tableau n°32: Fréquence de la fréquentation de l'église

Fréquence	Nb. cit.	Fréq.
Quotidien	2	3, 1%
hebdomadaire	36	56, 3%
Mensuel	3	4, 7%
Périodique	19	29, 7%
Jamais	4	6, 3%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité des individus enquêtés (56, 3%) fréquentent l'église hebdomadairement. Certains ne vont à l'église que périodiquement (29, 7%) c'est-à-dire lors des grandes cérémonies (baptême, mariage, pâques, Noël, nouvel an...). D'autres par contre y vont au moins une fois tous les mois. La fréquence de la fréquentation de l'église est surtout en rapport avec la religion à laquelle on appartient (les églises catholiques et les églises "autres" effectuent ou célèbrent des messes tous les jours tandis que les églises protestantes célèbrent des messes de façon hebdomadaire (tableau n° 33). Elle peut aussi s'expliquer par la rigueur de la servitude envers le seigneur ou encore de l'image sociale que l'individu veut projeter aux autres (ou le paraître social).

Tableau n°33: religion et fréquence fréquentation lieu de culte

religion/fréquence	quotidien	hebdomadaire	mensuel	périodique	jamais	TOTAL
FJKM	0	13	0	11	2	26
Catholique	1	18	3	7	1	30
FLM	0	1	0	1	0	2
Anglican	0	0	0	0	0	0
Autres	1	4	0	0	1	6
TOTAL	2	36	3	19	4	64

Source: enquête personnelle août-septembre 2012.

XII. Evolution des emplois ces 4 dernières années:

XII.1. Changement d'emploi d'un membre du ménage:

Suites aux évènements de 2009, des individus ont changé d'emplois suites à diverses raisons que nous allons voir dans les résultats des tableaux n°34, n°35, n°36 et n°37.

Tableau n°34:taux de changement d'emploi

Emploi	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	2	3, 1%
Oui	17	26, 6%
Non	45	70, 3%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

26, 6% des enquêtés ont répondu qu'un membre du ménage a changé d'emploi durant ces 5 dernières années.

XII.2. Statut de l'individu ayant changé d'emploi dans le ménage:

Le tableau n°35 montre le statut des individus dans le ménage ayant changé d'emploi les 4 dernières années.

Tableau n°35:statut changement emploi

statut changement emploi	Nb. cit.	Fréq.
Chef de Ménage	14	82, 3%
Conjointe	1	5, 9%
Fils	1	5, 9%
Fille	0	0, 0%
Autres	1	5, 9%
TOTAL OBS.	17	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité des individus actifs ayant changé d'emploi ces 4 dernières années sont des Chefs de Ménage avec un taux de 82, 3%. Les autres (5, 9%) comprennent l'individu enquêté.

XII.3. Fréquence du changement d'emploi:

Tableau n°36:Fréquence changement emploi

fréquence changement	Nb. cit.	Fréq.
val = 1	11	64, 7%
val = 2	3	17, 6%
val = 3	0	0, 0%
val = 4	1	5, 9%
val = 5	1	5, 9%
val = 6	1	5, 9%
TOTAL OBS.	17	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Sur ce tableau n°36, 64, 6% des individus ont changé une fois d'emploi en 4 ans et 5, 9% d'entre eux ont changé six fois.

XII.4. Mobile du changement d'emploi:

Tableau n°37:raisons changement d'emploi

Mobile	Nb. cit.	Fréq.
ajustement du personnel	4	23, 5%
Promotion	3	17, 6%
Autres	11	64, 7%
TOTAL OBS.	17	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les 23, % ont changé d'emploi à cause d'une restructuration des personnels et les 17, 6% par contre ont été promus dans leur travail.

Les autres mobiles du changement d'emploi (64, 7%) consistent surtout en la recherche d'un autre emploi à revenu plus rémunérateur et pouvant assurer les dépenses du ménage; la fermeture de l'usine qui leur faisaient des commandes avant 2009 (ils étaient couturiers (maintenant ce sont des vendeurs ambulants), la pratique d'autres activités économiques plus rentables lorsque l'actuelle ne réussit plus trop, la reprise de l'ancienne activité après la faillite de son petit commerce, l'arrêt du projet de développement locale financé par l'extérieur, la fermeture de l'école ou la fermeture de l'entreprise ou encore la fermeture de la zone franche, le changement de métier suite à l'exode rural (agriculteur devenu vendeur).

XIII. Perception du coût de la vie:

Tableau n°38:appréciation coût de la vie

perception coût	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	5	7, 9%
pas de changement	1	1, 6%
Dure	58	90, 6%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Dans le tableau n° 38, les 90, 6% des ménages enquêtés trouvent la vie de plus en plus dure durant ces 4 dernières années.

La majorité des motifs de cette perception du coût de la vie (59, 3%, tableau n°39) sont en grande partie liées à l'inflation des divers produits et services depuis quelques temps (prix de la facture de la JIRAMA (Compagnie d'approvisionnement en électricité et en eau à Madagascar), PPN, prix des matières premières utiles pour la réalisation des travaux (25% à 50%), du prix du gaz, produits vestimentaires...).

Certains enquêtés ajoutent des commentaires à ce sujet:

"Nous sommes dans l'instabilité totale des prix; les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent, il n'ya plus de classe moyenne".

"Les divers produits et services connaissent une inflation (électricité, aliment, frais de déplacement) alors qu'il n'ya aucune augmentation des revenus."

D'autres se sont vus réduire les dépenses pour pouvoir subvenir aux besoins essentiels du ménage (18, 7%). Ces dires d'un enquêté le confirment:

- "nous connaissons depuis quelque temps une restriction des dépenses du ménages par exemple au lieu de 5 kpk de riz par jour on ne mange plus que 4 kpk de riz (kpk ou kapoaka: récipient de mesure de la quantité de riz dont 3 kpk et demi équivalent à un kilos de riz; ce sont des boîtes de conserve de lait concentré)".

Tableau n°39: Motifs perception du coût de la vie

Motifs	Nb. cit.	Fréq.
Inflation	40	62, 5%
Restriction des budgets du ménage	12	18, 7%
Autres	12	18, 7%
TOTAL	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les autres motifs (18, 7%) sont entre autres : le décès de la mère du Chef de ménage; le manque d'argent et l'accroissement de la concurrence au niveau du marché; les gens deviennent de plus en plus pauvres, plusieurs individus sont devenus chômeurs et avoir des diplômes ne garantit pas l'obtention d'un emploi stable et bien rémunéré de nos jours; la suspension des aides financiers ; l'anarchie du marché, tout le monde fait ce qu'il veut; l'économie mondiale a des répercussions sur l'économie du pays; la raison politique; la désorientation du pays; l'augmentation des vendeurs par rapports aux acheteurs; la prolongation de la crise; et l'augmentation de la concurrence.

XIV. Perception du niveau de vie du ménage depuis 2009:

Tableau n°40:appréciation du niveau de vie

perception niveau de vie	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	5	7, 8%
en déclin	28	43, 8%
pas de changement	22	34, 4%
Améliorée	9	14, 1%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La majorité des enquêtés (43, 8%) avouent que leur niveau de vie est en déclin, les 34, 4% n'ont noté aucun changement et les 14, 1% ont vu leur niveau de vie s'améliorer.

Nous présentons dans le tableau n°41 ci-dessous les motifs des réponses des enquêtés:

Tableau n°41: motifs des réponses des enquêtés

en déclin	aucun changement	niveau de vie améliorée
-le fait que le salaire n'augmente pas en fonction du niveau de vie/coût de la vie; -restriction dans tous les budgets des ménages -la conjointe n'a plus d'emploi et les charges ont augmenté -perception de loyer en augmentation -les affaires ne marchent pas on ne peut faire les choses telles qu'elles doivent être faites -restriction au niveau budgétaire: -arrêt de la construction immobilière; vente de parcelle de terrain pour faire marcher l'entreprise -pouvoir d'achat en baisse -pas de travail -diminution des acheteurs et augmentation de la concurrence sur le marché -le revenu du ménage arrive à peine à subvenir aux besoins quotidiens -par rapport à la réponse question emploi -perte emploi du CM: source de revenu du ménage non mensuel et insatisfaction des besoins aux quotidiens -restriction de certaines dépenses habituelles -impossibilité d'aller en vacances, plus de budget pour faire des vacances. -restriction au niveau budgétaire - Inflation (écolage)	-restriction des dépenses depuis toujours ; -on vit avec ce qu'on a mais avec juste une petite restriction	-le fait que le CM a trouvé un emploi stable -la femme du CM a trouvé un emploi - le ménage a fait beaucoup d'effort et de travail - le ménage a fait beaucoup d'effort et de travail - le chef de ménage a retrouvé un emploi - mais redressement petit à petit - promotion de la conjointe du CM et augmentation des sources de revenus du ménage - par les petits métiers assurés par les enfants - récolte via agriculture

XV. Structures des dépenses des ménages:

XV.1. Dépenses journalières

Tableau n°42: Coûts des dépenses journalières

dépenses journalières	Nb. cit.	Fréq.
moins de 1000	1	1, 6%
1000	1	1, 6%
2000	5	7, 8%
3000	2	3, 1%
4000	9	14, 1%
5000	12	18, 8%
6000	5	7, 8%
7000	1	1, 6%
8000	6	9, 4%
9000	0	0, 0%
10000	25	39, 1%
11000	1	1, 6%
12000	1	1, 6%
13000	3	4, 7%
14000	1	1, 6%
15000	6	9, 4%
16000	0	0, 0%
17000	0	0, 0%
18000	0	0, 0%
19000	0	0, 0%
20000	7	10, 9%
21000	0	0, 0%
22000	0	0, 0%
23000	0	0, 0%
24000	0	0, 0%
25000	0	0, 0%
26000	0	0, 0%
27000	0	0, 0%
28000	1	1, 6%
29000	0	0, 0%
30000	3	4, 7%
plus de 30000	3	4, 7%
TOTAL OBS.	64	

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les dépenses journalières moyennes des ménages sont estimées à 15062, 5 Ar soit 15 000Ar. Les 39, 1% dépensent 10 000 Ar par jour et les 18, 5% 5 000Ar. Les 40, 8% consomment

plus de 10 000 Ar par jour et les 28, 2% seulement dépensent moins de 5 000Ar par jour. La hausse des prix des produits de consommation surtout les PPN et ceux y rattachés (comme les combustibles: gaz, charbon, bois de chauffe...) constitue la principale cause de ces hauts tarifs des dépenses journalières des ménages. Les dépenses journalières des ménages varient surtout en fonction des individus qui le composent (voir tableau n° 43 ci- dessous)

Tableau n°43: taille du ménage et dépenses journalières

taille du ména ge/dé pense s journ alière s	m oi n s d e 1 0 0 0	1 0 0 0	2 0 0 0	3 0 0 0	4 0 0 0	5 0 0 0	6 0 0 0	7 0 0 0	8 0 0 0	9 0 0 0	1 0 0 0	1 0 0 0	1 0 0 0	1 0 0 0	1 0 0 0	2 0 0 0	2 0 0 0	3 0 0 0	pl u s d e 3 0 0 0	T O T A L
1	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	3
2	0	1	2	1	2	3	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	10
3	0	0	2	1	2	3	1	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	12
4	1	0	1	0	2	3	2	0	1	0	3	0	1	1	0	0	2	1	1	19
5	0	0	0	0	1	0	0	0	3	0	8	1	0	0	0	3	2	0	1	21
6	0	0	0	0	1	3	1	0	1	0	1	0	0	0	1	1	1	0	0	19
7	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	1	0	0	4
9	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
11	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	1	0	4
TOT AL	1	1	5	2	9	1	5	1	6	0	2	1	1	3	1	6	7	1	3	93
						2					5									

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

- un ménage composé d'un individu dépense entre 4 000 à 10 000 Ar
- un ménage composé de 2 individus dépense entre 1 000 à 10 000 et la majorité dépensent 5 000
- un ménage composé de 3 individus dépense entre 2 000 à plus de 30 000 et la majorité dépensent 5 000

- un ménage composé de 4 individus dépense moins de 1 000 à 30 000 et la majorité dépense 5 000 et 10 000
- un ménage composé de 5 individus dépense entre 4 000 à 30 000 et la majorité dépense 10 000
- un ménage composé de 6 individus dépense entre 4 000 à 20 000 et la majorité dépense 10 000
- un ménage composé de 7 individus dépense entre 7 000 à 20 000
- un ménage composé de 9 individus dépense 15 000
- un ménage composé de 11 individus dépense 6 000 à 30 000

Les ménages formés par 5 à 6 individus sont les plus nombreux à dépenser 10 000 Ar/jour. Ceux qui consomment inférieur ou égal à 1000 Ar/jour sont très rare.

XV.2. Les grandes dépenses mensuelles des ménages:

Tableau n°44: Principales dépenses mensuelles

grandes dépenses	Nb. cit.	Fréq.
Nourriture	56	87, 5%
habits et accessoires	1	1, 6%
Ecolage	11	17, 2%
Electricité	23	35, 9%
facture d'eau	18	28, 1%
Loyer	9	14, 1%
frais de déplacement	23	35, 9%
Santé	1	1, 7%
Autres	8	12, 5%
TOTAL OBS.	64	

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (7 au maximum).

Les aliments constituent les principales dépenses des ménages avec un taux de 87, 5%, suivis des frais de déplacement et des factures de l'électricité. Les domaines où les dépenses sont minimales se trouvent être : les habits et les accessoires, la santé et la catégorie « autres » (addidy, loisirs, accessoires mobiliers, goûter, essence, achat de matières premières-salaires des ouvriers-connexion internet-crédits, santé).

XVI. Les revenus mensuels des ménages:

Tableau n°45:effectifs des ménages par revenus mensuels

revenu mensuel	Nb. cit.	pourcentage
moins de 200 000	8	12, 5
200 000-300 000	13	20, 3
300 000-400 000	15	23, 4
400 000-500 000	12	18, 8
500 000-600 000	1	1, 6
600 000-700 000	8	12, 5
700 000-800 000	3	4, 6
800 000-900 000	0	0
1 500 000	1	1, 6
2 000 000	2	3, 1
25 000 000	1	1, 6
TOTAL OBS.	64	100

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Le revenu moyen mensuel des ménages est égal à 495312, 5 Ar par mois.

Les 6, 3% des ménages seulement ont un revenu au-dessus de 1 000 000 Ar et les 12, 5% ont un revenu mensuel en dessous de 200 000Ar.

XVII. Possibilité d'emprunt:

Tableau n°46:Emprunt

Emprunt	Nb. cit.	Fréq.
Oui	31	48, 4%
Non	33	51, 6%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

L'écart du pourcentage entre ceux qui font des emprunts et ceux qui n'y ont pas recours est minime. Malgré cela, les non emprunteurs sont plus nombreux avec un taux de 51, 6%.

Peu de ménages ont recours aux emprunts. Les garanties et les conditions imposées par les emprunteurs (banques, micro finances, usuriers etc.) ne sont pas à la portée de tout le monde.

XVII.1. Emprunt recouru:

Tableau n°47:Institutions recourues

emprunts recourus	Nb. cit.	Fréq.
Famille	16	51, 7%
Amis	6	19, 4%
Usurier	0	0, 0%
Micro finance	3	9, 6%
Banque	3	9, 6%
Autres	3	9, 6%
TOTAL OBS.	31	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

D'après le tableau n°47, on observe que les ménages ont moins recours à des emprunts auprès des banques et que la majorité se tourne plus vers leurs proches (51, 7%) et leurs amis.

Les autres emprunts consistent en des "trosa madinika" (surtout les PPN; on prend des produits comestibles ou non comestibles auprès des épiceries qui seront payés plus tard à une date donnée ou selon l'arrangement de l'épicier et de l'acheteur).

Les motifs des emprunts ou des prêts par contre sont définis pour des besoins en PPN, pour la construction d'une maison (prêt bancaire), en cas de maladie d'un membre du ménage, pour faire fonctionner son commerce, à cause des manques en ressources, en cas d'urgence, pour démarrer un commerce, pour faire de l'élevage.

XVIII. Possibilité d'épargne:

Tableau n°48:Epargne

Epargne	Nb. cit.	Fréq.
Oui	45	70, 3%
Non	19	29, 7%
TOTAL OBS.	64	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

La propension d'épargne qui est très élevée (70, 3%) s'explique (dans le tableau n°49 ci-dessous) par l'aspiration à la réalisation d'un projet avec pour taux 53, 3% (dans la construction immobilière ou le lancement d'une petite entreprise, ...), par l'investissement dans l'éducation des

enfants (avec 11, 1% pour pouvoir assurer un avenir meilleur aux enfants), par l' anticipation des imprévus (avec 24, 5%: pour prévenir surtout un choc probable pouvant basculer et faire régresser la situation sociale du ménage) et pour d'autres motifs (avec 11, 1% consistant en l'amélioration du mode de vie du ménage, l'achat de marchandises pour son épicerie, pour le budget de la société, pour la réparation et la réhabilitation du domicile du ménage, pour l'achat de biens mobiliers).

Tableau n°49: Motif épargne

Motif épargne	Nb. cit.	Fréq.
réalisation d'un projet	24	53, 3%
éducation des enfants	5	11, 1%
pour les imprévus	11	24, 5%
Autres	5	11, 1%
TOTAL OBS.	45	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

XVIII.1. Placement des épargnes:

Tableau n°50:Institutions de placement des épargnes

Placement	Nb. cit.	Fréq.
Banque	27	60%
micro finance	4	8, 9%
à la maison	7	15, 5%
Autres	7	15, 5%
TOTAL OBS.	45	100%

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les 60% déposent leurs argents dans des banques. On en déduit par ce résultat que 42, 2% des ménages enquêtés ont un compte bancaire. Ce chiffre montre encore un faible taux de bancarisation dans la capitale.

Bien que d'après les informations des média les individus se ruent vers les comptes épargnes et les micro-finances, le taux d'adhésion à ces derniers restent encore faible. Les autres placements se traduisent par l'équipement en matériel se faisant sur une longue période pour la construction de maison, par le placement à la poste ou à la Caisse d'Epargne de Madagascar et par l'investissement dans l'élevage).

Mais il y a encore des ménages (15, 5%) qui gardent leurs épargnes chez eux par méfiance des banques et pour un accès rapide à ces derniers en cas de nécessité.

XIX. Politique et gouvernement:

XIX.1. Compétences idéales de l'homme politique:

Tableau n°51: Opinions sur les compétences idéales de l'homme politique:

Compétences idéales	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	9	14, 1%
Politique	5	7, 8%
Technique	7	10, 9%
sens de la diplomatie	6	9, 4%
Honnête	24	37, 5%
respectueux des droits et de l'équité	19	29, 7%
croyant et pratiquant	8	12, 5%
bon orateur	2	3, 1%
Autres	27	42, 2%
TOTAL OBS.	64	

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

NB: Le nombre de citations est supérieur au nombre d'observations du fait de réponses multiples (8 au maximum).

D'après ces données, un homme politique pour les enquêtés devrait surtout être honnête, respectueux des droits et de l'équité.

Cependant ils proposent surtout d'autres compétences idéales que l'homme politique devrait avoir. Pour eux, il devrait:

- être contre la corruption et être actif.
- faire preuve d'indulgence envers les autres.
- avoir des compétences en droit et une aptitude à parler avec le peuple.
- être ambitieux et respectueux de la souveraineté nationale.
- avoir le sens du patriotisme et être consciencieux des autres.
- être un intellectuel, altruiste et consciencieux des autres.
- être un individu doté d'une forte personnalité et déterminé dans la refonte des pratiques politiques actuelles à Madagascar.
- être une personne de parole.
- être diplômé au moins et ayant suivi un cursus universitaire.
- être doté d'un caractère avenant.
- être un individu à qui l'on aurait confiance sur le plan politique.
- connaître le sens du mot politique.
- avoir les capacités et compétences requises dans la notion de bonne gouvernance.
- être leader et avoir de l'éthique.
- être impartiale.
- être neutre et non politicien.
- avoir des compétences en médiation culturelle et une bonne connaissance des pratiques politiques.
- réprimer son intérêt personnel.
- être responsable de leurs actes et attentif aux divers aspirations du peuple.
- avoir parcouru un cursus ou une formation académique et être une personne morale.
- être un individu sage, éduqué et patriote.
- être attentifs aux réelles aspirations du peuple.
- avoir des compétences en droit et en sociologie
- avoir les qualités de l'ancien président du précédent régime.
- divulguer des vraies informations.

CHAPITRE II: Les solutions proposées par les enquêtés contre l'inflation et la pauvreté :

Devant la hausse des prix des divers produits et services, nous avons sollicité les avis des enquêtés sur les solutions contre l'inflation et la pauvreté.

Tableau n°52: Solutions proposées par les ménages contre l'inflation et la pauvreté

Solutions proposées contre l'inflation et la pauvreté	
Ménages	• une prise de responsabilité des dirigeants. • une sensibilisation de tous les individus afin de pouvoir faire les choses en bonne et due forme. • un changement de la mentalité des gens; une promotion des entraides sociales; inciter les gens à agir devant tel ou tel phénomènes et ne pas toujours dépendre des autres. • une création d'emploi par l'Etat; une application du civisme de la part chaque individu; • un changement de la mentalité car "les pauvres sont pauvres car ils ne fournissent aucun effort pour s'en sortir". • une lutte contre les escroqueries. • favoriser l'entraide familiale et s'entraider aussi entre collègues de travail. • prier et travailler davantage. • résoudre la crise • faire preuve de solidarité • aucune solution à proposer sauf rechercher plus d'argent pour combler les manques • procéder aux élections • résoudre les problèmes liés à la politique • une instauration de "tsena mora" (marché de PPN à prix réduit) au quotidien de la population. • instaurer une politique d'intervention de l'Etat concernant le

prix du pétrole.

- promouvoir la libre concurrence pour maîtriser l'inflation
- une revue des décisions prises par l'Etat : dans le contexte où la Chine a monopolisée les vieux ferrailles d'où l'obligation d'achat de nouveaux ferrailles pour les entreprises locaux, le risque de vols des ferrailles est imminent, l'Etat n'aurait pas dû exporter les vieux ferrailles car cela a aussi entraîné le chômage des "ferrailleurs" et l'inflation des prix des matières premières.
- une promotion de l'entraide et de l'agriculture.
- une prise de responsabilité du pouvoir par exemple la création d'emploi pour augmenter le pouvoir d'achat du peuple.

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Tableau n° 53: Solutions proposées par les commerçants contre l'inflation et la pauvreté

	Solutions contre l'inflation et la pauvreté
Commerçants ambulants	• une prise de responsabilité des dirigeants • créer des emplois pour tout le monde • prier • résolution des problèmes politiques • accompagner les activités par la prière • avoir une plus grande foi en Dieu et reposer son quotidien entre ses mains. • créer des emplois pour que les individus ne se ruent pas vers la criminalité (vols, cambriolage...) • arrêter cette période de transition par la réalisation des élections et les dirigeants ne devraient plus se disputer le pouvoir.

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Tableau n°54: Solutions proposées les étudiants contre l'inflation et la pauvreté

	Solutions contre l'inflation et la pauvreté
Etudiants	• une prise de responsabilité des dirigeants. • changer la mentalité et procéder à une révision de l'économie du pays; créer des emplois pour tout le monde, payer à temps les salaires et les indemnités des employés; lutter contre la corruption.; promouvoir les droits des citoyen; chercher un moyen pour appliquer l'éducation pour tous; promouvoir l'égalité des individus; • promouvoir l'élevage et l'agriculture afin que les ménages puissent avoir des produits à rentabiliser; • que l'Etat assure ses rôles • que les individus aient une certaine autonomie et ne pas toujours dépendre de l'Etat; • une prise en charge de la stagnation des prix par l'Etat, les gouvernants devraient subventionner les opérateurs économiques. • instaurer une politique d'austérité; • une solution politique. • une baisse des salaires des députés afin de réaliser certains projets d'amélioration ou de réalisation des infrastructures. • réalisation les élections présidentielles sans Rajoelina ni Ravalomanana; • revoir le système politique à Madagascar • une résolution des problèmes politiques et une capacité de restriction de chacun au niveau budgétaire. • reprendre et restaurer les produits alimentaires de l'entreprise TIKO. • prendre de bonnes initiatives et de bonnes décisions politiques, sinon rien ne changera.

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les ménages sont ceux qui offrent le plus de solutions tandis que les solutions sont assez moindres en effectif.

Bref, selon les résultats obtenus dans cette deuxième partie, on en déduit que le taux d'exode rural est très élevé; la taille moyenne des ménages est de 4 individus; la majorité de la population sont jeunes; malgré que leur effectif soit faible, il y a des ménages monoparentaux où les Chefs de famille sont des femmes; la majorité des individus exercent des activités dans le secteur tertiaire; les revenus mensuels des ménages classiques varient de moins de 200 000 AR à 25 000 000 Ar; les 25% des vendeurs ambulants gagnent moins de 200 000 Ar, cette catégorie d'enquêtés a un revenu mensuel variant entre moins 200 000Ar à 700 000Ar; les étudiants prolongent leur cycle universitaire faute d'offre de travail; les individus actifs des ménages n'exercent qu'une seule profession. Et la majorité des femmes sont émancipées et travaillent; la plupart des ménages sont des propriétaires immobiliers et fonciers. 33.4% ceux qui louent des maisons ou appartement ont connu une hausse du loyer cette année; les vols et les pickpockets sont en au haut de la liste des crimes commises dans la capitale; la participation aux travaux communautaires est en majorité monétaire; 71, 8% des ménages ont fait part que la crise n'a causé aucun changement sur les rapports qu'entretiennent la famille nucléaire avec la famille étendue. La majorité des ménages s'entraident; les relations avec le voisinage surtout en question d'entraide est aussi très présent dans les la vie quotidienne des ménages; les ménages ont recours à l'automédication faute d'absence de budgets attribués pour la santé; il y a une forte fréquence du lieu de culte de façon hebdomadaire chez les tananariviens. Cependant les 29, 7%, qui n'y vont que lors des cérémonies et fêtes, sont aussi assez nombreux; les 26, 6% des individus actifs dans le ménage ayant changé d'emploi sont les Chefs de Ménage dont les 23% sont les résultats d'une restructuration du personnel, les 64, 7% à cause de la recherche d'un autre emploi à revenu plus rémunérateur et pouvant assurer les dépenses du ménage, la fermeture de l'usine qui leur faisaient des commandes avant 2009 (ils étaient couturiers maintenant ils sont des vendeurs ambulants), la pratique d'autres activités économiques plus rentables lorsque l'actuelle ne réussit plus trop, la reprise de l'ancienne activité après la faillite de son petit commerce, l'arrêt du projet de développement local financé par l'extérieur, la fermeture de l'école ou la fermeture de l'entreprise ou encore la fermeture de la zone franche, le changement de métier suite à l'exode rural (agriculteur devenu vendeur);

les 90, 6% des ménages enquêtés trouvent la vie de plus en plus dure durant ces 4 dernières années pour cause d'inflation des produits surtout, des restrictions budgétaires du ménage et bien d'autres raisons encore; la dépense journalière moyenne des ménage est estimé à 15062, 5 Ar soit 15 000Ar; les grandes dépenses des ménages sont en majorité centrées dans l'achat des aliments¹⁴; le revenu moyen mensuel des ménages tananariviens est estimé à 495312, 5Ar par mois; les emprunts recourus se font surtout auprès des familles et amis, rarement à la banque; la propension d'épargne est très élevée à cause de l'aspiration la réalisation de certains objectifs du ménages (réalisation d'un projet 53, 3%, éducation des enfants 11, 1%, imprévus 24, 5%); 42, 2% des ménages seulement ont un compte bancaire.

Conclusion partielle:

Les recherches effectuées sur le terrain nous ont permis de comprendre et d'expliquer les situations socioéconomiques actuelles des ménages tananariviens dans le premier chapitre de cette deuxième partie.

Face à ce contexte, les enquêtés ont proposé quelques solutions afin d'atténuer la pauvreté ainsi que si possible la hausse des prix des produits.

Quelles sont donc les actions à mener et entreprendre au niveau de chaque individu (dirigeants et gouvernés)? C'est ce dont nous allons discuter dans la dernière partie de ce travail.

¹⁴ : Ainsi, la construction démocratique est difficile et ni certaine car il existe: "... deux cycles alternants de recherche de bonheur privé et d'exaltation de l'action publique, faut-il considérer qu'il existe des phases également alternantes d'exigences matérielles et de revendications de biens plus abstraits comme la liberté et l'égalité. La réponse est incertaine, spécialement dans la mesure où les systèmes de valeurs populaires demeurent partagés entre deux principes opposés... D'une part une volonté d'accès à un bien être généralisé dont le niveau minimal n'arrête pas de s'élever. D'autre part, le principe antinomique et peu évangélique d'une inégalité réelle, ardemment défendu au nom de la hiérarchisation reconnue des tâches et des fonctions sociales, également sur la base de simples privilèges acquis." HERMET, G. (1986) Sociologie de la construction démocratique, Paris, Economica, p.89.

PARTIE III: REFLEXIONS PROSPECTIVES

Antananarivo est souvent le théâtre de mouvements de rues comme en mai 1972, en 1991 et en 2009. Le besoin de changement ressenti par le peuple suite aux abus de pouvoir des dirigeants entraîne une instabilité permanente du pouvoir politique. Dans cette dernière partie, nous allons tout d'abord présenter les réflexions des individus enquêtés (gouvernants et gouvernés) sur les responsabilités de chacun face à la perpétuation de la crise, les principaux défauts des responsables politiques et ce n'est que par la suite que nous présenterons nos réflexions sur la réalité sociale à Antananarivo après 2009 et sur les pratiques politique à Madagascar.

CHAPITRE I : Les responsabilités de chaque individu face à la perpétuation de la crise sociopolitique:

Ce chapitre reflètera surtout les opinions des enquêtés ménages classiques, des enquêtés commerçants et des enquêtés étudiants sur les diverses responsabilités que chaque individu doit prendre devant la perpétuation de la crise socio politique.

I. Les responsabilités des gouvernants et des gouvernés selon les enquêtés.

I.1. Responsabilités dirigeants:

Pour le bon fonctionnement de l'appareil étatique et la résolution de la crise sociopolitique chaque responsable du gouvernement requiert certaines qualifications. Dans les tableaux n°55, n°56 et n°57 ci-dessous s'inscrivent les qualifications idéales suggérées par les enquêtés.

Tableau n°55: Responsabilités des dirigeants selon les ménages

	Responsabilités des dirigeants
Ménages	▪ primauté l'intérêt général; ▪ prise de conscience de chaque individu et entraide; • écoute des uns et des autres ;être en bon terme et le dialogue (consultation les autres avant d'accomplir une telle ou telle action); • écoute et la considération du peuple; • chacun doit prendre sa part de responsabilité comme dans un ménage ▪ bien travailler pour de bon résultats ▪ encouragement les acteurs économiques étrangers à investir à Madagascar; • l'entente des acteurs politiques au pouvoir et primauté l'intérêt général; • assurer la sécurité des citoyens; ▪ écoute du peuple, assurer sa sécurité et bien travailler; • établir une politique de stabilisation par la création d'emploi et en accroissant la production par la création d'entreprises; • se respecter mutuellement et s'entraider; • dépasser les actions déjà réalisées; • la résolution rapide de la crise pour le retour des financements étrangers; • réaliser les élections; • prendre conscience de la difficulté économique de chacun et dans ce sens il ne pas faire des actions qui nuiraient aux autres; • rechercher une politique de stabilité suivant les normes et lois; ▪ régler tous les problèmes à l'amiable et ne pas raconter tous les faits politiques aux média; ▪ être capable de maîtriser les évènements et le peuple et solliciter la solidarité; ▪ préparer les élections et tenir les promesses faites (comme pour les dates d'élections qui changent sans cesse).

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Tableau n°56: Responsabilités des dirigeants selon les étudiants

	Responsabilités des dirigeants
Etudiants	▪ la primauté l'intérêt général; • la considération des paysans agriculteurs; • faire leur travail, créer des emplois pour tous • la maîtrise des faits, des évènements et du peuple tout en promouvant la solidarité; • la pratique de la bonne gouvernance; • la prise de conscience que Madagascar n'est pas seulement à eux mais à tous les Malgaches; et en la mise en place d' un barème au pouvoir à l'instar que les opérateurs économiques ne devraient pas se présenter comme candidats aux élections parlementaires, ils sont élus à cause de leurs richesses et non de leurs compétences; • avoir le courage de démissionner suite à l'incapacité de résoudre la crise; • avoir le sens du leadership; • avoir une bonne capacité de gestion; • l'effort de chacun dans la résolution de la crise et au changement de la mentalité; • étant indépendants et ne pas être de simples des marionnettes à la merci des étrangers; • l' intégration des protagonistes au pouvoir pour une période déterminée provisoire; • le patriotisme et la prise de conscience; • l'application de la démocratie, de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance; • l'utilisation à bon escient des pouvoirs octroyés; • le respect de leur travail et résoudre la crise au plus vite; • la prise de conscience de l'insécurité qui règne et la prise de mesures adéquates face à une situation donnée; • considérer les aspirations et attentes du peuple; • donner la liberté d'expression au peuple

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Tableau n°57: Responsabilités des dirigeants selon les commerçants

Commerçants	Responsabilités des dirigeants
	▪ Se rendre compte du désordre et de l'insécurité causé par la situation actuelle; ▪ respecter son travail; ▪ promouvoir la liberté d'expression; ▪ user à bon escient de leur autorité.

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Bien que peu de commerçants ont avancé des avis sur les responsabilités des dirigeants l'ensemble des enquêtés ont fournis des réponses très riches d'informations.

I.2. Responsabilités des gouvernés:

Les dirigeants ne sont pas les seuls concernés par la résolution de la crise, les gouvernés ont aussi leur part de responsabilités.

Tableau n° 58: Responsabilités des gouvernés selon les ménages

	Responsabilités des gouvernés
Ménages	• avoir le courage de s'exprimer et de se conduire en citoyen; na pas être influençables avoir une capacité de réflexions avant toute action et respecter ceux qui sont au pouvoir; • ne pas critiquer les acteurs au pouvoir; • ne faire aucune discrimination; avoir une capacité d'analyse et faire de bon choix concernant les acteurs politiques à élire; • chacun doit prendre sa part de responsabilité comme dans un ménage; • travailler dure mais avec qualité; • FIHAVANANA • Solidarité • s'instruire; • faire de bon choix, de bonnes analyses et mieux connaître les futurs candidats; • avoir une capacité d'analyse et de discernement; • participer aux élections; • prendre conscience de la difficulté économique de chacun et dans ce sens il ne pas faire des actions qui nuiraient aux autres; • ne pas être seulement des instruments du pouvoir; •

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Tableau n° 59: Responsabilités des gouvernés les commerçants

Responsabilités des gouvernés	
Commerçants	• ne pas être seulement des instruments du pouvoir; ▪ prise de conscience et avoir le courage d'exprimer ses idées ▪ s'instruire; ouvrir un site pour pouvoir s'exprimer librement; ▪ connaître les candidats aux élections et faire de bon choix.

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Tableau n° 60: Responsabilités des gouvernés selon les étudiants

Responsabilités des gouvernés	
Etudiants	▪ procéder à une rétroaction malgré le contexte actuel et se conduire en de bons citoyens • s'éduquer pour ne pas être manipulables et patriotisme; • exprimer ses réelles aspirations et surveiller les actes des dirigeants; • avoir une conscience citoyenne; ▪ oser s'exprimer quand il y a un mauvais fonctionnement ou un dérapage de l'appareil étatique; ▪ renforcer la conscience collective; ▪ procéder à un remodelage de leur mentalité et le pays doit recourir au régime dictatorial; • faire des efforts dans la participation à la résolution de la crise; • accepter le pouvoir en place; ▪ créer ou chercher pour subvenir aux besoins de chacun. • avoir un esprit d'analyse et ne pas être des benné oui oui;

Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Les textes de la constitution élaborée le 11 décembre 2010 et les opinions des enquêtés convergent.

I.3. Principaux défauts des responsables politiques:

La politique du ventre est décrit par Bayart comme étant typique des leaders politiques africains, les enquêtés ont aussi leurs points de vue sur ce point.

- ce sont des égoïstes
 - ils ne savent pas être solidaires; ne savent pas maîtriser les faits, les événements et le peuple.
- Etre solidaires;
- ils ne pensent qu'à l'assouvissement des intérêts personnels;
 - ils ne savent pas cachés leurs mauvais actions;
 - ils n'ont aucun sens des droits et ne savent pas imiter les pays développés;
 - ils pratiquent la mauvaise gouvernance qui a de mauvaises répercussions sur le peuple
 - ils n'éprouvent aucune considération du peuple; égoïste et veulent tous s'arracher au pouvoir;
- ils n'ont aucun sens du patriotisme; corrompus et égoïstes;
 - ils sont les principaux auteurs des détournements de fonds et d'argent;
 - ils ne sont pas attentifs aux aspirations du peuple.
 - ils exercent un abus de pouvoir;
 - ils sont égoïstes et trompeurs;
 - ce sont des "mpitari-bato vilam-bava" (des démagogues);
 - c'est la structure instaurée à Madagascar qui présente des défauts;
 - Les élites monopolisent tous les secteurs (politique, économique et judiciaire);
 - Ils sont égoïstes, concussionnaires et mélangent le secteur économique au secteur politique;
 - ce sont des égoïstes et des escrocs;
 - ce sont des égoïstes et ils n'ont aucune compétences en politique;
 - ils sont malhonnêtes;
 - ils sont trop dépendants des aides financières et aiment l'argent;
 - Cette transition devrait avoir sa légitimité et ses privilèges; on n'assiste qu'à l'assouvissement des intérêts propres des dirigeants et à l'infidélité au parti d'appartenance ils sont des marionnettes et égoïstes;
 - il y a une monopolisation des salaires; un désintéressement au peuple après acquisition du pouvoir; et une divergence d'opinions des divers acteurs politiques.

CHAPITRE II: Réflexions sur la réalité sociale à Antananarivo après 2009

Dans la théorie de la satisfaction des besoins essentiels on priorise : -la santé- l'éducation - l'alimentation- l'assainissement-et l'accès à l'eau. Dans ce second chapitre, nous allons axer nos réflexions sur des thèmes abordés dans la deuxième partie de cette étude à l'instar de la santé, l'éducation, l'accès à l'eau, les liens familiaux, l'insécurité, les travaux communautaires, la possibilité d'épargne et d'emprunt et l'emploi.

I. Santé:

Comme on l'a vu dans nos résultats ceux qui ont recours à l'automédication ne sont pas des moindres. Ils soignent leurs maux par l'intermédiaire de petits comprimés disponibles chez les épiciers du coin).

Or la préservation de la santé des membres du ménage est très important parce que le degré d'une maladie et le coût de ces soins peut les ruiner et même les endetter. Dans ce sens cela peut changer le rang social du ménage.

D'où aussi l'explication de nombreux ménages qui consultent tout de suite un médecin ou un centre de soin pour éviter que la maladie ne s'aggrave. Ces gens ont conscience que l'on doit primer la santé de chaque membre.

Or les résultats de notre étude démontrent que peu de ménages y consacrent un budget ou une épargne pour la santé.

Ce ne sont pas les centres de soins qui manquent à Antananarivo, c'est l'insuffisance des moyens financiers des ménages qui ne leur permettent pas d'accéder aux divers centres de santé.

Cependant certains ménages bénéficient d'une assistance privée (organisation ou association contribuant à des aides financières ou matérielles). Or ce ne sont pas tous les ménages qui y ont droit. Leurs cas sont étudiés donc tous les cas ne peuvent pas malheureusement être pris en charge.

II. L'éducation:

La valeur ajoutée des ménages va aussi dans la scolarisation des enfants. Les 11 % des ménages au total font des économies pour l'éducation de leurs enfants.

De plus les enfants (jeunes) montrent une persévérance dans leurs études. Devant le fait de ne pas trouver du travail, plusieurs étudiants choisissent de poursuivre et de pousser leurs études.

Encore il faut dire que les établissements scolaires ne manquent pas à Antananarivo. Pour diverses raisons comme le redoublement ou fautes de moyens certains enfants quittent les bancs de l'école, souvent, pour travailler et aider leurs parents à subvenir aux besoins du ménage.

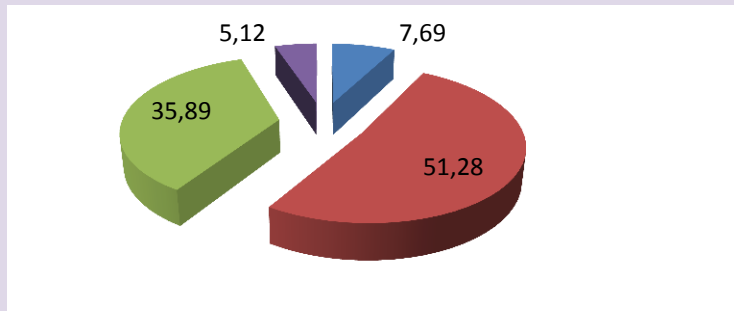
Un vendeur ambulant des rues d'Antananarivo âgé de 19 ans nous raconte son histoire : -"cela fait 4 ans que je suis dans le métier. La profession est de famille (mon père, ma mère et mes frères). J'ai quitté les bancs de l'école en 5^{ème}. Je n'avais pas de très bons résultats scolaires. Aujourd'hui, j'ai un travail et je gagne assez (au moins 15 000 Ar par jour) pour aider ma famille et assurer mes besoins.

Ce récit montre aussi que l'entrée dans le monde du travail se fait de plus en plus jeune. Le choix du travail est plus porté dans le secteur informel comme les vendeurs ambulants (entrée d'argent rapide, moins d'efforts à fournir, pas de patron, pas besoin d'une grande compétence...).

C'est aussi une forme de reproduction sociale, le jeune reproduit l'activité économique de son père.

III. Accès à l'eau:

Malheureusement, nous n'avons pas collecté de données concernant ce thème auprès de nos enquêtés. Cependant, d'après l'étude que nous avons faite dans un *Fokontany* de la capitale en 2009, nous avons obtenu les résultats suivants:



Parmi les 39 ménages enquêtés, 5, 12% représentent les ménages raccordés à un puits, 7, 69 % représentent les ménages raccordés à un branchement individuel, 35, 89% représentent les ménages raccordés à une borne fontaine et à un puits et 51, 28% représentent les ménages raccordés à une borne fontaine.

De nos jours, la culture de participation est développée afin d'éviter les gaspillages en eau et pour entretenir les infrastructures. L'accès aux bornes fontaines est payant (les tarifs et le mode de paiement varient de chaque *Fokontany*).

Selon les résultats de l'EPM 2010, l'accès à l'eau potable diminue significativement la probabilité d'être pauvre ou extrêmement pauvre, aussi bien en milieu rural qu'urbain.

Or les ménages qui ont des branchements individuels sont classés parmi la catégorie des gens aisés. L'eau est considérée partout dans le monde comme une richesse et même un indice de développement et le fait d'avoir de l'eau courante chez soi est un privilège qui n'est pas donné à tout le monde.

IV. Liens familiaux

La crise sociopolitique se répercute aussi sur les liens familiaux. Le contexte actuel exerce une grande influence sur le mode de vie des individus. Comme l'illustre cette citation :

"En ville, la constitution de la famille et l'émancipation des jeunes sont très liées aux contextes de crise et de pauvreté. L'évolution des comportements matrimoniaux est en pleine mutation au regard des diverses formes de crises qui secouent l'édifice conjugal ou le ménage. Les principaux acteurs du ménage, hommes et femmes, tentent des expériences nouvelles pour faire face à ces situations. On assiste alors à une redéfinition des rôles familiaux et sociétaux que les uns et les autres proposent ou subissent devant l'ampleur des problèmes qu'ils sont appelés ou amenés à assumer : retard d'entrée en union, éducation plus au moins longue selon les capacités des ménages à résister plus ou moins durablement à la crise, etc. Par ailleurs, les unions se fragilisent, tant les problèmes qu'elles soulèvent ou qu'elles suscitent, dépassent la capacité de gestion des protagonistes."

Crises, Pauvreté et Changements démographiques dans les Pays du Sud. Sous la direction de Francis GENDREAU avec la participation d'Elisabeth De Carvalho LUCAS. Editions ESTEM, 1998, 415 pages.

La famille constitue le principal recours des individus pour satisfaire leurs besoins essentiels. Les jeunes poussent leurs études faute de ne trouver un emploi (à cause des exigences en compétences requises par les entreprises et la supériorité de la demande par rapport à l'offre d'emploi) et de la conviction et de l'espoir de l'obtention d'un bon emploi à la fin de ses études.

Cependant le contexte socio-économique actuel ne permet à aucun individu de choisir sa voie. Il est contraint de suivre les offres existantes et de s'y adapter. Les individus ne choisissent pas leurs professions mais ce sont ces dernières qui les choisissent.

V. Insécurité:

Le taux de criminalité est extrêmement élevé ces derniers temps, il n'y a qu'à voir les informations télévisées ou encore les gros titres des quotidiens de la capitale sur les cambriolages par ci et par là à Antananarivo.

Le crime est un acte portant atteinte à l'ordre public et puni par la loi.

Le crime est un phénomène social. Au sens large du terme c'est une action commise par un individu et frappée d'une sanction. C'est un comportement individuel ou collectif s'écartant de la norme produisant un dysfonctionnement, passable de sanction.

Selon Durkheim le crime est un acte déviant et un acte blessant.

Au sens juridique, le crime est un acte grave portant atteinte à la morale sociale.

Les causes de la criminalité peuvent être internes à l'individu: dans les gènes, reproduction sociale... Ou externes (d'ordre économique, social...).

Le crime s'est grandement développé depuis 2009 à nos jours. Cette hausse du taux de criminalité est liée à l'accroissement du chômage, à la baisse du pouvoir d'achat, au décrochage scolaire précoce, à la cherté d'accès aux divers centres de soins / centres de loisirs et de distraction pour les jeunes...

Les criminels comme les cambrioleurs ne choisissent plus leurs victimes, ils s'en prennent même aux vendeurs de charbons, aux petites épiceries...

Aux infos de la tv plus de Madagascar du 30 Octobre 2012, une mère de famille a été tuée pour une somme de 50 000 ar et pour deux téléphones mobiles.

La population tananarivienne n'est plus tellement à l'abri des crimes serait-ce par manque d'agent de forces de l'ordre et des moyens ou par défaut de définition des priorités?

Selon SIMMEL, l'assistance est comme un régulateur social. Cela s'expliquerait par la diminution des risques pour les individus de devenir des délinquants et des criminels. Donc

assister les individus réduirait le taux de criminalité d'un quelconque pays. Ils n'auront plus recours aux vols à l'étalage ou même aux cambriolages pour se nourrir ou pour des habits ou pour de l'argent, pour vivre en résumé.

L'éducation est « facteur crucial pour le développement économique et social d'un pays » car il cumule des « effets positifs dans la lutte contre la pauvreté tel qu'un meilleur état sanitaire des populations, meilleure gestion du budget familial, accès à de nouvelles techniques pour de meilleurs rendements agricoles... ». Ils arriveront à différencier ce qui est Bien ou Mal, d'où même la citation de Victor Hugo « ouvrez une école et fermez une prison ». Le rôle de l'éducation joue alors un rôle majeur dans la réduction de la criminalité. Ce qui nous amène à dire qu'il faut inciter et sensibiliser les parents à scolariser leurs enfants.

VI. Travaux communautaires:

Les travaux communautaires sont l'ensemble des diverses actions entreprises pour améliorer le paysage ou les infrastructures d'un *Fokontany* ou d'un quartier. Cette action peut contribuer directement au développement du pays car elle engage la participation des individus ou des ménages dans l'amélioration de leur cadre de vie.

Cependant le fait d'aller participer directement aux travaux communautaires aux seins des *Fokontany* évoque aussi un certain complexe chez certains individus, cela peut être de la timidité. Beaucoup de ménages ont recours à des "solo-tena" (des remplaçants ou des individus en dehors du ménage payés pour effectuer les travaux communautaires et faire tamponner au *Fokontany* les carnets) quand aucun des membres ne peut participer aux travaux communautaires.

VII. La valeur ajoutée des épargnes

Les épargnes sont plutôt utilisées pour les imprévus, la réalisation de projets et l'investissement pour les études des enfants.

VIII. l'accès aux crédits

Les micro-finances privilégient surtout les prêts pour ouvrir un petit commerce (enquête personnelle Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola Ambohidratrimo mai 2012). Les banques quant à elles exigent des garanties à travers les possessions immobilières et/ou foncières.

Le non emprunt est lié à une peur des prises de risques, à la manque d'information et de renseignements sur les institutions financières.

IX. L' Emploi:

La modernité engendre ce que l'on appelle le culte de l'argent

Bon nombre de Malgaches vivent au jour le jour et touchent moins de 2 dollar par jour. Depuis la crise sociopolitique de 2009 de nombreuses zones franches ont fermé leurs portes faute de la suspension des financements, l'effectif des chômeurs a décuplé. Et c'est dur de trouver un emploi dans la capitale. Nombreux d'entre eux choisissent le métier de "commerçant ambulant" dans les rues de la ville. On assiste alors ici à un développement du secteur informel.

Un homme vendeur de boisson gazeuse ambulant enquêté dans les rues de la capitale nous a répondu à la question : avez-vous choisi votre emploi ?

Il nous a répondu qu'après avoir perdu son emploi à cause de la fermeture du lieu de son travail il est difficile de trouver un autre travail qui payait bien et assurait les besoins de son ménage. Alors il a opté pour son emploi actuel, car là il travaille pour lui et est son propre patron. Dans le fil de la discussion aussi, l'individu nous fait part que le temps de passer la matinée du dimanche à l'église, il gagne 3 000Ar, alors sans hésiter il nous confirme qu'il préfère travailler que d'aller à l'église¹⁵.

Aujourd'hui, beaucoup d'individu ne choisissent plus l'activité professionnelle qu'ils veulent exercer, c'est plutôt elle qui choisit pour eux. On suit la loi de l'offre et on prend ce qu'il

¹⁵ les valeurs matérielles sont primées par rapport aux valeurs spirituelles, voir *Rezsohazy R. Sociologie des valeurs*, Armand Colin, Paris. 2006.

y a à prendre. De plus qu'en ces temps dans le marché du travail, la demande est extrêmement supérieure à l'offre.

Un homme ayant pour gagne-pain un stand de « taxi-phone » auquel nous avons posé la question « avez-vous choisi votre travail? » nous renseigne que :

« Tsy misyasa tiana sy tsy tiana izanyamin'izao fotoana efa sarotra izao. Tsyazo atao intsony ny miavona asa fa izay mahavoarayan'ny tena dia atao fa ny zaza tsy maintsy velomina, ny sakafo tadiavina, ary ny jiro sy ny hofa-trano tsy maintsy aloha daholo »

Pour nous dire que l'on ne choisit pas la profession que l'on exerce on doit juste assurer les besoins quotidiens du ménage quelque soit la profession tant que cela rapporte et que cela comblent les besoins essentiels du ménages.

En résumé tant qu'on a un emploi, on se doit absolument de le garder.

A cause des divers problèmes engendrés par la crise, un père de famille exerçant la profession de vétérinaire (CM) a dû changer de travail. Depuis le revenu mensuel du ménage n'est plus très fixe. Certains besoins ne sont pas satisfaits. La vie à Antananarivo est très dure.

Par l'existence de l'armée de réserves selon Marx faisant pression sur l'ouvrier le poussant à accepter les plus pires conditions de travail. Le salaire que la majorité des ouvriers gagnent, ne leur permettent que de vivre au jour le jour et accumulant même des dettes qui restent impayés chaque mois pour les imprévus (maladies, cotisations, événements...). C'est le cas pour de nombreux ménages tananariviens.

Exemple : trois enseignantes travaillant dans une école privée d'un *Fokontany* de la capitale nous rapportent qu'elles ont l'habitude de recourir à des bons dans une épicerie pas très loin de leur domicile pour subvenir aux besoins quotidiens de leurs foyers (sucre, riz, huile, « vomaina » (appellation malgache rassemblant les haricots/ les pois de bambara/ les lentilles/ les pois du cap secs...) car le revenu du ménage n'arrive pas à combler tous les besoins. Un ménage monoparental a aussi du mal à joindre les deux bouts. Femme célibataire élevant seul son fils travaillant comme secrétaire dans un cabinet d'avocat privé en ville touchant un salaire de

120000 Ar/mois ayant comme dépenses les frais de déplacement (1200Ar/jr), les factures de la JIRAMA (avoisinant les 20 000 Ar chaque mois), le loyer (50 000 Ar/mois) et la nourriture (3000 Ar/jr). Si on fait le calcul les 120 000 Ar ne suffisent pas à subvenir aux besoins de ce ménage. Le ménage n'a pas les moyens de faire des économies. Si un imprévu vient à se produire, elle retire de l'argent mis de côté pour la nourriture. Et pour assurer que son fils mange, elle a aussi recours aux petits bons dans une épicerie de son quartier non loin de chez elle. Et après la recommandation de trouver un autre travail pour le même poste mais plus rémunérant, le refus fût très catégorique par crainte de ne plus trouver un autre travail pour son âge avoisinant la quarantaine.

Chapitre III: Réflexions sur les pratiques politiques à Madagascar

I. Les responsabilités de l'État et ses dirigeants

L'État est considéré comme le premier responsable de l'avenir et du devenir de la population locale c'est à dire il est le premier responsable direct du développement des localités étudiées. Alors, il doit choisir ce qui est prioritaire pour la localité et pour la population en fonction de leurs besoins et afin de réduire la pauvreté. Ainsi, il faut que l'État favorise la participation des masses en leur donnant des responsabilités et des moyens pour y faire.

Cependant, on assiste à un dysfonctionnement de l'appareil étatique créant partout des grèves et des revendications¹⁶. Les raisons de ce dysfonctionnement sont d'une part l'insuffisance de budget de l'État pour tous les secteurs dans lesquelles il doit intervenir. D' autre part, les acteurs au pouvoir ne font que se disputer leur place nuisant au bon fonctionnement de l'État.

Une crise ayant pour conséquence la perte d'emplois peut entraîner le basculement de la catégorie sociale d'un ménage.

Nous sommes actuellement en situation de crise sociopolitique et socioéconomique, beaucoup de ménages sont touchés par la perte de leur emploi (directement ou indirectement) surtout avec la fermeture des zones franches faute de la suspension des aides et des partenariats étrangers.

Devant ce fait, nous assistons à la floraison du secteur informel. Si nous traversons les rues de la capitale on remarque la présence de plusieurs marchands ambulants (Photos 6 et 7).

¹⁶ Les grèves et revendications syndicales se succèdent depuis de longs mois dans la Capitale et même au-delà. Médecins, enseignants chercheurs, instructeurs, paramédicaux, magistrats, avocats, les agents pénitentiaires, autant d'entités font leurs revendications en rapport aux indemnités, aux salaires de base ou à l'indice salarial. citons par exemple la grève des SECES « La grève des enseignants-chercheurs qui a duré dix mois entre 2010 et 2012 a coûté environ 15 milliards d'ariary au pays... dénoncée par les responsables ministériels après les séries de questions des étudiants". L'express de Madagascar. 17/12/12. N°5401 ou encore la grève des SEMPAMA: Les enseignants regroupés au sein de la Sempama vont poursuivre leur grève qui a déjà duré 7 mois. Telle a été la décision prise par les membres de ce syndicat lors de leur dernière assemblée générale qui s'est tenue le 5 octobre dernier au collège Rasalama, une décision qu'ils ont réitérée lors d'une conférence de presse hier à Ambatonakanga. Ils ne s'arrêteront que lorsque l'Etat malgache aura satisfait chacune de leurs revendications qui visent essentiellement à améliorer leur condition de vie, entre autres en augmentant leur salaire qu'ils considèrent humiliant. En effet, selon les explications de Claude Raharivoatra, président de ce syndicat, le ministère de l'Education ne fait pas de leur problème une priorité qu'il faut régler de toute urgence étant donné que la nouvelle année scolaire a déjà commencé. Leur manifestation va ainsi prendre une nouvelle forme car chaque région aura sa propre stratégie. www.newsmada.com consulté le 20/12/12.

Photo n°6 : Installation des commerçants ambulants à Andohan'Analakely



Photo n°7 : Etalage de commerçants ambulants à Andohan'Analakely



Source: enquête personnelle août-septembre 2012

Ce fait est un signe de la pauvreté économique du pays. Plus il y a de commerçants ambulants dans les rues plus le pays est pauvre.

L'Etat, bien que nous soyons en phase transitoire, doit considérer certains faits touchant de près à l'amélioration des conditions de vie de la population comme la création d'emploi.

Il devrait assister sa population et dans ce sens il devrait renforcer les partenariats avec les ONG et bien étudier les réels impacts des actions de ces dernières sur les populations assistées.

Le changement fréquent des dirigeants au pouvoir aboutit aussi à une discontinuité des projets de sociétés des divers dirigeants et responsables étatiques. Chaque dirigeant propose le sien et délaisse les actions antérieures du précédant dirigeant en cours.

Or à chaque évènement grave se produisant dans une localité, le gouvernement y effectue toujours une descente sur terrain et lance des promesses à l'instar « ho dinihina sy ho jerena ny momba anareo » signifiant en français qu'ils vont étudier et remédier à une situation donnée. Mais le plus souvent ce ne sont que des promesses en l'air.

L'Etat est omniprésent dans tous les secteurs économiques. On dit que la mondialisation a favorisé le désengagement de l'Etat du secteur privée mais ce n'est pas le cas pour Madagascar. Il s'engage dans tous les secteurs où il pourrait avoir du profit et où les acteurs politiques peuvent s'enrichir. Et c'est grâce à des connaissances dans l'univers politique que certains acteurs économiques peuvent fructifié leurs activités.

Mais le réel problème du pays est celui de la détermination des priorités. Les acteurs gouvernementaux priorisent leurs profits et intérêts au détriment de l'intérêt général.

Les compétences des dirigeants laissent à désirer sur le plan de la carrière et l'expérience politique ou même des diplômes.

II. Madagascar, mondialisation et dirigeants:

Bref, la mondialisation se porte à la vision globalisante de l'espace économique, financier et culturel dominée à la fois par l'économie de marché et au développement rapide des Nouvelles Technologie de l'Information et de la Communication ou NTIC. Elle visualise le caractère infime de l'influence des petits Etats isolés sur l'évolution de l'économie mondiale. Et compte tenu des échanges dans tous les domaines et de la rapidité des transports, la mondialisation conduit tous les Etats à l'éclatement des frontières internationales.

Depuis le quart du 20^{ème} siècle à l'époque actuelle, elle est un système inévitable car les Etats et les populations n'ont pas à choisir d'évoluer ou non. Toutes les sociétés contemporaines ont à subir l'emprise de la mondialisation.

A cet effet, l'Etat doit exercer seulement les fonctions régaliennes relevant de la souveraineté nationale tandis que son intervention sur le plan du développement économique et social doit se situer dans son rôle de coordinateur et facilitateur d'initiatives privées.

L'administration est une sphère in-détachable de l'Etat. Avec la mondialisation elle a acquis de nouveaux rôles : celui de catalyser la participation citoyenne aux divers programmes de développement et celui d'assurer les services publics de base (santé, infrastructure, sécurité...).

Ces nouveaux rôles de l'Etat et de l'administration sous-entendent la notion de « Bonne gouvernance ».

II.1. La notion de bonne gouvernance

La « Bonne gouvernance » est une des exigences de la mondialisation inscrite dans le cours d'idées véhiculé par les décideurs Occidentaux et cristallisée dans des concepts chocs de la démocratie.

Dérivant du mot anglais « good governance », c'est une méthode qui s'applique tant aux services publics qu'aux services privés comme la gestion générique.

La gestion générique est l'application d'une seule gestion dans le public et le privé pour mieux maîtriser le personnel. Elle est surtout appliquée au Canada. L'ancien Président Marc Ravalomanana voulait appliquer cette gestion générique à Madagascar, il a même envoyé en 2004 au Canada des ministres pour se former. Or l'application et la maîtrise de la gestion générique mérite un temps d'assimilation. Le Président avait pour défaut l'impatience.

La Bonne gouvernance suppose :

L'obligation de rendre compte : les administrations publiques sont capables et désireuses de montrer en quoi leur action et leurs décisions sont conformes à des objectifs précis et convenus.

La transparence : l'action, les décisions et les prises de décision des administrations publiques sont, dans une certaine mesure, ouvertes à l'examen des autres secteurs de l'administration, du Parlement, de la société civile et parfois d'institutions et d'autorités extérieures.

L'efficience et l'efficacité : les administrations publiques s'attachent à une production de qualité, notamment dans les services rendus aux citoyens, et veillent à ce que leurs prestations répondent à l'intention des responsables de l'action publique.

La réceptivité : les autorités publiques ont les moyens et la flexibilité voulus pour répondre rapidement à l'évolution de la société, tiennent compte des attentes de la société civile lorsqu'elles définissent l'intérêt général et elles sont prêtes à faire l'examen critique du rôle de l'Etat.

La prospective : les autorités publiques sont en mesure d'anticiper les problèmes qui se poseront à partir des données disponibles et des tendances observées, ainsi que d'élaborer des politiques qui tiennent compte de l'évolution des coûts et des changements prévisibles (démographiques, économiques, environnementaux par exemple).

La primauté du droit : les autorités publiques font appliquer les lois, la réglementation et les codes en toute égalité et en toute transparence.

L'instauration d'un Etat de droit par les élections démocratiques avec la mise en œuvre de la lutte contre la corruption.

La question que nous nous posons est comment la bonne gouvernance est-elle appliquée chez nous à Madagascar ?

On a pu voir des aspects de l'application de la « Bonne gouvernance » sous le régime de Marc Ravalomanana du moins pour un temps, puis c'est devenu plus tard qu'un semblant et une illusion de Bonne gouvernance masquant une « politique du ventre ».

La Bonne gouvernance est une conditionnalité majeure pour l'octroi de crédits d'aide au développement. Après l'avènement de la HAT au pouvoir considérée comme non-démocratique par les Etats-Unis, Madagascar n'est plus éligible depuis 2009. D'où la suspension de la majorité d'aide au développement.

III. Réflexions sur les blocages des valeurs républicaines à Madagascar:

Depuis son indépendance, Madagascar a opté pour l'adoption des valeurs républicaines. Ces valeurs républicaines concernent 3 acteurs: l'Etat, le citoyen et les partis politiques.

Au niveau de l'Etat

Dans un Etat républicain, le peuple souverain transfère son pouvoir à un Etat à travers les élections.

L'autorité républicaine repose sur la séparation des pouvoirs: pouvoir législatif, pouvoir exécutif et pouvoir judiciaire

- Par ses lois et ses institutions, la république garantie:
- -la volonté des citoyens de vivre ensemble, l'égalité de tous les citoyens; la cohésion sociale; et les libertés publiques.

Au niveau des citoyens

Les citoyens ont 3 sortes de droits:

- les droits civiques comme la protection des citoyens contre l'autorité, contre l'arbitraire du pouvoir...
- les droits politiques qui sont constitués par le droit de prendre part à la direction de la société, le droit de vote, le droit d'éligibilité (tout citoyen a le droit de prétendre à la direction de son pays).
- les droits sociaux comme le droit à l'éducation, à la santé et aux soins, le droit d'avoir le minimum vital.

Au niveau des partis politiques

ils ont pour fonction de:

- animer la vie politique dans la société, c'est-à dire animer des débats, des conférences, lancer des idées et donner une vision de la société.
- préparer les élections: recruter les candidats et les préparer, élaborer les programmes politiques et maîtriser le processus électoral.
- encadrer les élus: maintenir un contact permanent entre les élus et les électeurs.

Le respect et l'application de ses rôles pour chaque acteur favorise la démocratie.

III.1. L'Etat:

Dans le respect des valeurs républicaines, l'Etat malgache présentent des séquelles comme l'existence d'une défaillance des élections libres et crédibles, de la tendance à la pensée unique et d'un dysfonctionnement au niveau de la séparation des 3 pouvoirs (législatif, exécutif et judiciaire).

a- Défaillance des élections libres et crédibles:

Il y a une fragilité du régime républicain parce que les présidents sont mal élus, les électeurs¹⁷ n'agissent qu'en connaissance de cause et ne font pas une analyse sur le choix des candidats à élire.

b- Tendance à la pensée unique:

On assiste à un mépris de l'opposition et à une incapacité d'écoute des minorités (non considération des réelles aspirations du peuple). Les dirigeants priment l'idéologie de "l'indifférence par rapport aux différences".

c- Les citoyens

Madagascar se trouve dans une société à 2 vitesses: celle de la ville et de la campagne.

Les connaissances citoyennes en ville sont tout à fait différentes de celle à la campagne. Ceci a pour raison la floraison des moyens d'information en ville tandis qu'à la campagne les informations connaissent un retard, les meilleurs enseignants se regroupent en ville...

L'information et l'éducation favorisent la sensibilisation des populations quelque soit le thème choisi. La majorité de la population rurale en est privée.

Chacun est responsable et a des devoirs envers son pays. De ce fait chacun doit prendre connaissance de ses responsabilités citoyennes.

d- Les partis politiques:

- Les dirigeants arrivés au sommet de l'Etat n'ont connu aucun parcours ni expérience dans le domaine politique¹⁸.

¹⁷ ANDRIAMANJATO R. (2001: 175) va même jusqu'à dire: "j'étais très étonné, ces derniers jours, en lisant un livre paru récemment, de constater que ce dont nous nous plaignions ici à Madagascar est en faite une forme généralisée d'une certaine attitude qui prévaut un peu partout dans le monde démocratique: les gens qui se désintéressent de la politique et laissent les élus faire ce qu'ils veulent, etc. On ne veut plus se déranger pour aller exprimer de façon concrète son point de vue. On refuse de penser politique et l'on se mue en animal économique". ANDRIAMANJATO, R. (2001) "Démocratie à l'occidentale et culture malgache" in Bulletin de l'Académie nationale des arts, des lettres et des sciences, Nouvelles série- Tome LXXVII / 1-2. 1999, Antananarivo.

¹⁸ Il y a des hommes providentiels qui sont propulsés par les événements : « Le mode d'accès au pouvoir a rarement été par la voie des urnes, même si une fois arrivés au pouvoir, certains ont par la suite fait confirmer leur poste par une ou plusieurs

- Il y a un problème d'application des véritables rôles des partis politiques à Madagascar en dépit de leur grand nombre à Madagascar (343 partis politiques, source: Ministère de l'Intérieur 2012). Ils sont restés au stade de groupuscules. Car n'oublions pas que la tâche primordiale des partis est avant tout d'éduquer politiquement le peuple.

Cette dernière partie s'est surtout consacrée à la réflexion sur la réalité sociale politique, économique et politique malgache. Dans le premier chapitre, dans le sens que chaque individu doit prendre des responsabilités envers son pays, nous avons sollicité les opinions des individus enquêtés. Dans le second chapitre, nous avons émis certaines réflexions relatives aux résultats obtenus dans la deuxième partie de l'étude. Et suites aux opinions et suggestions avancés par les enquêtés, nous avons décrit dans le dernier chapitre les problèmes des pratiques politiques malgaches. Madagascar ne répond à aucun critère des exigences du "politiquement correct" (adoption de l'Etat de droit, pratique de la bonne gouvernance) tandis que l'application et le respect des valeurs républicaines connaissent un blocage à Madagascar. Quel type de régime correspondrait alors à la pratique politique malgache?

CONCLUSION GENERALE

Suite au problème que nous avons posé au début, nous pouvons y répondre que tous les ménages sont touchés par la crise socio politique même les ménages aisés.

Les ménages ont tendance à plonger de plus en plus dans la pauvreté car les privations, au lieu d'être réduites, ont augmenté. A chaque fois qu'il y a des manifestations de rues le taux de chômage connaît une croissance considérable. Le marché de l'emploi n'arrive pas à satisfaire les demandes. Du coup les individus se ruent dans l'activité du commerce.

Si l'on se réfère à la pyramide de **Maslow**, la majorité des ménages sont encore à l'étape 2 qui est le Besoin de sécurité et de protection (du corps, de l'emploi, de la santé, de la propriété...) du fait que:

- trouver un emploi bien rémunéré est très difficile de nos jours;
- les crimes prolifèrent¹⁹ un peu partout personne n'est vraiment à l'abri du danger peu importe son revenu mensuel;
- l'accès aux centres de soins est très couteux pour la majorité des ménages;
- les acteurs politiques ainsi que les individus n'ont aucune maîtrise sur les évènements comme la crise en ce moment, d'ailleurs à ce sujet les acteurs politiques semblent être dépassés par les évènements.
- le peuple souffre des conséquences de l'inflation des produits et services...

D'après Eugène VARGA, "La crise économique sociale politique" (1976), ED.ITIONS SOCIALES, Paris, " pendant une période de crise il y a une paupérisation du prolétariat qui se manifeste par :

- L'augmentation du nombre de chômeurs (plus les chômeurs partiels) traduit dans notre étude par l'accroissement de la criminalité, la prolongation des études supérieures par les jeunes et la ruée vers les activités informelles (commerce).

¹⁹ "Durant le premier semestre de 2012, quelque 698 bandits 'notoires' ont été arrêtés, contre 643 à la même période en 2011. Les vols à main armée et les crimes de sang ont paradoxalement diminué de 1, 4 %, alors que l'insécurité galopante alimente les chroniques de la presse quotidienne locale. En revanche, sur le front de la lutte contre les drogues et les substances psychotropes, le nombre de saisies a augmenté de 11, 23 % le premier semestre. Même tendance pour les cas d'atteintes et de trafics d'ossements humains, qui ont connu une augmentation de 12, 68 % en six mois". source : midi Madagascar disponible sur "<http://www.linio.re/squelettes/favicon-linfo.ico>"> publié le 08/12/12.

- La diminution du salaire réel des ouvriers occupés: dans notre étude les enquêtés actifs reconnaissent que leur pouvoir d'achat a baissé. Face à l'inflation les salaires n'ont pas connu une quelconque augmentation.

- L'élévation de l'intensité du travail caractérisée par la prolongation des horaires de travail (exemple le cas du vendeur de boisson gazeuse qui travaille 7jours sur 7).

- Et la suppression de la prévoyance sociale: restriction des dépenses du ménage et aucune épargne allouée à la santé.

Les ménages sont de ce fait très vulnérables et ne sont pas à l'abri des divers chocs (insécurité, maladies, catastrophes naturelles...).

Pour pouvoir accéder à un quelconque développement il faudrait favoriser tout d'abord la participation des individus citoyens.

Les grandes prises de décisions politiques devraient faire un retour à l'origine comme au temps des royaumes en adoptant le concept de "teny ifampierana" caractérisé par le "teny midina" qui est répondu par la suite du "teny miakatra", un aspect favorisant la communication entre les gouvernants et les gouvernés.

La détection des besoins essentiels de la population est aussi une importante tâche à faire pour améliorer ses capacités à participer au développement de son pays. Parallèlement, elle contribue à l'amélioration de son cadre de vie et de ses conditions de vie.

L'un de ses besoins essentiels est l'éducation de la population.

Les citoyens éduqués participent directement à la vie politique de la nation et non seulement lors des élections.

Cependant, les valeurs malgaches sont laissées à l'abandon au détriment des valeurs étrangères que les dirigeants et citoyens s'y perdent; ils arrivent même parfois à la confrontation à cause de la divergence d'opinions sur la politique et les pratiques politiques à adopter.

Les mouvements sociaux sont provoqués en l'espoir d'une amélioration des conditions de vie car les profits et les bénéfices sont confisqués par une minorité d'élites au pouvoir de connivence avec la bourgeoisie internationale. Cependant ceux qui ont été les leaders de ces mouvements ont toujours fini par décevoir le peuple et n'ont pas atteint l'objectif principal pour lequel on leur a permis d'accéder au pouvoir.

On assiste d'autant plus à Madagascar à un mauvais fonctionnement de la démocratie se traduisant par le fait que le gouvernement peut tout faire (abus de pouvoir). Le peuple est utilisé comme un alibi, la société civile est instrumentalisée et la pratique démocratique subit des contraintes sociales. Les dirigeants malgaches ne maîtrisent pas et n'appliquent pas le concept et les critères de démocratie. Le contexte politique actuel donne une illusion ou un semblant de démocratie. De plus on assiste à un problème de renouvellement de la classe politique (népotisme), et même si de nouvelles élites parviennent au pouvoir, elles ne bénéficient pas de soutien de la part de cette classe politique et se trouve par-là vulnérables. Les élites au pouvoir ont aussi tendance à assouvir des intérêts qui leur sont propres au détriment de l'intérêt général.

Les dirigeants ne sont pas fidèles aux dates des élections, ces dernières ont toujours été repoussées. Les prochaines élections sont prévues pour mi-mai, nous espérons tous que cette date sera cette fois ci respectée.

Les élections constituent la principale solution de cette crise mais il faut aussi que les citoyens votent en connaissance de cause, étudient et analysent bien leur choix aux élections afin que les événements antérieurs ne se reproduisent plus.

Devant tout ce fait, il faudrait vraiment redorer et réinsérer l'éducation civique au sein du programme scolaire. Grâce à un tel travail la connaissance politique des citoyens s'élèverait et dans ce cas les électeurs seraient plus jaloux de leur droit.

Le civisme induit aussi à un respect entre les individus.

Cette étude a servi à faire connaître les réels besoins de la population tananarivienne et pour nous d'avoir un aperçu des impacts de la crise malgache sur les ménages et des réalités et pratiques politique à Madagascar.

De par la difficulté économique se traduisant par la recherche de quoi vivre au jour le jour et par l'absence d'un leader consensuel, le peuple est prisonnier des impacts de la crise malgache. Il subit les conséquences de la crise sans pouvoir rien y changer. Tout en reprenant une phrase de nos enquêtés "Le peuple est entassé comme des sardines dans leur boîte de conserve, il ne peut ni bouger ni parler».

Or la crise se perpétue davantage nous sommes à deux doigts d'une explosion sociale. Mais à quand cette explosion sociale aura t- elle lieu et qui sera ce prochain leader consensuel?

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux:

1. Jérôme BALLET et Mahefasoa RANDRIANALJAONA, sous la direction de, Ethique Economique Développement, tiers monde environnement nature, écologie Afrique Noire Océan Indien Madagascar. Vulnérabilité, insécurité alimentaire et environnement à Madagascar. Ed. l' Harmattan, Paris, 244p.
2. Jacques CHAPSAL. L'analyse des systèmes politiques. Paris: Presses Universitaire de France. 1981.
3. Jean Pierre CHAUVEAU. L'Afrique Sub-saharienne: sécurité, stabilité et développement. Paris, la Documentation française. 1993, p 429-461.
4. Bernard COURET, Jan DESSAU, Victor DOMINIQUE, Charles HAROCHE. Les pays sous-développés à la lumière du marxisme. Ed. Recherche Internationale, 1958.
5. Marcel FAFCHAMPS (University of Oxford)) & Bart MINTEN (Cornell University). Crime, transitory Poverty, and Isolation: Evidence from Madagascar. 2008, 25p.
6. Catherine FOURNET-GUERIN. Vivre à Tananarive. Géographie du changement dans la capitale malgache, Ed. Karthala, 2007, 428p.
7. Bénédicte GASTINEAU. Madagascar. La transition démographique sera encore longue. In l'Economie de la Réunion. Ici et ailleurs.2004, 2^e semestre 24-25, éd Revue Economique de la Réunion.
8. L-Reuber GRANT. Le rôle des investissements privés étrangers dans le développement. Paris. Centre de développement de l'OCDE. 1974.
9. Makalou OMAR. L'équilibre budgétaire dans les pays en voie de développement. "économie et socialisme". Ed. François Maspero, 1970
10. R. REZSOHAZY. Sociologie des valeurs, Armand Colin, Paris. 2006.
11. Guy ROCHER. Introduction à la sociologie générale. L'organisation sociale. Ed. HMH, Montréal Canada.1968.

12. Adelino TORRES. Holisme et individualisme méthodologique dans les théories du développement. (ISEG / Université Technique de Lisbonne) in Individu et justice sociale – Autour de John Rawls, Paris, Seuil, 1988 («Coll. Points»).

Ouvrages spécifiques:

13. R. ANDRIAMANJATO, (2001) "Démocratie à l'occidentale et culture malgache" in Bulletin de l'Académie nationale des arts, des lettres et des sciences, Nouvelles série- Tome LXXVII / 1-2. 1999, Antananarivo.

14. Jean-François BAYARD: L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Librairie Fayard, coll. L'espace du politique, 1989, 439 p.

15. Anne-Pascaline BRIET. Activités des ménages en période de crise: solutions diverses face à un problème commun. In Travaux et Documents du programme 4 D Dynamique démographique et développement durable dans les Hautes Terres malgaches. 2005, réf n°4, collection/édition 4D.

16. Anne-Marie COQUELIN, Sarah RAFETISON, Faniry RAKOTOMALALA, Marie BRILLET et Anne BRUNEL - 2004 - "Antananarivo 2002. Visages de l'exclusion. Enquête effectuée de mai à décembre 2002 auprès de la population défavorisée des bas quartiers et des sans-abris". AFVP Madagascar/Centre d'Analyse et Perspectives sur le développement à Madagascar (CAPDAM), Madagascar. 172 p.

17. Michel DOBRY. Sociologie des crises politiques, la dynamique des mobilisations sectorielles. Références 29. Paris. Ed. Presses de la Fondation Nationale, 1992, 319p.

18. G. HERMET. Sociologie de la construction démocratique, Paris, Economica, 1986, p.89.

19. Francis GENDREAU. Crises, Pauvreté et changements démographiques dans les pays du Sud. ED.ITIONS ESTEM, Paris, 1998, 415p.

20. Patrick LAGADEC. La gestion des crises. Outils de réflexion à l'usage des décideurs. MCGRAW-HILL, mars 1991.

21. François ROUBAUD. Identité et transition démocratique: "l'exception malgache". France; Montréal. Ed. l'Harmattan, 2000, 254p.

22. François ROUBAUD et Mireille RAZAFINDRAKOTO. Les quartiers pauvres contre la démocratie? le cas d'Antananarivo, Madagascar. In Revue Afrique

Contemporaine.2006, N° 220, p 65-96, Ed. Revue Afrique Contemporaine, De Boeck Université.

23. Frédéric SANDRON. Population et développement dans les Hautes Terres de Madagascar. Coll. Populations., Coll. Populations. Ed. l'Harmattan. Paris. 2007, 240p

24. Eugène VARGA : La crise économique sociale politique (1976), ED.ITIONS SOCIALES, Paris.

25. YMAL & DIEN. 2002 : Madagascar. L'éveil d'un peuple. 369p.

Documents:

26. Arnaud DIEMER et Didier MULNET. MADAGASCAR. Economie du développement Conseil Régional Auvergne, Réseau éducation au développement, le 12 octobre 2011.

27. MADIO. "Le système scolaire et la demande d'éducation dans l'agglomération d'Antananarivo en 1997", Madagascar, 1998, 56p.

28. MADIO. "l'emploi, le chômage et les conditions d'activités dans l'agglomération d'Antananarivo", Madagascar, 1997, 44p.

29. ONU HABITAT. Madagascar profil urbain d'Antananarivo. Programme des Nations unies pour l'établissement humain. 2012

30. PROJET MADIO (Madagascar-Dial-Instat-Orstom). La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo. 1195, Octobre, Ed. Projet MADIO/INSTAT.

31. A.M. QUAMRUL ALAM. Industrialisation du Tiers Monde et mondialisation Synthèse des essais théoriques 1 (Décennies 1950 à 1980). Alternatives Sud, Vol. I (1994) 1.Cahiers édités par le Centre Tricontinental, Louvain-la-Neuve.

32. M. RABARIHARIVELO. Plan d'Urbanisme Directeur 2004 horizon 2015. Cadre physique et équipement.

33. François RAJAOSON. Réflexions sur les crises sociopolitiques en Afrique après les Indépendances. L'exemple historique malgache. Colloque Internationale de

Sociologie. "Sociologie des mutations, mutations des société". Brazzaville 16-19 Février 2010.

34. P. ROBINSON. Plan d'Urbanisme Directeur 2004 horizon 2015. Rapport sur l'existant et PUDi provisoire. APPROCHE POPULATION.

35. THE WORLD BANK GROUP - Antananarivo Country Office. MADAGASCAR ECONOMIC UPDATE. octobre 2012

36. UNESCO. Document UNESCO de Programmation Pays Madagascar 2012-2013. janvier 2012. 34p.

37. UNESCO. Document UNESCO DE PROGRAMMATION PAYS MADAGASCAR 2012-2018. janvier 2012

38. UNICEF. La crise sociale dans le monde. Rapport 2011 sur la situation sociale dans le monde.

Mémoire et rapports:

39. Veloniaina Miora ANDRIANJAFINDRAINIBE. "impacts sociaux de la crise sociopolitique de 2009 sur le secteur hôtelier à Antananarivo". Mémoire de maîtrise. Département Sociologie 2009-2010.

Webographie:

- "<http://terangaweb.com/samir-amin-et-le-developpement-autocentre-1ere-partie/>"> consulté le 10/11/12.
- "<http://www.w3.org/1999/xhtml>"> Samedi 27 octobre 2012, N° 5361 Economie, Actualité Madagascar » Economie ». Banque mondiale, Sombre avenir économique consulté le 20/11/12.
- "<http://www.dissertationsgratuites.com/dissertations/Quels-Sont-Les-Impacts-Des-Crises/33386.html>"> soumis par djay28, Apr 2010 | 6 Pages. consulté le 19/11/12
- "<http://www.w3.org/TR/xhtml1/DTD/xhtml1-transitional.dtd>">> Un taux de croissance de 1, 9% en 2012 (Loi de finances) - actualités en direct avec l'Express de Madagascar. Mardi 30 octobre 2012 N° 5363 consulté le 20/11/12.
- "<http://www.fihavanana-madagascar.org/fr/fihavanana/news-fihavanana-29-12-2011.html>" /> érosion de l'éducation consulté le 20/09/12.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE	1
Partie I: GENERALITES ET EVALUATION GLOBALE DU CONTEXTE D'ETUDE :.....	4
Chapitre I: Présentation du terrain.....	4
I. Historique	4
II. Géographie	6
III. Caractéristiques de la CUA	8
Chapitre II- Contexte socio-économique et politique à Madagascar:	12
I. Contexte économique	12
II. Contexte social	13
III. Contexte politique du pays.....	17
Chapitre III- Méthodologie: techniques et outils.....	23
Chapitre IV- Concepts et cadre théorique	25
I. Les théories de la pauvreté:	25
II. Les théories du développement	28
III. Théorie de la dépendance	31
IV. La théorie sur la transformation et le changement social:	32
V. La reproduction sociale	33
VI. Théorie des crises et de l'effondrement révolutionnaire du capitalisme.....	34
VII. La conquête difficile de la démocratie	35
Partie II : DYNAMIQUE SOCIOPOLITIQUE ET RETOMBÉES PLURIELLES DANS LA VIE DES MENAGES	
MALGACHES	37
CHAPITRE I: Tableaux et interprétations	38
I. Provenance de la population enquêtée	38
II. Taille moyenne des ménages	38
III. Tranche d'âge des individus enquêtés	38
IV. Sexe des Chefs de Ménage.....	38
V. Activité économique des ménages	39
VI. Biens immobiliers et fonciers:.....	45
VII. Sécurité et infraction.....	50
VIII. Participation aux travaux communautaires:	50
IX. Liens familiaux et collectifs:.....	51

X. Mode de soins médicaux:.....	54
XI. Pratique religieuse du ménage:.....	55
XII. Evolution des emplois ces 4 dernières années:.....	57
XIII. Perception du coût de la vie:.....	59
XIV. Perception du niveau de vie du ménage depuis 2009:	61
XV. Structures des dépenses des ménages:	63
XVI. Les revenus mensuels des ménages:	66
XVII. Possibilité d'emprunt:	66
XVIII. Possibilité d'épargne:	67
XIX. Politique et gouvernement:	69
CHAPITRE II: Les solutions proposées par les enquêtés contre l'inflation et la pauvreté :	71
PARTIE III: REFLEXIONS PROSPECTIVES	76
CHAPITRE I : Les responsabilités de chaque individu face à la perpétuation de la crise sociopolitique:	76
I. Les responsabilités des gouvernants et des gouvernés selon les enquêtés.	76
CHAPITRE II: Réflexions sur la réalité sociale à Antananarivo après 2009.....	83
I. Santé:.....	83
II. L'éducation:	84
III. Accès à l'eau:	85
IV. Liens familiaux.....	86
V. Insécurité:.....	87
VI. Travaux communautaires:.....	88
VII. La valeur ajoutée des épargnes.....	88
VIII. l'accès aux crédits.....	89
IX. L' Emploi:	89
Chapitre III: Réflexions sur les pratiques politiques à Madagascar	92
I. Les responsabilités de l'État et ses dirigeants	92
II. Madagascar, mondialisation et dirigeants:	94
III. Réflexions sur les blocages des valeurs républicaines à Madagascar:	96
CONCLUSION GENERALE	100

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 : Taux de croissance annuel du PIB de 2006 à 2011:	12
Tableau n° 2 : Effectifs et taux de chômage 2001-2010.....	16
Tableau n° 3 : Effectifs et caractéristiques des populations ciblées par l'étude.....	23
Tableau n° 4 : Originaires et migrants d'Antananarivo	38
Tableau n° 5 : Taille des ménages	39
Tableau n° 6 : Tranche d'âge	39
Tableau n° 7 : Approche genre des chefs de Ménage.....	39
Tableau n° 8 : Enquêtés dans ménages classiques.....	40
Tableau n° 9 : Enquêtés commerçants/vendeurs ambulants	42
Tableau n°10: Enquêtés étudiants	44
Tableau n°11: Taux de propriété et de location immobilière	45
Tableau n°12: Pourcentage de locataires ayant perçu une hausse du loyer	45
Tableau n°13:Taux de hausse estimée du loyer.....	46
Tableau n°14:Taux de possession immobilière	46
Tableau n°15: Répartition spatiale des biens immobiliers.....	46
Tableau n°16: Pourcentage des titres immobiliers	47
Tableau n°17:Mode d'occupation des biens immobiliers	47
Tableau n°18:Taux de possession foncière:	48
Tableau n°19: Répartition spatiale des biens fonciers.....	48
Tableau n°20:Pourcentage des titres fonciers	49
Tableau n°21:Mode d'occupation foncière.....	49
Tableau n°22:Perception de la sécurité et des infractions.....	50
Tableau n°23:Taux de participation aux travaux communautaires	50
Tableau n°24:Mode de participation aux travaux communautaires	51
Tableau n°25:Evolution des relations avec la famille étendue depuis 2009.....	51
Tableau n°26:Existence d'entraide familiale:.....	52
Tableau n°27:Caractéristiques de l'entraide familiale	52
Tableau n°28:Entraide entre voisinage	53
Tableau n°29:caractéristiques des entre-aides avec le voisinage.....	54
Tableau n°30: Types de soins recourus	54
Tableau n°31:Effectifs des ménages par religion	55
Tableau n°32: Fréquence de la fréquentation de l'église	56
Tableau n°33: religion et fréquence fréquentation lieu de culte.....	56
Tableau n°34:taux de changement d'emploi	57
Tableau n°35:statut changement emploi.....	57
Tableau n°36:Fréquence changement emploi	58
Tableau n°37:raisons changement d'emploi.....	58
Tableau n°38:appréciation coût de la vie.....	59
Tableau n°39: Motifs perception du coût de la vie	60
Tableau n°40:appréciation du niveau de vie.....	61

Tableau n°41: motifs des réponses des enquêtés.....	62
Tableau n°42:Coûts des dépenses journalières	63
Tableau n°43: taille du ménage et dépenses journalières	64
Tableau n°44:Principales dépenses mensuelles.....	65
Tableau n°45:effectifs des ménages par revenus mensuels	66
Tableau n°46:Emprunt	66
Tableau n°47:Institutions recourues	67
Tableau n°48:Epargne	67
Tableau n°49: Motif épargne	68
Tableau n°50:Institutions de placement des épargnes.....	68
Tableau n°51:Opinions sur les compétences idéales de l'homme politique:	69
Tableau n°52: Solutions proposées par les ménages contre l'inflation et la pauvreté.....	71
Tableau n° 53: Solutions proposées par les commerçants contre l'inflation et la pauvreté	72
Tableau n°54: Solutions proposées les étudiants contre l'inflation et la pauvreté	73
Tableau n°55: Responsabilités des dirigeants selon les ménages.....	77
Tableau n°56: Responsabilités des dirigeants selon les étudiants.....	78
Tableau n°57: Responsabilités des dirigeants selon les commerçants	79
Tableau n° 58: Responsabilités des gouvernés selon les ménages.....	80
Tableau n° 59: Responsabilités des gouvernés les commerçants	81
Tableau n° 60: Responsabilités des gouvernés selon les étudiants	81

LISTE DES PHOTOS

Photo n° 1 : Etalage de chargeurs de téléphones, écouteurs.....	43
Photo n°2 : Vendeuse de produits de beauté	43
Photo n°3 : Etalage de chaussettes, d'objets de coiffe... ..	43
Photo n°4 : Etalages de portefeuilles et de sandales.....	43
Photo n°5 : Vendeur de clé USB.....	43
Photo n°6 : Installation des commerçants ambulants à Andohan'Analakely.....	93
Photo n°7 : Etalage de commerçants ambulants à Andohan'Analakely	93

LISTE DES FIGURES

Figure n° 1 : Carte représentant les limites de la Commune Urbaine d'Antananarivo (CUA)	7
Figure n° 2 : Pyramide de Maslow	30

LISTES DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

CM: Chef de Ménage

CUA: Commune Urbaine d'Antananarivo

EPM: Enquête Périodique auprès des Ménages

HAT: Haute Autorité de Transition

NI: Niveau d'Instruction

SEMPAMA: SEndikan' ny MPAmpianatra MALagasy

SECES: Syndicat des Enseignants-Chercheurs de l'Enseignement Supérieur

TIM: Tiako I Madagasikara

TGV: Tanora Gasy Vonona

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES:

I-questionnaire

II-Cadre théorique de la pauvreté

III-Erosion de l'éducation

IV-Un taux d'inflation à deux chiffres

Annexe I: Questionnaire

"Etude des impacts sociaux de la crise sociopolitique de 2009 sur les ménages malgaches"

Enquête à effectuer auprès des ménages-échantillons

1-Fiche signalétique:

Renseignement sur l'enquêté				Renseignement sur le ménage				
Age	sexe	NI	Activ.	Activ. CM	Activ Conj	Taille Ménage	Sexe CM	
							Masc.	Fém.
Moins-19	Masc	Primaire						
		Secondaire I						
20-29		Secondaire II						
30-39	Fém.	Premier cycle						
40-49		Second cycle						
50-60		Troisième cycle						
60 et +		Analphabète/illettré						

2- Localité de provenance

Originaire ☐	Migrant ☐
-------------------------------------	----------------------------------

3-Possessions immobilières et foncière:

Maison	Oui	Non	Ville	Campagne	Ville et Campagne	En location	Occupation personnelle	Occupation & location
Terrain	Oui	Non	Ville	Campagne	Ville et Campagne	En location	Occupation personnelle	Occupation & location

(Activ: activité; CM: Chef de Ménage; Conj: conjointe)

4. Propriétaire immobilier et foncier

Titre	Indiv enquêté	CM	Conj CM	Parents CM ou Conj CM	Autres
Maison					
Terrain					

(Indiv: Individu)

5. Insécurité du quartier:

Description et manifestation	Assez calme	malfamé	cambrilage	Vol à l'étalage	pickpocket	agressions

6. Mode de participation aux travaux communautaires:

Monétaire ☐ Physique ☐

7. Evolution liens Familiaux depuis 2009

aucun changement ☐ plus rapprochés ☐ chacun p ☐ r soi

8. Entraide familiale

Oui ☐ Non ☐

-Si OUI:

Financier	Matériel	Moral	Service	Autres

9. Entraide au niveau du voisinage::

Oui ☐ Non ☐

Si OUI:

Financier	Matériel	Moral	Service	Autres

10. Mode de soins des maladies:

Dispensaire et hôpital	automédication	Médecine traditionnelle

11. Religion pratiquée par le ménage:

Type	Fréquence fréquentation lieu de culte
FJKM	Quotidien
Catholique	Hebdomadaire
FLM	Mensuel
Anglican	Périodique
Autres:.....	jamais

12. Emploi:

changement d'emploi d'un membre du ménage ces 4 dernières années:

Oui ☐ Non ☐

statut du/des membre (s)		Motifs
CM		
Conj. CM		
Fils		
Fille		
Autres		

13. Perception du coût de la vie depuis 2009:

Perception		Motifs
Dure		
Pas de changement		

14. Perception du niveau de vie du ménage

Perception		Motifs
En déclin		
Pas de changement		
amélioré		

16. Solutions contre inflation des produits et services.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....

17. Budget du ménage:

Somme dépenses journalières:.....Ar

Grandes dépenses mensuelles	
Nourriture	
Loyer	Pourcentage hausse:
Electricité	
Eau	
Ecolage	
Frais de déplacement	
Autres.....	

Revenu mensuel:.....Ar

18. Accès aux crédits et épargnes:

Types	Oui	Non	Famille	Usurier	Micro	banque	amis
-------	-----	-----	---------	---------	-------	--------	------

					finance		
Emprunt							

Motifs:.....
.....
.....

Types	Oui	Non	banque	Micro finance	A la maison
Epargne					

Motifs:.....
.....
.....

19. Opinions sur les compétences de l'homme politique idéal:

politique	technique	Sens de la diplomatie	honnête	Respectueux du droit et de l'équité	Croyant et pratiquant	Bon orateur	autres

20. Opinions sur les principaux défauts des
dirigeants:.....
.....
.....
.....

20.Opinions sur les responsabilité de chacun face à la crise:

Responsabilités	
gouvernant	gouvernés

Cadre théorique de la pauvreté

C'est quoi la pauvreté ? Offrir une réponse consensuelle est un véritable problème pour l'économiste. Concept aux formes multiples, la pauvreté est un phénomène tant sociologique, qu'économique ou encore anthropologique. Mais les objectifs assignés à chaque corps scientifique sont bien différents. Ainsi, ceux de l'économiste consistent à identifier puis à quantifier le phénomène dans un contexte donné. Cependant, les approches sont diverses, d'une école de pensée à une autre. Cette partie nous permettra de voir la conception de certains courants comme ceux des classiques, marxistes, néoclassiques, structuralistes et celle des contemporains.

3.1 - Selon les Classiques :

Pauvres et riches ont toujours vécu côte à côte, toujours inconfortablement, parfois de manière périlleuse. Plutarque affirmait que : « Le déséquilibre entre les riches et les pauvres est la plus ancienne et la plus fatale des Républiques. Les problèmes résultants de cette coexistence, et particulièrement celui de la justification de la bonne fortune de quelques uns face à la mauvaise fortune des autres, sont des préoccupations de l'être aujourd'hui. »¹⁴

3.1.1 - Adam Smith et Jean Sismondi

De nombreux économistes venant de divers courants économiques se sont déjà penchés sur la manière d'orienter l'économie nationale en vue d'assurer le bien-être de tout le monde.

Ainsi, les théoriciens de la pensée classique ne restent pas indifférents sur les moyens à mettre en branle pour créer les conditions de vivre dans la société. C'est dans cette lignée qu'Adam Smith, qui est considéré comme le fondateur de l'économie politique (1723-1790), dans sa fameuse « Enquête sur la nature et les causes de la richesse des nations » commence par l'étude de la division du travail, car c'est elle, selon lui, qui produit « l'opulence générale ». La richesse d'une nation, selon lui, est constituée de « toutes choses nécessaires et commodes à la vie que permet d'obtenir le travail annuel d'une nation »¹⁵. Une situation qui peut générer

¹⁴ Ibid.

¹⁵ Jean Boncoeur et al, p.84

d'extrême abondance de biens matériels. Cette tendance veut faire penser qu'il n'y a pas de place pour la misère, voire la pauvreté dans la division du travail. A savoir, qu'une fois la division du travail établie, un individu ne peut produire qu'une infime partie de ce qui lui est nécessaire. Smith considère que l'individu est « riche ou pauvre selon la quantité de travail qu'il sera en mesure de commander ou qu'il sera en état d'acheter »¹⁶. Cette situation ne nous donne pas droit de penser qu'on est dans la pratique de la loi « du plus fort » ? Que faire avec ceux qui n'ont pas la force ou aptitude nécessaire pour fournir du travail ? Smith prône une accumulation continue de capital, puisque ce dernier joue un rôle fondamental dans la croissance économique. « L'accumulation de capital exerce un effet différent sur les composantes du prix et donc sur les différents revenus. Il considère toutefois, que le salaire courant est déterminé par convention entre ouvrier et propriétaire du capital, chaque catégorie poursuivant son intérêt. Mais, il souligne l'existence de coalitions entre employeurs susceptibles de faire baisser le salaire à un niveau très faible. Il parle à ce sujet d'un complot. Les ouvriers, également, se mettent ensemble pour combattre celles des maîtres. Bien qu'en général les employeurs l'emportent, ils ne peuvent réduire le salaire à un niveau inférieur au salaire de subsistance »¹⁷. D'où une lutte perpétuelle entre l'employeur qui veut toujours avoir la plus large partie du gâteau, être toujours dans l'opulence et le petit ouvrier, ayant à sa disposition une petite partie du gâteau et qui s'efforce toujours à survivre. Au sein même du courant dit classique, il y a des théoriciens comme Jean Sismondi, qui apparaissent avec des idées plus ou moins humanistes. Malgré sa vision capitaliste,

il critique la mauvaise répartition des richesses qui sont le résultat de la réunion du capital et du travail permettant de dégager une «mieux-value», comme la source de la pauvreté. Il explique de façon claire « lorsque ce partage se trouve trop en défaveur des ouvriers, il réduit ces derniers à la misère et conduit notamment à mettre au travail les enfants pour compenser l'appauvrissement des adultes»¹⁸. Mais Ricardo de sa part, voit les causes de la pauvreté dans d'autres horizons. La pauvreté est le résultat du faible salaire attribué aux travailleurs ne pouvant pas répondre à leurs besoins.

¹⁶ Claude Schwab, p.55

¹⁷ Ibid., p.58

¹⁸ Ibidem, p. 71

3.1.2- David Ricardo

Dans son analyse purement capitaliste, Ricardo affirme que « tout ce qui augmente les salaires diminue nécessairement les profits», et que «rien ne peut affecter les profits en dehors des salaires». « L'analyse classique du salaire part de l'idée que le travail est une marchandise ayant, comme toute marchandise, un prix naturel et un prix de marché »¹⁹. Le salaire naturel est celui pouvant faciliter les travailleurs à subsister, c'est-à-dire, leur permettant d'acquérir un panier de biens de consommation stricte à entretenir le travailleur et sa famille. Cette situation, aux yeux de David Ricardo, ne représente pas un minimum physiologique car, il dépend des mœurs et coutumes de la population». Elle varie d'un pays à l'autre ou évolue d'une époque à une autre. Ricardo, croit que « quand le prix du travail est au-dessous de son prix naturel, la condition des travailleurs est tout à fait misérable; dans ce cas la pauvreté les prive de ces éléments de confort que l'habitude rend absolument nécessaires»²⁰. Pour lui, dans la mesure où « les besoins humains ne sont pas satisfaits, on est en état de pauvreté. Pour que les pauvres connaissent des jours meilleurs, selon Ricardo, « c'est seulement après que les privations aient réduit leur nombre, ou que la demande de travail ait augmenté, que le prix de marché de travail s'élèvera sur son prix naturel, et que le travailleur jouira du confort modeste que le taux des salaires ne lui offre pas»²¹. C'est ainsi que l'on détermine le seuil de la pauvreté repose sur cette base théorique.

Dans ce sens, selon Simon Langlois, le seuil de pauvreté est une «mesure normative qui détermine ce qu'il en coûte pour survivre à un moment donné ; le seuil normatif de pauvreté est établi à partir des dépenses encourues par l'achat d'un panier de bien sans lequel la survie serait difficile sinon impossible. L'approche normative de la pauvreté cherche à identifier les besoins fondamentaux des êtres humains définis selon deux perspectives: la subsistance et l'universalité. Dans l'approche définissant les besoins en termes de subsistance, le seuil de pauvreté correspond au coût minimum des dépenses requises pour les biens et services de base: logement, alimentation, habillement»²². On voit que ce seuil détermine préalablement les revenus qui sont nécessaires pour acheter un ensemble de biens et services assurant la survie physique. C'est pour cela qu'on qualifie de normatif à cause de la manière qu'on procède

¹⁹ Jean Boncoeur et al, p.110

²⁰ Ibid., p.1 11

²¹ Claud Schwab, p. 71

²² Madeleine Gauthier, p.199

pour déterminer la pauvreté, parce qu'ils dépendent d'un jugement porté sur les dépenses estimées nécessaires pour satisfaire un niveau donné de besoins. Qui est mieux placé pour déterminer le seuil de pauvreté? Les experts ou les pauvres eux-mêmes? En fait, en dehors des causes de la pauvreté que nous venons d'identifier, il y a d'autres idées qui planent encore au sein même du courant classique, comme par exemple celles de Thomas Malthus.

3.1.3-Thomas Malthus

Malthus, de son côté, dans l'énoncé de la loi de la population, voit cette dernière « s'accroître de façon spontanée selon une progression géométrique, alors que les moyens de subsistance ne croissant au mieux que selon une progression arithmétique. La croissance de la population finira donc par buter sur une contrainte de moyens de subsistances disponibles »²³. D'où, une source d'inquiétude, car selon lui, lorsque la population s'accroît, la quantité de subsistances par tête d'habitant décroît, « l'offre de main d'œuvre étant en excédent par rapport à sa demande, le salaire nominal baisse. Alors que, la relative raréfaction de subsistance accroît leur prix. L'appauvrissement de la population est alors tel qu'elle se réduit par élimination physique »²⁴. Malthus est contre toute forme d'aide aux pauvres, parce qu'il croit que l'effet immédiat de cette dernière est d'accroître la consommation des pauvres et de favoriser la croissance de la population. Par ailleurs, l'assistance donnée aux pauvres est perçue comme un détournement de la part du revenu qui revient à la population en activité, « opposé à toute pratique contraceptive, le Pasteur Malthus préconise le mariage tardif et l'abstinence des célibataires. Ces vertueuses recommandations sont adressées essentiellement aux pauvres, qui selon Malthus procréant et sont de fait les artisans de leur propres malheur »²⁵. Ainsi, les pauvres sont perçus comme les causes mêmes de la pauvreté. C'est à eux de chercher la solution. S'ils veulent trouver une solution, ils doivent cesser de croître, afin de conserver les moyens de subsistance disponible.

²³ Claude Schwab, p. 74

²⁴ Ibidem

²⁵ Jean Boncoeur et al., p.114

En somme, nous pouvons voir que les classiques dégagent une vision sur la pauvreté comme un manque de ressources monétaires autrement dit, comme expression des privations. Pour paraphraser Alexandre Bertin :

Les grands philosophes utilitaristes des 17^e et 18^e siècles, tels Bentham, Mill et Smith, dont les idées reposent sur les notions d'individualisme et de rationalité, ont inspiré une définition monétaire de la pauvreté. Selon eux, est considéré comme pauvre tout individu manquant des ressources nécessaires pour assumer les besoins de sa famille, compte tenu des normes en vigueur dans la société comme les normes alimentaires, les normes vestimentaires, etc. Ainsi être pauvre, c'est ne pas pouvoir subvenir aux besoins de sa famille, ne pas disposer de capital suffisant pour assurer sa descendance. Cette vision de la pauvreté propose de fixer un seuil minimal correspondant aux normes nutritionnelles : il s'agit des ressources minimales permettant de se procurer les biens alimentaires dont les valeurs nutritionnelles couvrent les besoins journaliers individuels. Ce seuil minimal, complété par un seuil non alimentaire, sous-entendu les biens de consommation non alimentaires, définit un seuil de pauvreté monétaire. Ainsi, un individu est pauvre si son revenu se situe sous ce seuil. L'ensemble des individus situés sous le seuil représente la population pauvre d'une société »²⁶.

Cette approche est-elle une conception juste sur les causes de la pauvreté, quand nous considérons les multiples abus et injustices que sont victimes les pauvres dans les sociétés locales et dans le monde en général. Toutefois, malgré l'approche monétaire semble être acceptée par les grands ténors mondiaux, il n'en reste pas moins qu'elle est critiquée, notamment par d'autres théoriciens, comme K. Marx, qui voient les causes de la pauvreté d'une façon tout à fait opposé aux autres économistes classiques qu'on vient de citer précédemment.

3.2- Approche Marxiste

K. Marx considère la pauvreté comme une sorte d'oppression. Ici, la pauvreté s'entend comme fruit de l'organisation économique elle-même de la société, qui exploite les uns, tout en excluant les autres du système de production : les sous-employés, les chômeurs et toute la masse des

marginalisés. Pour lui, la pauvreté trouve sa racine dans la suprématie du capital sur le travail, le premier contrôlé par un petit nombre et l'autre exercé par l'immense majorité.

²⁶ **Alexandre Bertin**, E:\Définir la pauvreté aujourd'hui - LMU - Le Mensuel de l'Université - Magazine interuniversitaire.htm, juillet 2007

Dans cette interprétation, la pauvreté apparaît pleinement comme un phénomène collectif, et de plus conflictuel, dont le dénouement exige par conséquent un système social alternatif. La pauvreté est un effet de l'héritage et la mémoire de cet héritage nous est nécessaire pour comprendre et agir aujourd'hui. Pour comprendre le présent il est donc essentiel de faire référence au passé et à l'histoire car les différentes perceptions de la pauvreté et de l'exclusion à travers les siècles contribuent à mieux cerner l'origine des problèmes actuels. C'est dans l'histoire des doctrines économiques, intitulée encore théorie sur la plus-value, que nous voyons, notamment, exposer les conceptions de K. Marx sur les causes de la misère des pauvres.

Selon Marx, « ce qui distingue une époque économique d'une autre, c'est moins que l'on fabrique, que la manière de fabriquer les moyens de travail par lesquels on fabrique. Les moyens de travail sont les gradimètres du développement du travailleur et les exposants des rapports sociaux dans lesquels il travaille »²⁸. Dans le mode de production capitaliste, ceux qui prennent possession de la nature sont ceux qui mettent en œuvre concrètement les moyens de travail, c'est-à-dire les travailleurs. Dès lors, seuls ces derniers sont productifs, au sens où ils sont seuls à être créateurs de valeur, ce que Marx appelle encore « une plus-value » que les capitalistes s'approprient au dépend des travailleurs, par le fait même que l'esprit qui anime le capitaliste n'est autre que l'accumulation du capital. Marx dit à ce propos que le capitaliste est un « agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse instinctivement à développer les puissances productives et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société nouvelle et supérieure » et en cela il poursuit des mobiles personnels car « accumuler, c'est conquérir le monde de la richesse sociale, étendre sa domination personnelle, augmenter le nombre de ses sujets, c'est sacrifier à une ambition insatiable »²⁹. C'est ainsi que le capitalisme représente, pour Marx, la généralisation des rapports inégaux à l'échelle de la société. « Ce qui caractérise l'époque capitaliste, c'est donc que la force de travail acquiert pour le travailleur lui-même la forme d'une marchandise qui lui appartient, et son travail, par conséquent, la forme de travail salarié. D'autre part, ce n'est qu'à ce moment que la forme marchandise des produits devient la forme

sociale dominante »³⁰. Le développement du capitalisme s'accompagne d'un accroissement de la misère et de l'oppression. Etant victime d'un tel système, la classe ouvrière n'a que s'appauvrir davantage. Quel que soit le taux de salaire, « haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à mesure que le capital s'accumule »³¹

Cependant, selon Marx, cette situation ne peut pas perdurer, jusqu'à ce que la logique du système capitaliste doive donc le conduire nécessairement à sa crise générale et à sa disparition. Cette logique n'est pas purement mécanique ; elle a ses acteurs. Ces derniers ne sont autres que les prolétaires, considérés comme des victimes du système. Finalement, on peut constater que les approches sur les causes de la pauvreté sont seulement différentes selon le courant économique qu'appartiennent les économistes. Mais, ce qui est important, pour nous n'est autre que l'intérêt commun des différentes approches qui reste l'identification rigoureuse de la pauvreté indispensable pour faciliter la mise en place des politiques d'éradication de ce phénomène. Ainsi, des économistes néoclassiques entendent reformuler certaines approches, déjà vues, avec les classiques comme le principe d'utilité, pour expliquer la pauvreté.

3.3- Selon les Néoclassiques

A priori nous devons noter qu'une très grande partie des idées théoriques trouvées chez les néoclassiques ont été développées avec les classiques. Nous prenons le cas du principe d'utilité qui a été évoqué par J.B Say. Mais, nous considérons aussi que le philosophe Jérémie Bentham qui en 1789, formule le plus clairement ce qu'il appelle le *principe d'utilité* : « La nature a placé l'humanité sous le gouvernement de deux maîtres souverains, la peine et le plaisir. C'est à eux seuls de démontrer ce que nous devons faire et de déterminer ce que nous nous ferons »³². Toute fois, Léon Walras est considéré comme le plus grand représentant de cette école.

Pour les *utilitaristes*, la « chose » en question est le bien-être économique. Certains font parfois référence au bien-être économique sous le terme anglais *economic welfare*. Les *welfarists* ramènent le concept de bien-être soit directement au concept d'utilité commun en économie, soit indirectement via le terme bien-être économique compris

³⁰ Jean Boncoeur et al., p.163

³¹ Ibidem, p.91

³² Ibid., p.98

comme l'utilité générée par la consommation totale. L'utilité elle-même est conçue comme un état mental, tel que le bonheur, le plaisir ou la satisfaction du désir procuré à une personne par la consommation (ou la possession) de biens et services. Le terme « niveau de vie » est un autre terme quelques fois utilisé pour référer au bien-être économique³³.

Selon cette tendance, un individu qui n'arrive pas à maximiser le nécessaire afin de combler ses besoins en terme de biens et services est en situation de pauvreté. Dans ce sens, on voit que le concept de pauvreté tire ses origines dans la théorie microéconomique moderne et découle de l'hypothèse de base que les individus maximisent leur bien-être.

L'approche utilitariste ou *welfarist* est généralement utilisé par les économistes des institutions internationales et les directions des statistiques des pays concernés. Pour eux, le bien-être est un sentiment procuré par la satisfaction d'un besoin; cette satisfaction peut être comblée par des biens et services marchands ou par des biens non-marchands, comme par exemple les relations interpersonnelles ou la consommation de biens collectifs. Rien ne doit pas causer d'entraves pour la satisfaction de ces besoins. A ce propos, L. Walras dit « la liberté procure, dans certaines limites, le maximum d'utilités, donc les causes qui la troublent sont un empêchement à ce maximum, et quelles qu'elles puissent être, il faut les supprimer le plus possible... Il préconise à ce que l'Etat produit des biens et services publics et les fournir gratuitement »³⁴. L'Etat doit mettre à la disposition des citoyens les moyens nécessaires afin d'assurer leur bien-être économique. Un individu qui ne peut pas assurer son bien-être est considéré comme pauvre. On doit signaler, aussi, que cette approche peut être biaisée d'un pays à un autre, par le fait que les réalités socio-économiques sont différentes. En pratique, le bien-être économique des individus n'est pas directement observable. De plus, les préférences varient d'une personne à l'autre, cette approche est amenée à formuler un premier principe: celui que les individus sont les seuls à savoir ce qui est véritablement dans leurs intérêts. C'est ainsi, d'autres pensent que les individus ont des besoins indispensables afin d'assurer leur survies. Si une personne n'arrive pas à combler ces besoins de base, on les considère comme pauvre. Encore, la recherche des causes de la pauvreté, a vu naître un autre courant de pensée économique dit structuraliste qui voit l'origine de la pauvreté un peu différent et fait des propositions.

3.4- Selon les Structuralistes

Selon cette école de pensée latino-américaine, la pauvreté tire son origine dans les types de relations développés par les pays pauvres (Sud) avec les pays industrialisés (Nord). Ils constatent que ces rapports (Nord-Sud) sont profitables unilatéralement qu'aux pays développés alors que les pays en voie de développement voient leurs termes de l'échange se dégrader constamment.

Cette école est animée notamment par les économistes R. Prebisch, O. Sunkell, C.Furtado, H. W. Singer, « qui pensaient que leur région ne pourrait sortir du sous-développement sans se déployer 4 grands moyens :

1. Une réforme des structures agraires bloquées par le dualisme *latifundios / minifundios*, c'est-à-dire de très grandes exploitations agricoles mal utilisées et de trop petites fermes paysannes peu productives ;
2. Une politique de substitutions d'importations avec intervention de l'Etat pour orienter les investissements nationaux ;
3. Une politique des revenus afin que les classes défavorisées disposent des moyens d'achat pour soutenir la production nationale de biens et services courants, ce qui réduirait à la fois la dépendance économique vis-à-vis de l'occident et permettrait la reconquête de l'indemnité nationale ;
4. Union des pays du tiers-monde, pour imposer un nouvel ordre économique international plus juste³⁵.

Car selon Roger D. Hansen, « l'un des traits les plus marquants de la politique internationale de ces dernières années est la revendication formulée par les gouvernements d'une grande majorité de pays représentant la moitié de la population du monde, estimant ne pas recevoir une part équitable de la richesse et de la puissance mondiale »³⁶. Pour plus d'un, le problème demeure plus que jamais et les pays industrialisés se trouvent en présence d'un problème de taille majeure où de toute façon ils doivent faire face. Bien que certains critiques conservateurs se tiennent encore à dire « si les pays en développement n'occupent dans le monde qu'une position subalterne, c'est de leur faute et non celle des pays industrialisés »³⁷. Ils avancent à faire valoir cependant qu'une telle façon de voir les choses « n'implique pas que les perspectives de développement des pays du tiers-monde soient peu encourageantes. Comme dans le passé, les pays du tiers-monde qui fixent la croissance comme objectif à leurs politiques d'investissement et de change connaîtront un développement économique rapide »³⁸.

³⁵ Mokhtar Lakehal, p.634

³⁶ Albert Fislw et al., p.3

³⁷ Ibidem, , p. 14

³⁸ Ibid., p.15

3.5- Approches Contemporaines :

3.5.1- John FriEd.man, Selon l'approche de John FriEd.man (1992), dans son article paru dans la Revue Internationale des sciences sociales tente de modeler sa réflexion sur la pauvreté structurelle dans un modèle d'autonomisation axé sur l'économie familiale, « la famille a besoin de produire ses propres moyens de subsistance qui constituent la base du pouvoir social. Suivant l'analyse de la pauvreté structurelle, la pauvreté est le produit des données de l'ordre socio-économique qui tendent à entraîner un exode général des petits paysans arrachés de leur terre »³⁹. Selon cette approche, on voit que la pauvreté est le produit des rapports inégaux existant dans la société.

3.5.2- Amartya SEN, lui, selon le professeur C. Morrison, « fonde ses réflexions sur la pauvreté en termes de capacités ou incapacités des individus à répondre à leurs besoins de base, ce qu'il appelle encore CAPABILITES. Sen distingue les biens disponibles et la capacité d'en tirer parti pour satisfaire des besoins, au lieu de raisonner seulement en termes de biens. Par exemple, une personne n'a pas les mêmes capacités de satisfaire un besoin de transport avec un service public selon qu'elle est en bonne santé ou handicapée. Un service gratuit de prévention sanitaire sera moins utilisé par une personne illettrée que par celle sachant lire »⁴⁰. Des institutions comme la

Banque Mondiale parle aujourd'hui de pauvreté élargie, pour essayer d'apporter une explication sur l'ampleur que prend ce phénomène, de nos jours.

3.5.3- Banque mondiale, Pauvreté Elargie.

Le rapport préparé par la BM en 2001 sur le développement dans le monde apparaît avec une nouvelle définition à la pauvreté. Selon la BM, la définition ayant été axée sur la consommation et le revenu permettant de satisfaire les besoins essentiels est trop étroite. Présentement, la pauvreté élargie, selon le rapport, comprend 3 parties :

- Accès au capital sous toutes ses formes : capital éducatif, physique, financier, moyens de production (terre), capital social lié aux relations et aux obligations réciproques ;

³⁹ Revue Internationale des sciences sociales (RISS), JUIN 1996, p.1 83.

⁴⁰ Christian Morrisson, p.107

- Sécurité : les pauvres souffrent de leur vulnérabilité à des risques souvent liés : maladie, mauvaise récolte, violence, épidémie, conflits ou guerre civile, désastres naturels ;

- Participation au pouvoir : les pauvres sont souvent exclus ou discriminés à cause de leur caste, race ou ethnie. Par exemple, les fonctionnaires peuvent leur refuser des documents, les enseignants négliger leurs enfants, le gouvernement ne pas se préoccuper de leurs besoins. (BM, rapport 2001)

édition spéciale du 29 décembre 2011 du quotidien l'express de Madagascar – page 25 « Érosion de l'éducation » de Michella RAHARISOA:

Tous les indicateurs sont au rouge dans le secteur de l'éducation. Le nombre d'enfants déscolarisés ne cesse d'augmenter tandis que la qualité de leur éducation laisse à désirer.

Un rapport publié par la Banque Mondiale avant la crise, mentionne les avancées significatives réalisé dans le domaine de l'éducation et la hausse du taux de scolarisation fait partie de ces réalisations. Mais la crise politique actuelle a mis à mal tous les acquis.

Le nombre d'enfants non scolarisés ne cesse de croître. Entre les années scolaires 2008/2009 et 2009/2010 le nombre est passé de 260.500 à 399.362 pour arriver en 2010/2011 jusqu'à 450.000 (donnés Unicef). Le taux d'achèvement du cycle primaire a également baissé de l'ordre de 5, 3% (donnés Ministère de l'Éducation). Cette dégradation est en partie causée par la restriction budgétaire, politique adoptée par le gouvernement depuis la suspension des aides budgétaires. D'après la lecture effectuée par l'Unicef sur le cadrage budgétaire en aout 2011, l'investissement pour l'éducation est passé de 164, 8 milliards d'ariary en 2008 à 28, 9 milliards d'ariary en 2010. Le soutien aux parents est ainsi moindre.

« En 2010, toutes les écoles primaires publiques n'ont pas bénéficié de -caisses écoles-, destinées à alléger les charges parentales pour l'éducation de leurs enfants », signale l'Unicef. Une telle situation n'a fait qu'aggraver le taux d'abandon scolaire. Des enfants ont été retirés de l'école parce que leurs parents ne peuvent pas assurer financièrement leurs études.

La dégradation du secteur de l'éducation est aussi marquée par une baisse de la qualité de l'enseignement. En juillet 2011, l'Unicef ne cache plus ses craintes *« Madagascar risque de ne pas atteindre l'Objectif du Millénaire pour le développement numéro 2 visant à assurer à chaque enfant le droit d'achever complètement le cycle primaire face à l'érosion progressive actuelle du secteur ».*

Annexe III: Un taux d'inflation à deux chiffres"

Cet article de Lantoniaina Razafindramiadana édité le Samedi 04 août 2012 dans

« Actualité Madagascar Economie » sur la conjoncture nous permet de nous renseigner d'avantage sur le contexte économique du pays intitulé "Un taux d'inflation à deux chiffres"

"Les économistes de la CREAM ont communiqué un taux d'inflation de 11% par an. Le CREAM vient de sortir le résultat d'une étude qu'elle a menée. L'inflation au niveau national est très élevée.

Galopante. C'est ainsi que les économistes du Centre de recherches, d'études et d'appui à l'analyse économique à Madagascar (CREAM) ont qualifié hier l'inflation à Madagascar, depuis l'Indépendance. Les études menées dans ce domaine ont en effet démontré que de 1960 à 2011, le taux d'inflation moyen des biens et services est de 11% par an. Un taux élevé par rapport à la moyenne en Afrique. « L'inflation moyenne en Afrique tourne autour de 5 et 6%. Les taux les plus élevés sont observés dans les pays où il existe des problèmes. Dans les pays européens, les taux d'inflation sont de moins de 2 % », a avancé Tiaray Razafimanantena, ingénieur statisticien économiste, hier à Soavimbahoaka, lors de la présentation du résultat des études. Cette inflation « galopante » entraîne un dédoublement des prix tous les six ans et huit mois. En d'autres termes, l'ariary perd 50% de sa valeur en cette période, et 75% en moins de quatorze ans. La situation se traduit par des pertes du pouvoir d'achat des ménages, dont le revenu ne suit pas l'inflation. Un déséquilibre permanent sur le marché, caractérisé par le niveau élevé de la demande par rapport à l'offre est la première cause de l'inflation. C'est ainsi que dans le court terme, le CREAM recommande des interventions ponctuelles de l'État pour corriger les imperfections. Ces interventions peuvent survenir au niveau de l'organisation des importations, l'application de subventions. Les interventions peuvent concerner aussi les prix et les taxes. « Il s'agit de rééquilibrer les pouvoirs de négociations entre offreurs et demandeurs », soutient Tiaray Razafimanantena.

Meilleure organisation

Dans le moyen et long termes, une politique de hausse de l'offre est à mettre en place, ou le changement dans les habitudes alimentaires est à voir. La baisse de consommation du riz pourra permettre aux pays d'arrêter les importations de cette denrée, le prix du riz au niveau local étant par ailleurs souvent aligné par les opérateurs au prix à l'extérieur. Les infrastructures et moyens de transport, ainsi que la permanence de la disponibilité des produits sont aussi à améliorer. Les consommateurs seront plus organisés. Des seuils aux alentours des taux annuels de 7% sont concevables dans les dix prochaines années, selon les estimations du CREAM. Avec une stabilité au niveau interne et international, le pays peut se lancer le défi de maintenir un taux d'inflation annuelle en dessous de 3%."

Intitulé du Mémoire : « Impacts sociaux de la crise sociopolitique de 2009 sur les ménages malgaches »

Nom : ANDRIANJAFINDRAINIBE

Prénoms : Veloniaina Miora

Rapporteur : Pr. Gil Dany RANDRIAMASITIANA

Titre du Mémoire : Impacts sociaux de la crise sociopolitique de 2009 sur les ménages malgaches

Nombre de tableau : 60

Nombre de photo: 7

Nombre de figure: 2

Nombre de pages: 101

N° téléphone : 034 97 805 30

Mots clés :

Besoin de changement, abus de pouvoir, crise sociopolitique, insécurité, commerçants ambulants, ménages, étudiants, pauvreté, Antananarivo, gouvernant, gouvernés.

Résumé :

Depuis son indépendance, Madagascar a traversé plusieurs crises sociopolitiques comme en 1972, 1992, 2002 et récemment en 2009. La dernière se perpétue jusqu'à présent. Ce présent travail, effectué dans la Commune Urbaine d'Antananarivo, a pour but de comprendre et d'analyser les situations et conditions de vie réelles des ménages malgaches actuelles. Pour atteindre ces objectifs, nous avons eu recours à la documentation, à la recherche bibliographique, à des enquêtes menées auprès des ménages, des étudiants et des commerçants ambulants, et à diverses théories (pauvreté, développement...). Ces démarches adoptées ont montré que la crise sociopolitique malgache accentue la pauvreté des ménages tananariviens. Sur le plan social des ménages, la santé est minimisée, certains étudiants poussent leur éducation tandis que d'autres y mettent fin pour travailler, les entraides familiaux se renforcent, les actes criminels augmentent, le chômage s'accroît et les individus connaissent une difficulté de trouver un emploi bien rémunéré. Les ménages sont plus absorbés par la recherche de la satisfaction de leurs besoins essentiels que par les affaires politiques. Sur le plan économique, les ménages font face à l'endettement et aux restrictions des dépenses. La situation de crise engendre également le développement du secteur informel et l'insatisfaction des besoins essentiels des individus. Les politiciens semblent ne pas trouver d'issue à cette situation. Pour conclure, pour améliorer le social et l'économie malgache, il faut résoudre les problèmes d'ordre politique.

